REFLEXES

n°31

été 90 20F

IL RESTE DES MURS A ABATTRE

RACISME
FASCISME
PAUVRETE...

ANTIFASCISME

de l'unité à l'action
chez Jenny
la vie des Scalp

EUROPE

le fascisme s'étend
la lutte du logement
contre-culture

DOSSIER
GRANDE -BRETAGNE
Red Action
the Blaggers
Poll-Tax

L'avenir : autonomie, solidarité et citoyenneté

La découverte macabre le jeudi 10 mai, de la violation des sépultures juives du cimetière de Carpentras rappelle bien de sombres souvenirs. L'horreur de cet acte, au moment où les discours racistes fleurissent sur beaucoup de bouches de la classe politique, appelant depuis des mois au renvoi des immigrés, était pourtant "prévisible". La mémoire et l'histoire de notre pays doit se souvenir que bien peu de gens ont refusé le fascisme, aidé les juifs et les républicains espagnols qui fuyaient les régimes fascistes dans les années 1930... Quant à l'Etat français, il parquait les gens dans des camps... Aujourd'hui, nous devons pas répéter les mêmes "erreurs"...
Mais pour cela, encore faut-il que cessent les discours et les pratiques qui renforcent la haine, l'exclusion, qui s'étend et s'entend bien au-delà de Le Pen et autres nazis. Il faut prendre des mesures qui imposent l'égalité des droits entre tous les hommes. Une citoyenneté pleine et entière. Il faut que cessent les expulsions des logements voués à la spéculation immobilière. Il faut que cesse l'occupation de nos quartiers et de nos cités par des polciers gangrénés par la fibre fasciste.

PS, PC, et RPR, tous unis contre Le Pen mais ni contre les discriminations ni le racisme...

L'hypocrisie (nous n'avons jamais conclu aucun accord avec le FN) et l'opportunisme politique n'ont jamais fait reculer le racisme et le fascisme... On ne peut à la fois affirmer : le "seuil de tolérance est dépassé", les miséreux doivent rester dans le tiers monde" et "l'antisémitisme fait revenir la France au temps du pétainisme". Non, messieurs les politiciens, ce n'est pas avec vous qu'on combattra de façon efficace le racisme et l'intolérance. Vous vous amnistiez ! Pendant ce temps, les gens doivent faire face à des difficultés de logement, de travail... Vous avez depuis sept ans laissé se développer le Front national en espérant vous en servir comme épouvantail. Aujourd'hui, vous vous apercevez que vous ne contrôlez plus la situation et vous hurlez au loup.... Mais c'est vous qui l'avez installé dans votre bergerie ! Nous ne sommes pas des moutons ! Nous n'avons pas attendu vos "ordres" ou vos "plaintes" pour combattre le racisme, les pratiques sécuritaires et liberticides.
Il n'y a pas de discussions ni d'ententes possibles avec le fascisme et le racisme ni sur le fond ni sur les formes ! N'est-ce pas Mr Médecin, n'est-ce ps M. Bernard (maire de Montfermeil), n'est-ce pas M. Deschamps (ancien maire communiste de Clichy-sous-Bois). Ceux qui ont osé déclarer en 1985 (n'-est-ce pas M. Fabius et Chirac) que le Front national posait de bonnes questions devraient avoir la décence de se taire...

Les stylos à bille de nouveau à l'épreuve...

Ca y est, Gilles Perrault avec 250 autres intellectuels lancent un Appel flambant "Le temps de la contre-offensive est venu". Nous les en remercions... Il chante le refrain du Front unitaire :"Nous en appelons aux partis et organisations progressistes pour qu'ils créent dans les plus brefs délais, les conditions pratiques d'une riposte unitaire". Eh oui, certains attendent, une fois encore, un sursaut de ceux qui en 9 ans de gouvernement ont réussi à faire mieux que la droite... Ils en appellent au "Front de résistance" qui aurait pour objectif de livrer "une bataille... devant les tribunaux, dans les médias et dans la rue". Aucun mot sur la transformation des rapports politiques, économiques et sociaux. Cette impasse est-elle le fruit de l'accord minima pour voir figurer dans la liste des signataires des gens qui soutiennent "la gestion de la gauche" ? Et pourtant, cette transformation est un point essentiel pour faire reculer le FN, et plus largement les idées et pratiques qui ont pénétrées la société française depuis une quinzainz d'années... G. Perrault ne voit-il pas que le FN se développe parce qu'il apporte des réponses à des crises de situations : dans les quartiers, dans le travail, dans la crise économique, etc. Celui-ci à son congrès de Nice a bien montré les enjeux futurs : social et écologie, voilà son programme. C'est en apportant des réponses concrètes et palpables sur ces terrains et non pas en recherchant une gestion consensuelle au jour le jour (comme on le voit sur l'immigration) qu'il y aura recul d'une formation politique dont l'objectif est 1995, et qui sait très bien que l'orage de Carpentras passera comme sont passés les précédents. Une autre critique est que tous ces intellectuels sont rarement présents dans des luttes concrètes. Le dernier exemple en date est celui de la lutte des mal-logés. Mais évidemment, ça ne fait pas kitch de manifester avec des gens qui squattent ! Alors, le front de résistance oui, mais pas dans des "salons de causeries", dans des laboratoires de faculté (où d'ailleurs ils ont été incapable de contrer la Nouvelle Droite) ou dans l'alignement de sigles d'organisations, mais

sur le terrain, dans des collectifs où viennent les individus qui veulent lutter et non pas les "délégués de l'organisation".

Pour un mouvement antifasciste alternatif

Pour ceux qui alerte l'opinion depuis 7 ans, et ceux qui se sont regroupés depuis trois ans dans la Coordination nationale antifasciste sur la base : "réoccupons la rue et l'espace social contre le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et discriminatoires, d'une manière autonome" (Voir Appel de la Coordination)", cet appel arrive un peut tard (même si il est le bienvenue)... Si les médias ont très peu parlé des initiatives des groupes antifascistes et notamment des Scalp, avec un dernier exemple la manifestation du 1er mai réunissant près de 1 000 personnes, on ne peut sous-estimer leur travail et leur influence sur une partie de la jeunesse. Si leur fonctionnement n'en font pas des groupes politiques traditionnels, leur présence et leur volonté de regagner et d'occuper l'espace face au fascisme les différencie des habituels regroupement unitaires qui n'en finissent pas de "pondre des textes" et d'être inexistant sur le terrain. Les Scalp sont des pestiférés pour ceux-là même qui aujourd'hui parle de descendre dans la rue... parce qu'ils dénoncent d'une manière radicale la politique d'un gouvernement qui se posait récemment la question de médiatiser son "travail d'expulsions massives". Avoir comme objectif une manifestation nationale qui ne repose pas sur des mobilisations et sur une présence quotidienne, sur une pratique sociale alternative, sur le refus de tous compromis idéologique et politique, mais sur une capacité médiatique comme les concerts de SOS-racisme aura peu de résultats. Ce n'est pas en chantant "l'amour" entre les hommes que les conditions de vies s'améliorent, ni en faisant une messe antifasciste annuelle que le Front national reculera ! Continuer à affirmer nos idées et nos pratiques, continuer le travail commencé, tel doit être l'objectif pour le moment du mouvement antifasciste alternatif, qui s'est développé dans toute la France.*

Pour une Europe ouverte et solidaire de l'Est à l'Ouest et anti-impérialiste

Les lois dicriminiatoires abondent en France (hier celle de Pasqua, aujourd'hui celle de Joxe) et la perspective de l'Europe de 1993 n'est pas plus réjouissante. Schengen, TREVI, harmonisation des législations, système policier informatisé, etc. l'Europe est vue comme une citadelle blanche face au tiers monde et la "maison commune" (de Mitterrand) une forteresse. Il faut dès aujourd'hui créer des lieux d'échanges et prendre des initiatives. Le 9 juin, Réflex en participant à la manifestation contre la dette dans le cortège "alternatif" voulait marquer sa présence dans un lieu où les questions des rapports Nord/Sud se trouvait posés. Le cortège "alternatif" a rassemblé quelques cinq cent personnes, mais n'a pas trouvé de véritable dynamique; le tout rassemblant quelques cinq mille personnes. Ce demi-échec que l'on ne peut imputer seulement à la pluie, marque véritablement un désengagement et un désintérêt de ce qui est pourtant un enjeu à venir : empêcher l'écrasement des populations du Sud par le Nord, tant au niveau politique par un impérialisme qui a retrouvé sa santé après les luttes des années 70 (luttes de libération nationales en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud), qu'humain par l'appauvrissement et l'exploitation des hommes et de leurs espaces géographiques. Pour nous, on ne peut pas faire l'impasse sur cette question. Pour les peuples du Sud, soumis et affamés, la seule solution est de venir dans nos pays; ce n'est pas les déclarations de Joxe appelant les ministres de l'Intérieur de l'Europe à œuvrer pour "éliminer" l'immigration clandestine qui y changeront quelque chose. Se déclarer antiraciste, c'est aussi vouloir transformer cette situation...

Que ce soit sur la question de la dette ou de la lutte antifasciste, la question est d'arriver à créer un pôle coordonné des groupes alternatifs et radicaux pour que leur expression soit entendu et qu'il pèse collectivement dans les rapports de forces politiques. Mais celui-ci ne doit pas être basé sur du discours affirmant nos positions radicales, mais par une mise en place de structures et d'outils communs permettant aux gens de trouver des réponses pratiques aux questions qu'ils se posent et aux luttes qu'ils mènent ainsi que des possibilités d'échanger, de faire fonctionner la solidarité et l'entraide par des campagnes et des initiatives concrètes. C'est dans nos capacités à faire fonctionner des services sur des bases autogérés, non marchandes où l'implication va au-delà des mots et des bonnes intentions, par un travail de fourmi, quotidien et peu "valorisant", que nous avons quelques chances d'entamer les piliers de la société où les valeurs individuelles, hiérarchiques, d'exclusion et de domination structura
nt toute la vie sociale, économique et culturelle.
A Réflex, nous continuerons à travailler dans ce sens.
La construction d'un outil alternatif repose aussi sur ceux qui veulent s'en servir et le faire fonctionner et cela c'est à vous de le faire vivre...

Scalpons-les !

L'internationalisme intégriste est en plein développement...

L'extrémisme se porte bien. Que ce soit en Occident ou ailleurs, les forces réactionnaires, intégristes, ou racistes sont en voie de s'assurer l'hégémonie idéologique et politique dans nos sociétés. Les forces progressistes sont en plein désarroi. La perte du "référent" idéologique, la perestroïka dans la "patrie du communisme" (qui n'est pas un mal en soi) nous laisse entendre que la libération et l'émancipation des hommes et des peuples est détenu par un seul système qui s'appelle "le capitalisme" avec son corrolaire la démocratie. Mais, et nous le vivons tous les jours, nous savons que cela est plus de l'ordre des mots que de la réalité. L'impérialisme et la domination qu'exerce les pays capitalistes sur les 2/3 de la planète protégeant les dictateurs et organisant le pillage des ressources, planifiant la pauvreté par leurs institutions (FMI, Banque Mondiale), les inégalités sociales sans cesse en augmentation dans les pays riches, les milliards dépensés pour la guerre ou le nucléaire sont autant de preuves que celui-ci a peu à envier au "communisme totalitaire et bureaucratique".

En Algérie, la victoire des islamistes est aussi la réponse aux 500 assassinés d'octobre 89 par le pouvoir FLN, né de la guerre d'indépendance. Peu de protestation de la part de l'Etat français contre un pouvoir qui avait pour seul réponse aux revendications populaires les chars et les mitraillettes... Dans tous les pays du Sud, la réponse à la misère est une recrudescence des fanatismes religieux... qui ne fera qu"écraser les populations. Qui en profite au Nord ? Les mêmes. Les extrêmes droite et les droites extrême sont en pleine floraison. Leur discours sur l'identité nationale, la protection contre les "hordes du Sud et contre l'obscurantisme" (!) sont en passe d'être le discours dominant de nos sociétés. "L'accueil de la misère" devrait être un devoir pour nous occidentaux, qui en un siècle avons réussi à destructurer toutes les sociétés sur le planète, et non une raison pour faire la chasse aux clandestins. Continuer à donner des gages idéologiques au discours de haine et d'exclusion, c'est permettre aux actes et pratiques racistes de se développer. La classe politique donne le sentiment de vouloir assurer sa protection en tant que "classe dirigeante et dominante" face à Le Pen et ne prend aucune mesure, qui à terme ferait reculer celui qui s'appuie sur une "tradition" française. Car de Boulanger à Pétain, du colonialisme du XIXe à l'Indochine ou l'Algérie, on doit savoir que l'Etat français et une partie de la population a été, et est de tous les combats nationalistes, impérialistes, racistes, antisémites, etc. pour le plus grand bien du capitalisme.

Rendre la parole au citoyen comme le clame Le Pen pour lui laisser"assouvir" ses "passions" d'exclusion et ses frustrations, ou passer du rôle de sujet dans lequel on nous maintient, à un rôle de citoyen-acteur dans les décisions politiques, économiques, écologiques et sociales, voilà notre combat.

Combattre la pensée dominante édifiée sur l'exclusion et le racisme, sur l'identité nationale comme base de communauté de vie, sur l'exploitation comme mode de production économique et social, en agissant pour une nouvelle citoyenneté contre tous les intégrismes d'Est en Ouest, du Nord au Sud par des solidarités directeset des échanges mutuelles sur des bases égalitaires et d'entraide. Voilà la révolution qu'il reste à faire...

Interdire le FN ?

Un débat resurgit à l'occasion de l'affaire Carpentras est l'interdiction du FN. Cette "solution" renforcent le discours du FN sur la volonté des "politicards" de bailloner "la France profonde" et n'est en aucune manière une réponse adéquate aux questions que posent l'existence d'une force fasciste et à la droitisation de la société. Au contraire...

UN débat avait eu lieu à l'occasion de la constitution de la Coordination nationale sur la question de l'interdiction du FN. Réflex s'opposait à ce terme pour deux raisons. La première était qu'on ne doit pas dans un "Etat de droit" (même si on peut être sceptique sur sa réalité) faire interdire un Parti pour les idées qu'il défend, sinon c'est la porte ouverte à toutes les interdictions et aux aventures totalitaires. La deuxième et peut-être la plus importante, est qu'on n'a jamais combattu une force ayant un écho favorable dans la société, dont le discours est porté par des milliers de structures associatives comme l'est le FN par un décret l'interdisant. S'il suffisait de le dissoudre juridiquement pour faire disparaître ses thèmes, on pourrait souffler tout de suite.

Depuis Carpentras, cette question a resurgi portée par des organisations politiques et des associations. La réponse ne s'est pas faite attendre : on interdit le FN mais aussi SOS-Racisme. Et demain qui ? Il va sans dire pour nous groupes alternatifs et radicaux, pour qui l'obtention d'une salle était déjà difficile, les interdictions n'en seront que plus argumentées : l'antifascisme de la LDH ou du PS d'accord, mais pour vous... Le Pen en a profité pour rejouer sa partition de l'homme baillonné par la presse.

Interdire Le Pen de médias

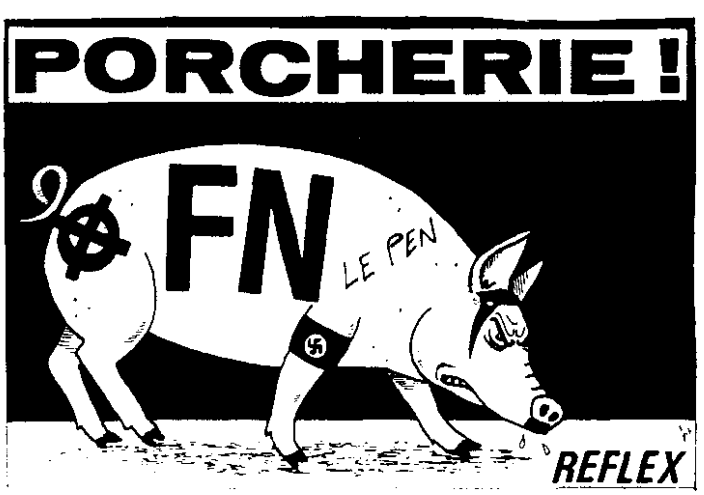
L'opération "médias" anti-Le Pen aurait du porter ses fruits. Rien n'y fit : Villeurbanne 27%, le FN bat la droite... Le consensus anti-Le Pen aura duré le temps d'une manifestation. L'exclusion de Carignon par Juppé pour son appel à voter pour le PS, dans le même temps Mauroy disait qu'il était prêt à demander à ses électeurs de voter pour la droite en cas de d'élections opposant le FN à la droite, marque la difficulté de trouver des cohérences dans la lutte contre Le Pen. Déjà à Dreux en octobre, le PS et le PC avait appelé à voter pour la droite contre le FN avec le résultat que l'on sait. A force de jouer avec le feu, la classe politique se retrouve aujourd'hui avec un sinistre qu'elle ne maîtrise plus. Tout le monde veut jouer les pompiers, mais attise les flammes avec des déclarations sur l'immigration qui permette au feu de la haine, de l'exclusion de continuer à se développer. La question n'est plus d'interdire Le Pen comme on aurait pu le faire en 1983 (mais c'est Mitterrand lui-même qui avait écrit à Le Pen lui assurant de son "soutien" pour qu'il puisse parler à la télé), ni les idées racistes ou fascistes, mais de les combattre. Le problème en fait est bien là : pour combattre Le Pen, il faut que la classe politique agisse sur les terreaux sur lesquels il se développe : travail, emploi, immigration, identité... mais les réponses apportent de l'eau au moulin du FN. C'est sous la gauche que les inégalités ont le plus augmenté; c'est sous la gauche que les lois sécuritaires ont été prises; c'est sous la gauche que les discriminations ont été renforcées, etc. L'élimination "politique" du FN par une mise en quarantaine ne signifiera pas pour autant une diminution de ses idées dans la société, et pour nous c'est l'essentiel.

Vienne : inculpations contre des antifascistes

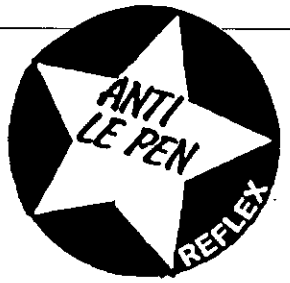
Depuis quelques mois, un groupe de libertaires de Vienne tient une table de presse le samedi, jour de marché, pour répondre à la provocation de membres du FN, Despré élu local FN en tête, qui vendent National Hebdo avec forts slogans racistes et réactionnaires. Début mai, des libertaires et quelques membres de la LCR amènent une banderolle avec pour intitulé : le FN, c'est ça (avec le dessin de la croix gammée). Despré appelle alors la police qui embarque la banderole et divers matériels : journaux, affiche du Scalp, tracts, les militants. Puis 4 militants sont convoqués au commissariat et sont inculpés pour diffamation, invitation à la haine, à la lutte armée (si ! si !). Plainte déposée au nom du FN et de l'AGRIF (Alliance générale pour le respect de l'identité française), association présidée par Romain Marie, allias Bernard Anthony, élu FN et catho intégriste fervent. L'AGRIF vient juste de fêter son 5ème anniversaire, ce qui lui permet de se porter partie civile. A notre connaissance, l'affaire de Vienne est un des premiers procès intenté par l'AGRIF.

Depuis, les copains ont continué à exposer une banderolle avec le même intitulé. Dernièrement un huissier est passé pour constater sa présence. Le procès aura lieu le 19 juin. Nous en reparlerons.

Sinon, le 1er juillet aura lieu, dans une petite localité à la périphérie de Vienne, une réunion départementale du FN, avec la présence de son Führer. Cette réunion ayant été interdite à Vienne même par son maire Mermaz, elle se tiendra dans la propriété d'un frontiste. A cette occasion, un collectif d'organisations (libertaires, LCR, MRAP, LDH, etc.) a prévu le 30 juin de tenir un forum avec table de presse, etc. dans la ville et le 1er juillet, d'organiser une marche en direction de la réunion du FN. Compte-rendu dans le prochain Réflexes.



Unité à la base ou unité organisationnelle



Le refrain de l'unité antifasciste de nouveau chanté par l'extrême gauche, et l'appel de Perrault (voir article ci-contre) donneront lieu à la rentrée octobre dans les lycées et les facultés à de grandes discussions et palabres pour la formation du Xième Comité de lutte antifasciste unitaire, rassemblant les organisations jeunes des partis politiques. Pour la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire) ou le CJL (Collectif jeunes libertaires, jeunes de l'Union des travailleurs communistes (libertaires)), cette unité doit se faire dans des collectifs d'organisations et est l'axe central de leur intervention face à la montée de l'extrême droite. Pour Réflex qui interpelle depuis 4 ans associations et organisations sur une droitisation de la société et l'affirmation dans notre société d'un courant fasciste, l'unité organisationelle retrouvée par les forces d'extrême gauche, voir de gauche n'est pas une réponse suffisante. La structure nationale créée en 1988, la CNAF (Coordination nationale antifasciste) qui regroupe aujourd'hui plus d'une quinzaine de groupes a établi une plate-forme qui énonce clairement nos positions :

Pour nous, il n'est pas question d'y renoncer pour un alignement de sigles politiques qui n'aurait d'autres soucis que l'apparition politique et médiatique. C'est au quotidien qu'une lutte antifasciste doit être unitaire. Ne pas parler des responsabilités des partis de gauche dans la montée fasciste au motif de : "il faut être nombreux et faire pression sur la gauche pour demander la dissolution du Front national...", n'a jamais donné les résultats escomptés; De plus, nous ne sommes pas d'accord sur l'idée même de demander à l'Etat une dissolution ou une interdiction (voir article ci-contre). C'est à nous tous, de faire reculer les idées et pratiques racistes et fascistes. Ce n'est pas par des lois ou des décrets que l'on empêche une idéologie d'exister. C'est par un combat d'idées et par une transformation de la vie sociale et économique, des conditions d'habitations et de vies, etc. que le Front national mais aussi toutes les forces réactionnaires et conservatrices reculeront.

En cette année 1989-1990, les Scalp ont accompli un travail antifasciste, seul, sans l'aide de quiconque, et se sont même affrontés en plusieurs occasions, notamment au niveau étudiant aux syndicats (UNEF-ID et PSA, notamment) qui les taxaient d'irresponsables. Le refus radical de laisser des groupes fascistes diffusés leur propagande et cohabités dans les mêmes espaces (voir le cas des syndicats étudiants qui acceptent d'être dans les mêmes lieu que l'UNI - formation liée à la fraction ultra-droite du RPR comptant en son sein FN, AF, etc.) est une des raisons pour lesquels on vient aujourd'hui quémander leur signature. Le Scalp n'est pas à vendre...

Nous avons trop connu le collectif unitaire dans les luttes antifascistes ou antiracistes pour savoir que les objectifs de départ sont souvent remplacé par des batailles politicardes. Si jamais, les collectifs de lutte étaient établis sous forme d'engagement individuel, il pourrait peut-être y avoir une possibilité d'envisager d'éventuels travail en commun. Mais la structure des Scalp est déjà le fruit de cet engagement : les militants viennent sur l'objectif de refuser radicalement tout compromis avec l'extrême droite qu'ils soient libertaires, communistes, socialistes ou autres.

La participation à des actions unitaires a déjà eu lieu sans pour autant que les organisations demandent au Scalp dit participer. Au contraire, à Lyon, à Paris, et ailleurs, lors de mobilisations antifascistes, on a souvent essayé d'écarter le Scalp sans grand succès.. le cortège du Scalp étant souvent le plus dynamique. Le Scalp sera taxé d'avoir une attitude sectaire refusant l'unité qu'on leur propose. Mais au terme unité, nous y opposerons le terme associé. S'associer pour une action, pour un débat, tout en gardant notre discours et nos positions.

L'intérêt soudain porté à notre mouvement montre que le travail entrepris depuis maintenant plusieurs années est pris en compte. On ne peut que se réjouir de voir d'autres forces politiques estimer important de lutter contre le Front national. On ne doit pas pour autant perdre notre identité au profit de celle qui nous est proposée : l'unité. Car nous n'avons aucunement l'intention de faire taire nos voix concernant la politique anti-immigrés et la politique sécuritaire de Joxe - la politique impérialiste - la politique anti-sociale du gouvernement actuel, etc. Nous nous disons : organisons-nous à la base pour défendre nos intérêts avec entraide et solidarités dans une lutte antifasciste radicale et alternative qui pose les problèmes sociaux et politiques liées à la droitisation de la société et à l'installation d'une force fasciste en France.

Explication fumeuse de Jean-Claude Bourret, animateur de l'émission "Duel" sur la Cinq, après que des journalistes aient remarqué que chaque fois qu'un membre du Front National est invité, le vote (par minitel et téléphone) posant la question :
"lequel des deux intervenants avez-vous trouvé le plus convaincant ?" est toujours favorable au F.N.

Pour Jean-Claude Bourret, si le F.N. mobilise ses troupes pour bloquer le standard de la Cinq au détriment de son adversaire..... c'est qu'il est toujours plus convaincant, avant même que la question soit posée !... CQFD !

Voici l'appel de G. Perrault. Texte provocateur, il se veut carrément (!) antifasciste tout en ne coupant avec les ponts avec la gauche, à qui l'on demande de retouver ces valeurs. Mais lesquelles ? L'impasse sur la lutte menée depuis trois ans par les collectifs antifascites de sa part n'est pas pour nous étonnée..

Le temps de la contre-offensive est venu

La montée en puissance d'un parti fascisant met la France à l'heure de tous les périls.

Ses avancées sont faites de nos reculs.

Il faut, pour commencer, avoir le simple courage de nommer les choses et les gens. Quelles qu'en soient les conséquences judiciaires, nous affir-

mons ici que Le Pen, en filiation directe avec l'idéologie nazie, est un fasciste et un raciste.

A la base, la dégradation des mœurs politiciennes, les éclats d'un affairisme impudent, la prostitution de la justice par la politique, le désarroi idéologique, la mise en place d'une société glacée, impitoyable aux faibles, la dissolution des solidarités populaires anciennes, ouvrent la voie au réflexe poujadiste et au vote de la désespérance.

Au sommet, l'équipe dirigeante du Front national applique avec une ténacité cynique sa stratégie de conquête du pouvoir.

Par glissements progressifs, elle réussit à banaliser l'inconcevable. Qui eût cru, voici seulement dix ans, qu'uu parti français exhiberait sur ses estrades, en qualité d'allié privilégié un ancien Waffen SS ? Qui eût dit que l'immondice antisémite recommencerait de tomber chaque semaine de la bouche des dirigeants du Front national et de leurs alliés ? Qui eût envisagé que, dans une obscène provocation au meurtre, l'assassinat à répétition de jeunes immigrés serait qualifié par Le Pen d'incident ?

Il y a dix ans, le droit de vote aux élections locales était inscrit au programme du candidat de la gauche aux présidentielles. En 1988, sous la pression raciste, il était évacué du programme.

Si nous devons être battus, c'est que nous n'aurons pas eu le courage de nous battre.

Le combat antiraciste ne sera pas gagné par la recherche d'on ne sait quel consensus bourbeux avec une droite déjà largement contaminée. Il ne peut l'être que par l'affirmation sans compromis de nos propres valeurs. Il le sera par la mobilisation de ceux et de celles qui, par-delà différences et clivages, sont résolus à stopper le Front national à tout prix, par tous les moyens, à tous les niveaux, et de manière permanente. La bataille doit être livrée devant les tribunaux, dans les médias et dans la rue.

Face au Front national, il faut mettre en place un Front de résistance, qui donnera un coup d'arrêt à ces entreprises et imposera l'adoption de mesures sociales et politiques propres à enrayer le développement du racisme.

Nous en appelons aux partis et aux organisations progressistes pour qu'ils créent, dans les plus brefs délais, les conditions pratiques d'une riposte unitaire. Un premier objectif devrait être la préparation d'une manifestation nationale massive rassemblant toutes celles et tous ceux qui sont résolus à barrer le chemin au racisme fasciste. L'heure n'est plus aux constats attristés et aux déplorations.

Le temps de la contre-offensive est venu.

L'alternative antifasciste radicale dans le Sud de la France

Marseille dont la Canebière a perdu son charme depuis que des fascistes y ont marché, Marseille rongée par le racisme et la récupération des pauvres gens des cités HLM par le Front national et ses vieux démons... mais aussi Marseille dont la jeunesse relève la tête, Marseille de l'alternative antifasciste au jeu des politicards. Il est formellement faux et nocif d'en appeler à la fatalité quant à la protestation des idées fascistes, racistes, nationalistes et militaristes. Le potentiel de résistance existe, seule la structure manquait... Notre adhésion, en tant que Scalp à la Coordination nationale nous permet de montrer que Marseille ne peut plus être mis en quarantaine par le réseau indépendant antifasciste, mais qu'il fout se battre dans les quartiers ici et maintenant, et sus au consensus électoraliste des mouvements antiracistes autour de Vigouroux, celui même qui aujourd'hui enfonce la politique sécuritaire et le traquage du "quart-monde". Nous ne pouvons plus aujourd'hui nous battre à Marseille ou ailleurs, contre le fascisme sans se battre contre l'ordre social et l'individualisme. Pour ne plus laisser la rue aux nazillons, nous avons choisi de faire du 1er mai, un moment important de notre mobilisation. Depuis, plusieurs contacts ont été pris et nous sommes en train de structurer notre travail. Nous projetons pour la rentrée septembre une journée débat-concert autour des thèmes : le réseau antifasciste en Europe - quel avenir ? Les organisations néo-nazis en Europe ? Le quart monde et 1992 ? Ce combat pour un univers multiculturel qui passe par une action sur le terrain de la culture indépendante du fric et des médias, des politicards, c'est ici et ailleurs notre choix de communauté de vie et de lutte!

Scalp Marseille

Scalp - BP 43 - 13266 Marseille cedex.

Solidarité avec le Scalp de grenoble

Le Scalp Grenoble est passé en procès le vendredi 15 juin. Le verdict sera rendu le 5 juillet. C'est la première fois qu'un Scalp se retrouve attaqué directement par le Front national, qui lors de sa plaidoirie s'est servi de la brève du Figaro (voir médias) pour démontrer le caractère "terroriste" des actions de ce dernier. La campagne de solidarité a recueilli plusieurs centaines de signatures et l'argent récolté sera envoyé au Scalp pour les frais occasionnés par le procès.

Le Front national n'a jamais hésité à poursuivre en justice les hommes, les assocations ou les formations politiques qui le traitaient de nazi ou raciste. Souvent, il en est sorti victorieux. Ses idées et pratiques sont pourtant celles d'une formation qui reprend à son compte les thèses révisionnistes, légitimant toutes les violences envers les immigrés. La classe politique, quant à elle, n'en finit pas de dénoncer Le Pen, tout en reprenant ses thèmes. De Chirac à Mitterrand, de Pasqua à Rocard, on parle de "seuil de tolérance atteint", et dans le même temps, on fait de grands discours sur l'intégration des "bons immigrés", invitant à trouver un consensus national en la matière. Quant à la société française, elle "estime la présence d'immigrés sur notre sol trop importante", trouve la répression contre les clandestins trop faible, et ne réagit plus (l'a-t-elle fait un jour ?) devant les meurtres et exactions qui se multiplient de jour en jour.

Le Scalp qui depuis sa naissance défend des idées de justice, de citoyenneté et d'égalité subit la répression et la criminalisation de son combat par les forces de "l'ordre" social. Dans le cas présent, le Scalp Grenoble est attaqué en justice par le Front national de la région pour *"avoir à Grenoble, courant juin 1989, diffamé publiquement la délégation de l'Isère du Front national et ce en apposant sur des panneau électoraux de la ville des afiches intégrant les textes suivants : "1931 les nazis disaient Aujourd'hui le Front national dit 3 millions..." "Reprenons la rue au Front national" avec présence d'une croix gammée brisée."* etc.

Comme le dit le texte "le temps de la contre-offensive", ceux qui luttent aujourd'hui contre le Front national doivent bénéficier du soutien de tous ceux qui refusent Le Pen. Nous appelons donc les militants antifascistes radicaux à nous adresser lors des procès, des inculpations, des arrestations, des "confiscations" de matériel de collage par la police, un texte et les documents qu'ils ont à leur disposition que nous transmettrons aux 250 pour qu'ils nous honorent de leur soutien.

Dans le texte de G. Perrault, un passage relatif aux condamnations encourues par la propagande antifasciste laisse entendre qu'une solidarité effective doit s'exercer avec ceux qui les subissent. Nous espérons que dans les faits, les collectifs unitaires appuieront les Scalp ou des groupes antifascistes alternatifs et inversement lorsque ceux-ci, comme c'est le cas à Grenoble se retrouvent inculpés, qu'il n'y aura pas de bonnes manières de mener la lutte et de mauvaises... Il faut donc lors des procès constituer un dossier relatif aux événements et faire une campagne autonome, et s'associer pour une mobilisation ponctuelle.

Le 1er mai a vu à Paris une manifestation de plus d'un millier de personnes à l'appel de la Coordination nationale antifasciste. Celle-ci, 10 jours avant Carpentras, était placée sous le signe du refus de tout compromis avec le FN et avec la politique discriminatoire et sécuritaire du gouvernement. 10 jours après, toute la classe politique appelait à dénoncer Le Pen et le combattre. Mais dès le spectacle médiatique terminé, la "politicaillerie" reprenait son train-train habituel...

Communiqué de Patxa

Suite aux actions racistes et fascistes de Carpentras, les rassemblements du Front national étaient interdits dans plusieurs villes lors de la fête Jeanne d'Arc;

A Baiona par contre, le Front national était présent, dont France de Marignan et Bellecave, aux côtés des personnalités style Grenet et Lamassoure et des anciens combattants venus fêter leur Jeanne : symbole du Front national, de cette France "une et indivisible" comme aiment à la répéter ces "démocrates" opposés au droit à l'autodétermination du Peuple Balte... oh, pardon, du peuple Basque, colonisé par les Etats espagnols et français.

C'est donc pour protester contre la présence du Front national, dimanche 13 mai que 3 militants de Patxa ont, à visage découvert, jeté une dizaine d'œufs (frais) en direction de la cérémonie à laquelle participait donc le FN (appel dans la presse, présence de militant-e-s et dépôt d'une gerbe signée Front national aux côtés de celles de Grent et consorts).

Aucune pierre n'a été jetée contrairement à ce qu'affirment certains journaux. Ces trois militants ont été arrêtés par les flics; l'un sérieusement tabassé au moment de son arrestation et un autre menotté se faisant frapper par une "haie d'honneur" composée des militaires présents, sans doute nostalgiques de l'Indochine et de l'Algérie française.

Patxa dénonce l'impunité dont jouit le FN responsable de la montée du fascisme et du racisme alors que la veille un spectaculaire dispositif policier interdisait la libre expression d'une manifestation pacifique de soutien au treize militant-e-s basques jugées en ce moment à Paris. Paxta rappelle que toute apparition publique du Front national doit être l'occasion de réactions et manifestations de protestation. Quant à ces notables qui acceptent à leurs côtés le FN, nous rappelons qu'on ne les a jamais vus déposer de gerbes quand réfugiés ou citoyens d'Ipparalde se faisaient assassiner impunément par le GAL. C'est ce qu'on appelle se situer "d'un certain côté de la barricade".

Paxta - 23 bis rue des Tonneliers - 64100 Bayonne

Création d'un collectif antifasciste sur Versailles JARASH/REFLEX

FACE à un Scalp fantôme sur cette région et à un activisme renaissant des rasés locaux, il a été décidé de créer une structure de riposte. Mis à part ces deux raisons plus visibles, il est important de souligner la tradition révolutionnaire sur Versailles. A titre d'exemple, les diverses réunions du Front national au palais des congrès (quand ce n'est pas le baptême du petit fils de Le Pen qui a lieu au messe des officiers des multiples organismes militaires de la région).

A Versailles, l'extrême droite a pignon sur rue et entend bien le garder. Ville à commerce développé (marché, boutiques nombreuses), elle est le siège d'une bourgeoisie marquée par la présence pendant sa naissance de l'absolutisme royaliste. Cet absolutisme dilué dans les mentalités actuelles nous propose un phénomène intéressant. Souvent dans les banlieues voisines, le fascisme minoritaire s'exprime face à des populations immigrées précaires, prolétaires plus importantes ce qui entraîne un "minimum" de confort social et d'attention des institutions municipales. A Versailles, c'est "la forêt qui cache l'arbre". Sur une population de 100 000 habitants on compte 10 000 précaires à forte proportion immigrée confinés dans deux zones HLM (Jussieu et Morci) totalement inexistante pour le reste des habitants. Versailles est aux yeux de la majorité des observateurs la ville royale du tourisme historique. Ainsi le social est nul, le flicage est important et la présence des fachos une tradition (je vous laisse juge : un hôpital militaire, plusieurs casernes et écoles militaires).

C'est la ville des manifs pour l'école privée. Depuis quelques temps, les skins ont fait parler d'eux. Mais surtout, le point sensible consiste dans la présence perpétuelle des militants de l'Action française dans la rue et les lycées.

Le lycée Hoche peut s'enorgueuillir de la présence de nombreux royalistes et lepénistes en culotte courte en relation avec d'autres groupes sévissant dans les nombreux instituts privés. Or les "cache-sexe" les plus utilisés sont les organisations de type aumoneries et scouts en tout genre.

A qui mettrait en doute ces propos, est proposée une visite guidée des lieux pour se rendre compte de l'ambiance d'un autre âge qui règne en ces lieux.

C'est sous l'étiquette JARASH (Jeunesse antiraciste pour l'amitié, la sociabilité et l'hétérogénéité) et REFLEX (réseau d'études, de formation de liaison contre l'extrême droite et la xénophobie) que le collectif se met en place. Ces deux groupes ayant des démarches constructives et efficaces. Nous espérons organisé des activités extérieures (concert, bulletin d'expression, diffusion de tracts, collage d'affiches) permettant la promotion des idées antifascistes.

Pour tout contact écrire à JAREX (Jeunesse anti-raciste contre l'extrême droite et la xénophobie) c/ o REFLEX 14 rue de Nanteuil 75015 Paris.

Un militant du SCALP agressé à Tours

"Je marchais quand quelqu'un m'a demandé du feu. Je me suis retourné et j'ai reçu un coup de batte de base-ball en pleine tête. En tombant, j'ai vu des crânes rasés que je ne connaissais pas...". **Quatre skins se sont acharné sur le copain jusqu'à ce qu'il perde connaissance. *"Cette agression ne peut être un malheureux hasard"* affirme le SCALP de Tours. En effet, avant l'agression, ce militant avait déjà reçu des menaces par lettre anonyme, comme d'autres scalpeurs.**

Une manif a eu lieu le 1er juin à l'appel du SCALP, de la LDH, de SOS Racisme, la LCR, la CFDT, les Verts, etc... et a mobilisé quelques centaines de personnes. A noter que les socialistes (PS, FEN, UNEF-ID) ont boycotté la manifestation, ne voulant pas s'afficher "aux côtés de provocateurs", sans doute. De plus, ils ont tenté de jeter le discrédit sur l'agression... Le PC et la CGT, dans des appels séparés, invitaient également leurs militants à participer à la manif. TOURS compte 3 groupes néo-nazis actifs (tabassages, magasins et bars employant des beurs saccagés) et dans la dernière publication nazi de Tours, "la Relève", le SCALP est clairement désigné comme cible, du fait de son travail antifasciste sur la ville.

Choucroute parti chez Jenny

Chaque année le mois d'avril est l'occasion par les néo-nazis du monde entier de fêter l'anniversaire de la naissance d'un peintre en bâtiment qui avait raté sa vocation : Adolph Hitler.

L'ANNÉE dernière l'événement aurait du être marqué par toute une série de manifestation d'envergures et notamment une réunion publique à Madrid au "Palais de la musique", interdite au dernier moment, elle se transforma en manifestation dans la rue organisé par le mouvement néo-nazi le plus puissant d'Europe la CEDADE (Cercle espagnol des Amis de l'Europe). 500 à 600 néo-nazis venus de toute l'Europe purent écouter "le parrain" Léon Degrelle exprimer son admiration à Hitler, Thies Christophersen un allemand gardien à Auschwitz, la "veuve noire" Rost Van Tonningen venu de Hollande, Ewald Althons d'Allemagne et enfin Pedro Varela le führer de la CEDADE.

Aux USA se tint du 21 au 23 avril à Hayden Lake dans l'Idaho un colloque sur "la jeunesse aryenne" avec un intérêt tout particulier au mouvement skin. Les principaux leaders néo-nazis américains étaient présent tel le pasteur Richard Butler K.A. Badinski responsable pour le Nord-Ouest Américain des Chevaliers du KKK et Rick Cooper directeur de la revue National Socialist Vanguard. Tandis qu'à Las Vegas Ralph Engelstadt, propriétaire de l'Hotel, doublé d'un casino Impérial Palace, avait organisé dans son domaine des cérémonies et un banquet pour le centenaire d'Hitler. A la suite de cette affaire, il fut condamné a payé 1,5 millions de $ d'amende pour avoir "porté atteinte à l'image du Nevada". Inutile de dire qu'il paya l'amende cash. En France, plus modestement, les FNE (Faisceaux nationalistes européens) de Fredericksen organisent chaque année un repas anniversaire.

En 1989 pour marquer le 100e anniversaire de leur idole, eut lieu à la place, une réunion à Metz à laquelle participèrent une cinquantaine de néo-nazis. Déjà, des militants du PNFE étaient présent, notamment Philippe Debonnet responsable du groupe Der Adler (voir document). Des Allemands des FAP de Mikaïl Kühnen devaient les rejoindre mais ils furent arrêtés à la frontière. Cette année, les FNE ont repris leur habitude et c'est à la brasserie chez Jenny, place de la république que se déroula le repas. Il se doublait d'une réunion avec le PNFE, destinée à concrétiser un rapprochement qui avait débuté lors de l'arrestation des leaders du PNFE Cornilleau, Allouchery, Lecanu, les FNE formant un comité de soutien domicilié à la boite postale de leur journal "Notre Europe Combattante". Un rapprochement d'autant plus facile que tous deux développent la même idéologie et que souvent on retrouve au PNFE d'anciens des FNE. Comme par exemple Allouchery, qui après un passage au FNJ adhéra aux FNE avant de rejoindre le PNFE en 1987.

Celui-ci était le seul leader du groupe présent, Cornilleau et Lecanu étant sous contrôle judiciaire, il leur est interdit de communiquer entre eux. Malgré une intervention de la police, suite à un appel à la bombe, la réunion se déroula normalement.

Après le repas, eut lieu le discours d'Allouchery, qui rappela les circonstances de son arrestation (l'attentat contre le foyer Sonacotra et Globe) pour affirmer que c'était *"les profiteurs dont l'avidité est à l'origine de l'invasion allogène, tous les gouvernants qui choisissent de fermer les yeux et de mentir, tous les adeptes cosmopolites de la censure qui voudrait nous baillonner par leurs iniques, tous ces sinistres représentants de la démocratie antinationales (qui) sont les vrais responsables de ces actes d'autodéfense que les ligues antifrançaise et antiblanches désignent aujourd'hui comme des crimes racistes"* avant de finir en annonçant la couleur *"Nous voulons une Europe libre, unie et française, une Europe blanche, qui soit maîtresse de sa destinée. Nous voulons une race forte et puissante, fière de son histoire. Nous voulons un Ordre nouveau"*. Le tout pônctué d'une salve de saluts nazis.

BANQUET des
« Comités de Soutien de Militant »
et du Parti Nationaliste Français

sous la présidence de
Pierre BOUSQUET
Président des Comités de Soutien de MILITANT

DIMANCHE 10 MAI 1987
à 12 heures
(et non samedi 9, comme il avait été imprimé dans le N° 215)

Brasserie « CHEZ JENNY »
39, boulevard du Temple - 75003 PARIS

Au cours de ce repas, prendront la parole nos camarades :

Le directeur de Jenny ne savait pas déjà en 1987 !

Depuis cette réunion les deux organisations font preuve d'une activité retrouvée. Les FNE par l'intermédiaire de leur secrétaire national Christian Coutard en appelle à ses militants pour structurer un nouveau mouvement tandis que le PNFE a décider que *"désormais à chaque fois que cela nous sera possible, nos groupes et sections seront présent sur le terrain, dans la rue"*, comme en Seine-Saint-Denis par exemple où sa section locale a collé des affiches "SOS-Racisme = SOS anti-blanc", notamment dans la ville de Montfermeil. Mais cette reprise de l'activité s'accompagne aussi d'une réorganisation du parti. C'est ainsi qu'Allouchery a démissionné de son poste de secrétaire national (il serait plus vrai de dire : a été démissionné) pour être remplacé par Michèle Dall'ara, responsable avec son mari

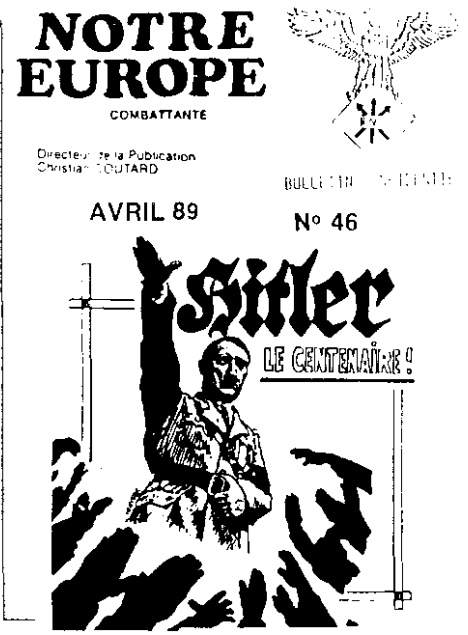
Alain et Yannick Martineau du groupe PNFE de la Seine-St-Denis. Tandis qu'Erik Sausset (le chef du groupe Thulé à Saint Lo) devenait le nouveau responsable de la propagande. Le tout s'accompagnant de consignes de prudence diffusés par circulaires internes où Cornilleau rappellent que

"la situation actuelle étant caractérisée par une recherche de provocation à tout prix (de la part de la police évidemment)...la tenue du parti n'est à porter que lors des réunions strictement privées auxquelles n'assistent que des membres du PNFE (on vous laisse imaginer la tenue ...). Les cheveux sont à porter court et propres sans plus . Je rappelle d'autre part que le réglement intérieur fait obligation à tout militant de soumettre à mon accord tout projet d'action de propagande orale ou écrite, faute de quoi la responsabilité du Parti ne saurait être engagée. Plus que jamais cette précaution est à l'ordre du jour".

Les « COMITÉS MILITANT »
et le
PARTI NATIONALISTE FRANÇAIS
présenteront
le **vendredi 24 janvier 1986** à 20 heures
Salle de la « BONNE BIÈRE » (1er étage)
14, rue du Temple — 75010 PARIS (métro République)
LES OPTIONS NATIONALISTES
AVEC:
DUSQUET : « MILITANT et ses Comités » — Patrice CHABAILLE : « » — Pierre PAUTY : « Perspectives politiques pour 1986 »

Bref, exit les chemises brunes et les crânes rasés (les skins vont-ils se laisser repousser les cheveux ?), ça fait craignos et surtout on ferme sa gueule pour éviter les fuites. Mais heureusement pour nous, on aime tellement se vanter, et parler de ses actions qu'on est très vite au courant des activités, comme par exemple la réunion "chez Jenny". Une réunion qui après tout aura fait un bon coup de pub aux néo-nazis des FNE et du PNFE grâce à Libération, qui dans le style fait aussi bien que l'Evénement du Jeudi avec les skins (c'est bon ça coco, des fachos en première page ça fait vendre) aura permis aux RG de mettre à jour le fichier et aux vitriers du quartier d'encaisser quelques substantiels bénéfices.

Mais "Jenny" se remboursera très vite surement en accueillant par exemple les réunion du Parti nationaliste français, de l'ancien Waffen SS Pierre Bousquet.



Mais "Jenny" n'est pas la seule brasserie sur la place de la république a accueillir comme clients des néo-nazis puisque le PNF ne dédaigne pas non plus la brasserie "la bonne bière" comme l'atteste nos documents". Il est vrai que l'attrait de la choucroute pour l'une, et de la bière pour l'autre, outre un certaine nostalgie pour la Bavière et son Führer se combine aussi avec la proximité du local du PNF, non loin de là, rue des Vinaigriers.

LE NOUVEL ORDRE EUROPEEN

Au niveau de l'extrême-droite européenne et internationale, il n'existe pas à véritablement parler d'organisations centrales coordonnant de façon hiérarchique toutes les activités néo-fascistes. A cela une raison essentielle, les théories produites par l'extrême-droite sont aussi nombreuses qu'elles sont sectaires. Ainsi, rien de commun entre les théories nationalistes développées par le groupe des Droites Européennes présidé par Le Pen et les "Nationalistes Révolutionnaires" partisans de la 3ème Voie au sein du groupe du 12 Mars, cher au Duce Malliarakis, ou encore avec les néo-nazis de l'EuroRang ou du "Mouvement Européen".

Néanmoins ces tentatives de front commun sont l'occasion de réunions et de diverses manifestations internationales (Dixmunde en Belgique chaque année) conférence, congrès.

C'est en cours ou en marge de ces réunions que s'échangent les expériences, que s'élaborent les stratégies, que s'organisent les réseaux de soutien aux activistes recherchés dans leur pays, voire que se combine l'appui logistique et financier de certaines opérations.

L'une d'elle a eu lieu il y a peu de temps en France et plus précisément à Lyon les 23 et 24 mars 1989 . La presse nationale n'en a pas du tout parlé, et c'est fort dommage. Mais peut-être que cette fois-ci les RG n'avaient pas d'informations à transmettre à certains de leurs correspondants journalistes, comme pour la réunion du PNFE-FNE chez "Jenny".

Il s'agissait du 19 ème congrès du Nouvel Ordre Européen (NOE) l'un des plus vieux mouvements néo-nazis en activité. En effet, celui-ci est né en 1951 à Zurich sous l'égide d'anciens nazis italiens, français, allemands et suisses. Depuis cette époque, le NOE a pour secrétaire général inamovible , le suisse Gaston Amandruz, professeur de langue à la retraite, auteur du livre "Nous autres Racistes" considéré comme la bible des néos nazis européens.

Le NOE se veut avant tout le défenseur de la race blanche face à *"l'invasion multi-raciale"*. C'est ainsi qu'il proclame dans tous ses travaux *"la nécessité d'un racisme européen"* qu'il met sous forme de commandements à appliquer :

- 1 "Aryen, Aryenne, tu n'épouseras qu'un partenaire de ta communauté raciale,

- 2 Tu éviteras donc les ressortissants des autres races (noir, jaune),

- 3 Tu éviteras les Aryens métissés reconnaissables aux cheveux crépus, au teint basané, ou à la bride mongolique,

- 4 Tu éviteras les Aryens dégénérés reconnaissables à l'absence du sens de l'honneur : un seul manque à la parole donnée suffit à déceler un taré moral,
- 5 Tu mettras en face de leurs responsabilités, les Aryens qui enfreindraient ces commandements,
- 6 Tu organiseras la resistance Aryenne, par exemple, par des Cercles d'Etudes, des Partis d'opposition, des éditions des groupes d'Actions".

Depuis une dizaine d'années, le NOE, outre ses thèses racistes, axe son travail sur la diffusion à grande échelle des thèses révisionnistes. En effet, pour le NOE, "*le mythe des six millions et des chambres à gaz sert de moyen de chantage mondial, non seulement sur le plan financier, mais aussi politique, et psychologique. De ce fait, les travaux des historiens révisionnistes revètent une importance de premier ordre et le NOE les félicite tout en soulignant le mérite des révisionnistes français, notamment du professeur Faurisson*".

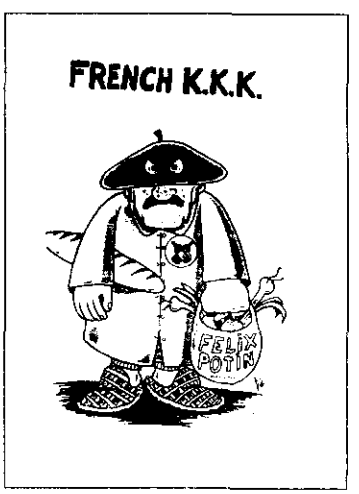
Depuis 7 ans, la France semble être devenue le pays de prédilection du NOE,. En effet, en 1983 et 1985, il s'est réuni à Hagueneau près de la frontière allemande, en juin 1988 à Paris. Lyon semble même être devenu un de ses rendez-vous privilégiés, car c'est le troisième congrès qui s'y est déroulé après ceux de 1972 et 1974.
Il est vrai que la ville cumule à la fois une position stratégique, située en plein cœur de l'Europe, non loin de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suisse où est situé le QG du NOE et certains financiers des mouvements néo-nazis, et le fait d'être la ville où est incarcéré le "Kamarade Barbie" et ou débuta la carrière révisionniste de Faurisson.
Lors de ce 19 ème congrès, dix pays étaient représentés : l'Autriche, le Danemark avec Thies Christophessen, un ancien gardien du camp d'Auchwitz, l'Espagne par Pedro Valera, le chef de la CEDADE (Cercle espagnol des amis de l'Europe); le mouvement nazi le plus puissant d'Europe, qui célébra le 100 ème anniversaire d'Adolph Hitler en plein Madrid. La France par Marc Fredriecksen, le führer des Faisceaux Nationalistes Européens (FNE), la Grande Bretagne par Richard Edmonds un des leaders du British Nationalist Parti (BNP) et l'éditeur du journal révisionniste "Holocaust News" (diffusé en France par Ogmios), l'Italie, le Portugal, la RFA par le docteur Monaco, un adepte de Faurisson, viré de l'université de Berlin, la Suède par Ditlieb Felderer un écrivain révisionniste, et la Suisse, par Gaston Amandruz et Christian Scherrer, le responsable des Wiking Jugend suisses.

Si le NOE n'a rien d'un groupe activiste (la moyenne d'âge de ses responsables les rapprocherait plutôt d'un cercle du 3ème âge), il n'en reste pas moins proche de certains. Ainsi en Suisse, Amandruz est le responsable d'une "coordination nationale" regroupant les néo-nazis du Front Patriotique de Stroebel, auteur d'attaques contre les centres Tamoul, tandis qu'en Italie c'est un ancien membre du NOE et un des théoriciens de la "Stratégie de la Tension" Pinan Rauti qui est devenu le leader du MSI.
Enfin, si le NOE a choisi la France, assez régulièrement depuis quelques années pour ses réunions, il faut le voir comme une reconnaissance envers le F.N. et Le Pen qui ont permis la diffusion au grand jour, des thèses issues de ses travaux.

Après le tchador voici venu le temps de la cagoule.

Né dans le Tenesse en 1865,, le klu klux klan n'a cessé depuis de casser du noir auxquels se sont ajoutés plus tard les juifs puis les communistes et les syndicats, le tout au nom de la suprematie blanche et de l'anticommunisme.

COLOSSALE force politique dans les années vingt elle verra son influence diminuer à partir des années soixantes après l'application des lois civiques. Divisé entre plusieurs groupes locaux, miné par des problèmes de fric, on estimait le nombre de ses adhérents a à peine 10000 en 1981. Mais la faiblesse numérique, loin d'en avoir atténué sa violence, l'a pousser en fait à se radicaliser encore plus et à se rapprocher de toute une série de mouvements (nazis, survivalistes, militaro religieux) qu'on englobe sous le terme de «supremacistes blancs» et plus particulièrement depuis trois ans, du mouvement skinhead en pleine expansion aux USA. Fin 89 les groupes racistes étaient près de 250 leur effectifs ayant été multiplié par 10 par les seuls skins. Ces groupes n'en sont plus au stade de vouloir rétablir la ségrégation, Reagan et l'administration ont permis que dans les faits cela se réalise, mais ils entendent détruire la démocratie. Ils ont cessé de reconnaître la légitimité du gouvernement pour voir en lui l'incarnation diabolique des juifs et des communistes le ZOG. Zionist Occupation government comme ils disent! Il serait dangereux de ne voir en eux que des agités en cagoules et robes blanches! Ca c'est le folklore! La réalité ce sont les millions de tracts, de brochures, et de journaux, le recours intensif aux observateurs et aux réseaux de télévision cablés (l'emission de télé de Tom Metzger le leader de la White Arian Resistance (WAR) est diffusé sur une vingtaine de chaines à travers tout le pays), et depuis 5-6 ans à la violence armée et à la guérilla urbaine. Dernièrement, un juge et un avocat d'Alabama ont été tué par colis piégés. Le juge avait fait condamné en 1985 le KKK et l'avocat était un défenseur connu des droits civiques.
Loin de rester con-

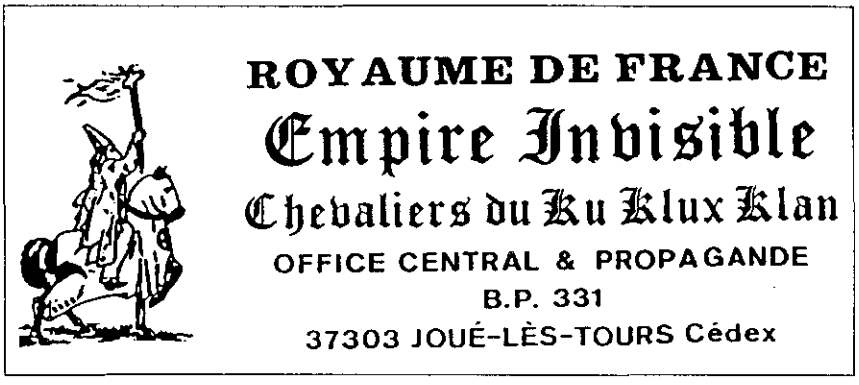


finé aux USA, ce mouvement tend depuis quatre à cinq ans à s'expatrier à l'étranger. C'est en développant une union globale et mondiale de la «question raciale» et en soutenant l'Afrique du Sud et son régime d'Apartheid qu'il a crée un unificateur commun à beaucoup d'autres groupes et notamment européen et créé des liens avec ceux-ci, certains justifiés par la géographie, Canada, ou sur la longue Australie, Angleterre mais aussi d'autres comme la France et l'Allemagne.

Il y a des contacts très étroits avec des groupees néo-nazis d'Europe et des visites de part et d'autres. Ainsi, James Farronds - magicien impérial du KKK était à Dixmude le rendez vous européen des néo-nazis en Belgique au mois d'aout 1989. Là encore c'est par l'intermédiaire du mouvement skin que le Klan cherche à s'implanter en Europe. En Angleterre c'est avec Ian Stuart, chanteur de Screwdriver et de son groupe Blood et Honor que ce sont établis les contacts. Peu après, sont apparus les premières affiches du Klan en Grande Bretagne. Un journal du Klan l'année dernière a décrit la cérémonie au Pays de Galle de la création du Chapitre anglais du KKK. Ces principaux leaders sont deux vieux copains de Donalson, il s'agit de Paul Burnley de son vrai nom Bellamy, le guitariste chanteur du groupe« no remorse» et de Des Clark un ancien de Screwdriver qui fit de la taule avec Donalson pour avoir frappé un nigérien.

Selon une liste publié par le journal antifasciste Searchlight le Klan anglais comprendrait actuellement 400 membres dont plusieurs militaires. En France c'est près de Tours que depuis 1989 s'est installé la branche fraçaise de l'Empire invisible des chevaliers du KKK. une tentative précédente avait donné naissance en 1987 à un groupe relié à l'une des branchescdu Klan, the Knight of the KKK animé par Stan Mac Callum et basé en Alabama. Mais cette tentative ne dépassera jamais le cercle de la fac d'Assas à Paris. Sa seule activité à l'époque fut marqué par la distribution de tracts où l'on retrouve toutes les thèses chères à ces nazillons: la haine des noirs et des juifs, la négation des chambres à gaz. Seul moment de rigolade, au milieu de ce flot de haine, celui où le responsable de ce KKK « tiendra à se démarquer d'un groupusule s'intitulant Nazi clan animé par Elie Serge Ayoub dant la mère Etyienne, professeur de droit public à la faculté de Sceaux, avait il y a quelques années déclarée que son fils ne pouvait pas être antisémite et pour cause...

Le Klan est organisé en cellules de base comprenant un minimumu de cinq personnes. La France étant divisé en province. D'ores et déjà on peut signaler un de ces groupes en activité dans la région de Lyon. Tout cela pourrait



Plus sérieuse semble être la dernière tentative. L'instigateur de celle-ci ayant une autre envergure que celle des nazillons d'Assas. En effet, son leader n'est autre que Olivier Devalez alias TOD l'idéologue du mouvement skin en France au travers de ces deux fanzines Bras tendu puis Le RebelleBlanc. C'est un militant politique ayant une longue expérience, de la FANE au PNFE en passant par les FNE, le COBRA, et le mouvement Chouan.

En 1987 après s'être rendu compte de la difficulté de structurer le mouvement skin, il commence à prendre contac avec le KKK et notamment avec Richard Bondira un de ses responsables du New Jersey. Celui-ci dans sa réponse de juin lui écrivait: « *si tu veux organiser le KKK en Europe, fais-le moi savoir et je ferais tout mon possible pour t' aider...Au mois dejuillet, je serais en tournée en Nouvelle Angleterre et dans l' est du Canada. Je ferais peut-être un voyage en Europe l' année prochaine...*» Les contacts vont se multiplier et courant... Devalez laisse tomber le Rebelle Blanc qui est récupéré par un membre des JNR.

Après un an de probation, selon la règle du Klan am&éricain, sa branche française a été autorisé a se constituer sous la forme du « royaume organisé» Il dispose d'un bulletin « l'Empire invisible» kourrier officiel du KKK France. « Pour adhérer il faut être agé de 21 ans minimum, être citoyen français de race blanche (caucasienne) et de sexe masculin, être chrétien et pouvoir fournir un certificat de baptême»

prêter à rire si on ne connaissait pas les dangers du Klan. Actuellement Devalez a alncé une grande campagne d'adhésions. Son fichier du Rebelle Blanc et de ses copains skins a été mis à contribution et il a renoué des contatcs avec ses copains du FNE et du PNFE. Aussi assistait il à la commémoration du 101 anniversaire d'Adolphe Hitler qui a eu lieu à la brasserie «chez Jenny». Il cherche même à élargir son mouvement vers les intégristes chrétiens ainsi vient-il de faire adhérer Klan à la «Fédération de Renouveau français» une confédération de groupes intégristes crée à l'initiative de Présence et Priorité française dirigé par Christian Ricard et Pierre Marie Laurent. Enfin soutenu par le Klan américain. TOD cherche à mettre sur pied un réseau d'entraide pour les prisonniers nationalistes, chargé de collecter de l'argent. Ce serait en fait la remise en activité du COBRA (Comité Objectif Boycott contre la Repression nationaliste) dont TOD était le responsable de 81 à83. Peut -être sera t- un des premiers à en profiter vu qu'il vient d'être condamné à 4 mois ferme. Mais d'autres sembklent prêts à prendre la suite. Sur Tours, vient de sortir un bulletin intitulé justement « la relève» diffusé par un groupe s'intitulant les loups blancs. Tandis que dans le n 5 que dans l'empire invincible Devalez publie le tract d'un groupe signant les Nouveaux Résistants français (NRF), qui finissait ainsi: « *Barrez la route à l' immigration avant qu' elle ait tout conquit et cela par tous les moyens*».

A la recherche d'une nouvelle citoyenneté

DANS le contexte de crise économique actuelle, la société française est sans aucun doute confrontée à des questions fondamentales concernant son passé, son présent et son devenir.

Les populations issues de l'immigration et leur mouvement associatif, après avoir engagé des luttes importantes pendant ses dernières années (défense des droits, régularisation des sans papiers, logement, luttes d'entreprises) devraient actuellement rejoindre des préoccupations touchant l'ensemble de la population sur les questions économiques, politiques, sociales et culturelles, questionnant la société française dans son devenir.

Ainsi et à titre d'exemple, les luttes pour un logement décent ont posé la question du droit au logement pour tous, les luttes professionnelles comme celles de Talbot ont affirmé le droit à une formation qui n'aboutisse pas à une voie de garage.

De la même façon, l'apparition d'une génération entière issue de l'immigration à travers différentes initiatives (marche de 1983, convergence 84 et la 3e marche) fut sans aucun doute l'une des illustrations les plus éloquentes d'un besoin vital d'espaces de liberté, pour l'égalité des chances et des droits pour des conditions de vie meilleures dans les cités.

Ce fleuve d'espoir démultiplia les initiatives (création de nouvelles associations, participation mieux soutenue à la vie locale, action scolaire) et rencontra rapidement le besoin de structuration, de regroupement en l'occurence les Etats généraux de l'immigration pour se donner réellement les moyens d'un bilan collectif : pour que les luttes de l'immigration débouchent sur la seule question capable de nous faire avancer vers la citoyenneté réelle, concrète. Malheureusement, les Etats généraux en sont restés à une rencontre, un échange et ne furent porteur d'aucune action sur la citoyenneté réelle alors qu'ils auraient pu être une force de proposition afin de créer les conditions de la convergence nécessaire avec d'autres catégories intéressées par la revendication de la citoyenneté réelle, en tant que transformation sociale.

Ceci conduisait inévitablement à l'élaboration en commun d'un nouveau système de valeurs, de nouvelles images sociales et d'un projet de société concret.

Assimilation, intégration, droit à la différence, droit à la ressemblance portent en eux le conservatisme social et la demande d'acceptation d'une société excluante non seulement pour l'immigration mais aussi pour d'autres catégories sociales.

De plus la montée de la crise identitaire des français fait naître dans certains milieux des réflexes de peur, de repli.

Les discours les plus simplistes concernant la présence en France des clandestins font leur chemin.

Toute la gauche du PS au PC, certaines organisations humanitaires reprennent l'idée que la politique contre les clandestins est justifiée par la crise économique - alors que des études prouvent le contraire, et que cela arrange bien le système capitaliste.

Or, la recherche d'une nouvelle citoyenneté montre les liens possibles entre les différentes communautés de vie ou groupes sociaux ayant des intérêts communs donnant ainsi un contenu politique à la solidarité :

- la pratique du comité des mal-logés nous semble une expérience concrète de luttes toutes communautés confondues pour un logement pour tous et posent le problème de la politique globale du logement à Paris.

Il nous faut avancer pour un changement de société : droit à un logement décent et accessible à tous; non au renforcement des contrôles policiers; combattre les idées réformistes et fascistes. Pour vivre mieux dans nos quartiers : droit à la libre circulation; droit à l'asile politique; remise en cause du contrat social basé sur l'exclusion d'une grande partie de la population.

Poser aujourd'hui un tel débat en ces termes, c'est remettre sur la table le problème d'un projet politique de changement de société, dans un état dit de droit où la soi-disante démocratie acquise est le fin du fin pour réaliser l'épanouissement de ses sujets.

Il nous faut proposer une convergence entre tous ceux qui sont quelque part exclus, c'est à dire entre toutes les classes potentiellement dangereuses pour le système qui a eu tout le temps et a tous les moyens de les dresser les unes contre les autres et d'affiner son arsenal sécuritaire, juridique, son contrôle social, il va falloir se donner les moyens, trouver des liens avec les autres personnes en luttes.

Contre le racisme - contre le fascisme contre la démission politique

Après Carpentras, où en sommes-nous ? L'indignation légitime des citoyens de France, toutes origines confondues, est utilisée pour renforcer l'idée d'un consensus sur l'immigration, afin de nous faire accepter notre "galère" quotidienne sans risque de révolte.

Alors que tous les médias, tous les hommes politiques nous bassinent à longueur de journée sur la "fin de la crise", la "croissance retrouvée", les "bons indices économiques", etc., les salaires restent scandaleusement faibles, le chômage et l'exclusion continuent d'augmenter et les tensions dans les cités et les quartiers qu'on laisse pourrir donnent chaque semaine leur quota de crimes racistes et/ou sécuritaires, de violence, de marginalisation et de dégâts issus des drogues des pauvres. Face à nos conditions de vie qui se dégradent, face à nos frères et à nos enfants qui se font tirer comme des lapins, la classe politique, dans sa quasi majorité, nous parle de patience, de réalisme et d'efforts communs (sic), dans le même temps que l'amnistie blanchit ces délinquants aux "mains blanches".

Le Front national ne peut que fleurir sur cette situation (...). La droite et la gauche lui répondent en écho : "consensus sur l'immigration", c'est-à-dire sacrifice des revendications légitimes des populations issues de l'immigration sur l'autel d'un discours humanitaire et antiraciste vague; comme elles ont répondu "processus de libéralisme" face aux revendications salariales, c'est-à-dire sacrifice des exclus de cette société sur l'autel des sacro-saints et invisibles "lois du marché".

Cette situation a assez duré ! La démission des politiques n'est pas notre démission ! Ensemble il faut la dénoncer, il faut réagir !

Mémoire fertile - 44, rue Traversière - 75012 Paris.

Non à la double peine

"Ceux qui commettraient la faute, par voie de délinquance de s'écarter des intérêts de notre pays, doivent subir la loi que subirait tout français dans la même situation, mais non point avec une exclusion supplémentaire"
(François Mitterrand, 9 janvier 1989)

MALGRÉ cette affirmation du Président de la République, une double peine (expulsion ou bannissement) touche, essentiellement, des jeunes issus de l'immigration étant déjà lourdement condamnés pour des délits souvent liés à la précarité des conditions socio-économiques des couches sociales défavorisées et ayant pour la plupart grandi en France et certains y étant nés. S'ajoutent à cette double peine, les conditions de détention, le refus des permissions de sortie, les libertés conditionnelles, les semis-libertés, les différents aménagements de peines existant en droit pour tous leur sont systématiquement refusés. La plupart des victimes de cette ségrégation l'acceptent de plus en plus mal, s'exposant, lors de différentes luttes intra-muros, à la répression accentuée de l'administration pénitentiaire.

La plupart des personnes touchées par l'expulsion se retrouvent soit clandestins de force avec tous les risques que cela comporte (faux papiers, marginalités, délinquance, etc.), soit expulsés dans leur "Pays d'origine" que ne connaissent pas la plupart. Ils ne peuvent pas s'intégrer dans les sociétés qui ne leur sont pas familières. Certains ne parlent même pas la langue. Ils deviennent alors de véritables parias dans leur "Pays d'origine" à la recherche de toutes les possibilités de retour. Cette peine de bannissement touche les familles souvent des des familles démunies obligées d'assister un des leurs à travers toute la procédure (frais de justice, frais d'avocat). Elles disloquent des cellules familiales. Pour lutter contre cette situation les signataires s'engagent :

POUR UN COLLECTIF NATIONAL CONTRE LA DOUBLE PEINE

Les buts du collectif

* l'abrogation des lois instituant la double peine; l'amnistie de toutes les victimes antérieures; le retour des expulsés

Les moyens du collectif

*informer au niveau juridique sur l'ensemble des recours possible pour en un premier temps éviter l'expulsion; rassembler autour d'un collectif national l'ensemble des associations, individus, les concernés emprisonnés ou non et collectifs locaux sensibilisés à cette question afin d'élargir la mobilisation; produire du matériel de sensibilisation pour une campagne nationale (tracts, affiches, etc.); favoriser des actions de masse (réunions, meetings, occupations, manifestations) tant au niveau local, départemental et national

*centraliser les renseignements et initiatives autour d'un local et d'un téléphone.

Pour tout renseignement complémentaire, écrire à Réflex, signataire de cette initiative.

Non à l'expulsion de Mohammed Hocine
Non à la double peine

Le conseil d'Etat en annulant le jugement du tribunal administratif de Versailles du 22/07/1987 a décidé d'expulser Mohammed Hocine avec pour explication que celui-ci a été condamné par la juridiction pénale à plus de 6 mois d'emprisonnement et considère sa présence sur le territoire français comme "une menace à l'ordre public".

(...)

Un comité de soutein s'est créé pour empêcher son expulsion. Sorti de prison en août 1988, Monsieurs Hocine a tourné la page. Qui plus est avec d'anciens détenus et des jeunes du quartier, ils ont créé une association (SOLACT : solidarité active). Leurs objectifs "utiliser leurs expérience afin d'éviter aux autres jeunes du quartier un itinéraire piégé d'avance."

L'association est aujourd'hui reconnue d'utilité publique par tous les habitants, y compris par la municipalité des Mureaux, les services sociaux, les écoles...

Nous demandons l'abrogation de son arrêté d'expulsion. A moins que les pouvoirs publics ne veuillent créer de nouveaux clandestins qui ne pourront choisir que la délinquance pour survivre.

Comité de soutien

Mémoire fertile, association née des Etats généraux de l'immigration en Juin 1987 qui avait réuni plusieurs dizaines d'associations et collectifs sur le thème de la Citoyenneté propose une "vaste marche-relais, du Nord au Sud de la France, à la rentrée prochaine qui doit être notre cri commun de révolte contre l'exclusion sociale sous toutes ses formes". Comme la "Marche pour l'égalité" en 1983, "Convergence 84", ou la "Marche en 1985 pour la citoyenneté", cette initiative pourrait permettre au mouvement associatif de reprendre du poil de la bête et sortir "de ses activités culturelles" après le passage du buldozer SOS racisme, qui a saigné le tissu associatif. Si celle-ci ne reste pas à l'état de projet, il faudra alors participer à l'organisation de cette marche.

Luttes pour le logement...

La question du logement devient épineuse. Dans le même temps que les centres urbains se développent de jour en jour, les choix politiques sont de renvoyer toujours plus loin des centre-villes les «pauvres» et les démunis . A Paris, le projet est de faire de la ville en prévision de 1992 une ville pour «cadres». Pour ce faire, on restructure depuis plus de dix ans tous les quartiers populaires en les vidant de toute structure collective et de vie sociale. On organise les transports de façon à faire que le «peuple» ne vienne que pour les besoins duefric : emploi et consommation; on organise une véritable barrière policière pour empêcher les jeunes sans argent de descendre; on parque les gens dans des cités dortoirs surveillés jours et nuits par la police et les milices privées. Paris, mais aussi Lyon, Rennes, Bordeaux, Marseille, doivent devenir les vitrines du «capitalisme libéral et démocratique.» Face à cette situation, la résistance est difficile car les expulsions sont souvent individualisées et espacées dans le temps; les gens ont du mal à se solidariser du fait de la coupure entre jeunes/vieux/immigrés/femmes, etc qui existent. S'organiser en collectifs et choisir des formes d'action qui sortent «des sentiers battus» proposés par les associations de locataires (pétitions, manifestations, délégations, etc.) est un pas que peu franchissent. Le sentiment d'avoir droit à un logement n'est pas synonyme d'une volonté de le faire respecter dans la réalité. Alors, les gens s'en "vont" (expulsés), aigris de perdre leurs repères de socialisation et peu enthousiasmé d'aller dans des espaces qu'ils n'ont pas choisis. Les luttes menées autour des collectifs de réoccupations des logements vides sont souvent des défaites, mais elles sont autant de point de résistance dans une société «aseptisée». Nous faisons ci-dessous le point sur quelques unes d'entre eux.

Interview d'un membre du Comité des Mal-Logés qui parle en son nom

Comment est né le Comité des Mal-Logés ?

Le comité est né de la situation créée par les incendies du XI et XXe arrondissement en 1986. Dans le quartier de la réunion, le soutien a été plus étendu; il a touché des instituteurs, des militants associatifs, le curé du coin... L'échec des «négociations de relogement» a entraîné une acceptation de la solution de «réquisitionner» un immeuble. On voit poindre lors de ces réunions le nez du Parti socialiste, par l'intermédiaire de Bloquaux, qui arrive avec un projet aujourd'hui en cours de réalisation : la prise en charge par des institutions caritatives d'un parc immobilier servant à loger les plus démunis et donc la maîtrise de ces gens par des associations comme Emmaüs ou Un logement d'abord. L'immeuble est ouvert et déjà la critique par les organisations de gauche (PS, SOS, etc.) d'une «utilisation par certains (entendez des «radicaux») des immigrés» dans leur juste revendication d'un logement est énoncé, alors que la réquisition a été accepté par tous dès le départ. L'idée était que les gens s'auto-organisent et prennent en mains leurs affaires; ce qui n'enthousiasmait pas ceux qui se voyait bien intermédiaire entre «sinistrés» et les pouvoirs publics. Un certain nombre de militants pour faire avancer la situation et pour sortir des discussions qui n'en finissaient pas décidèrent de créer un Comité des Mal-logés début 1987.

Qui compose le Comité ?

Il est composé de mal-logés qui ont la volonté de s'auto-organiser, de renouer avec des réflex de solidarité, d'unité contre les divisions blancs/immigrés, jeunes/vieux et de trouver ensemble des solutions pour lutter contre un «ennemi «commun qui t'impose des conditions de vies exécrables et te fait vivre dans la misère. Mais il est vrai que certains de ses membres n'ont pas tout à fait cette vision...

Comment a évolué le comité ?

Le comité fonctionne en Assemblé générale. Dans un premier temps, les réunions ont eu lieu au 67, mais devant l'affluence, il a été décidé de créer d'autres permanences dans d'autres quartiers. Au moment de l'expulsion le 2 mai, il existait trois comités : dans le 18e, le 11e et le 20e avec des relais en région parisienne. Le travail est d'amener les gens à se prendre en charge en les aidant juridiquement ou pratiquement, les permanences servant de lieu d'échanges et d'information; on n'est pas là pour faire de l'assistanat, les gens intéressés doivent participer aux activités du comité. Les indications générales sont prises lors des assemblées générales qui réunissent les différentes structures une fois par mois. Le comité est une structure de coordination de lutte et il a pour tâche de mobiliser les gens lors des réquisitions, des expulsions. On peut compter aujourd'hui une quinzaine d'immeubles avec qui le Comité a des rapports.

Les différentes expulsions qui ont eu lieu en ce mois de mai sont-elles à considérer comme un début de la «chasse au pauvre» dans Paris en perspective de l'Europe de 92 et de faire de Paris une ville pour riches ?

Dans l'avenir, il y aura trois classes différentes qui ne seront pas logés à la même enseigne. La classe moyenne qui fait fonctionner les structures de l'argent, de la production qui est relativement mal payée mais dont on a besoin. Pour eux, il y a un logement social en proche ou moyenne banlieue. En ce qui concerne la classe moyenne supérieure (commerçants, ingénieurs, professeurs, etc.), on lui offre des belles résidences dans Paris avec Gymnase Club, Picard Surgelés et espaces verts. Leur engagement sur la question urbaine se fait surtout autour de l'aménagement et de l'environnement. Aujourd'hui, on les voit apparaître dans le soutien aux mal-logés, ne voulant pas laisser au seul Comité la question du logement à Paris. Et enfin la dernière

catégorie, ceux qui n'ont rien, et dont le monde se fout, sauf quand celle-ci se donne des moyens et s'auto-organisent dans la lutte. Le comité a depuis trois ans été superbement ignoré par tous. Pendant cette période, le PS et le pouvoir par le biais de la Préfecture laissait faire. Avec le vote de la loi Besson sur «les plus démunis», on arrive à la situation suivante : les exclus économiques vont aussi se retrouver des exclus sociaux. Il n'y aura plus de garantie d'avoir un logement fixe. C'est l'organisation de la précarité du logement.

Les expulsions avaient-elles pour objectif de «casser» le comité ?

Il est sûr que la situation «explosive» concernant le problème du logement amène un nombre sans cesse croissant de gens à s'organiser et à lutter. Frapper un coup dur allait entraîner une forte réaction, mais comme des soufflets une fois que ça a gonflé, ça redégonfle. Après, on passerait au temps des négociations et à des possibilités de relogement comme c'est le cas aujourd'hui. L'idée était donc de faire voir à tous ceux qui serait tenté par cette forme de lutte qu'il n'y aurait pas de «cadeau», mais de toute manière on n'aura rien si nous ne luttons pas.

Le rapport avec les organisations qui ont constitué le comité de soutien et l'abbé Pierre ?

Le soutien de ceux-ci est le résultat du travail entrepris par le comité. Quand l'abbé Pierre dit «le droit de vivre limite le droit de propriété», je suis tout à fait d'accord mais je dirai qu'il l'annule. Mais si le fait de lui dire «merci» doit m'obliger à m'asseoir sur les trois ou quatre ans de lutte au sein du comité et lui laisser de reprendre à son compte le travail accompli et les discussions sur le logement là non. Faire accepter au gens leur condition en l'aménageant, tel est la mission des associations caritatives; surtout ne pas toucher à la question économique. Quant aux organisations, elles ont surtout essayé de ne pas pousser à la roue pour d'éventuelles réquisitions, attendant le pourrissement de la situation pour revenir comme il y a trois ou quatre ans au seul problème du relogement par la négociation. Ce qui a provoqué un début de division dans le comité.

Comment vois-tu le rapport entre des squatts se dénommant «plus politiques» avec des squatts dont l'existence est avant tout issu de questions sociales ?

La constitution d'un lieu politique regroupant diverses sensibilités ayant en commun un système de valeurs, ce qui n'est pas plus mal dans la construction d'un projet de contre-société est une chose intéressante. Les groupes politiques sont souvent très renfermés avec de fortes solidarités internes, mais très microcosmiques et ghettos. Le débat jusqu'à alors s'est toujours fait autour du Comité des mal-logés, qu'ils ont toujours soutenu, même s'il le critiquait. Ils ont toujours été présent et souvent parmi les premiers. Cette double existence peut donner naissance à deux pôles de résistance qui se renvoie la balle; ce n'est pas la même chose, ce n'est pas le même public, ce n'est pas la même population de résistance, mais cela touche les deux catégories qui ont besoin de s'auto-organiser, c'est-à-dire les familles à bas revenus et qui vivent dans des taudis et les jeunes précaires pour qui on réserve toutes les subtiles arcanes de la loi Besson.

«Vis là, sans souci»

Depuis 1986, les habitants de la Croix-Rousse assistent à une politique de réhabilitation effectuée par les propriétaires et les promoteurs privés : achats, rachats, créations de sociétés immobilières, associations de propriétaires se multiplient. On rénove à tour de bras et les prix des appartements montent en flèche.

(...) **Ils spéculent nous occupons**

Il faut bien comprendre que cette situation n'est pas un fait local mais que ce processus d'exclusion est à ce point avancé que le gouvernement lui-même a du s'en saisir et préparer une action d'envergure pour enrayer la dégradation du tissu social des quartiers. Sans en connaître tous les détails nous savons néanmoins que le principe d'action retenu est de donner les moyens à des Offices Publics d'HLM ou à des associations charitatives (Emmaüs, Secours catholique) d'acheter des immeubles. A notre avis, cette stratégie tend à exercer un contrôle total des individus, à systématiser leur dépendance vis-à-vis de l'Etat et des faiseurs de bienfaits alors qu'ils ne sont que socialement déstabilisés par une politique de l'habitat au service du profit.

Que propose l'association «Vis là, sans souci» ?

Au niveau juridique l'association ne tient pas spécialement à être propriétaire de logements. Elle préfère que cette propriété soit sociale, c'est-à-dire sous la responsabilité de la Commune du 1er arrondissement de Lyon. (...) Par contre, nous sommes parfaitement conscients de la nécessité qu'il y a à assurer l'entretien courant, les gros travaux (toitures, etc.) la remise en état d'appartements peu ou mal entretenus ainsi que leur modernisation. En conséquence nous sommes prêts à en assumer la charge économique en fonction de nos moyens.

Nous voulons disposer dans le même immeuble : des lieux collectifs, tels que cuisine, bibliothèque, salon, machine à laver, salle de réunion, etc.: de lieux où l'autonomie et l'intimité de l'individu seront préservés.

«Vis là, sans souci» - c/o CUL 44 rue Burdeau 69001 Lyon.

Rennes : nos idées ne peuvent être expulsées !

Aujourd'hui dans beaucoup de villes, on assiste à la restructuration des centres urbains, c'est-à-dire que «les vieux quartiers» (où tout le monde se côtoient, vit ensemble) sont détruits laissant la place à une architecture plus moderne, profitant à un seul type de personne qui comme chacun sait, a déjà ce qu'il faut. Alors, les habitants de ces quartiers sont expulsés, parfois sans ménagement, avec de vague promesse de relogement.

Sur les côtes des stations balnéaires, la situation tend à s'aggraver. En effet, le béton recouvre toute végétation, créant ainsi une déstabilisation de l'ordre logique de la nature. Les arbres font place à d'immenses immeubles qui ne serviront que 4 mois sur 12. Les loyers durant ces 4 mois, seront triplés obligeant les habitants locaux à quitter les lieux. A l'heure, où de nombreuses personnes sont victimes de la précarité, la spéculation revêt un caractère de plus en plus odieux. Il est anormal et révoltant que des gens s'enrichissent sur le malheur des autres. Face à cet état de fait, des jeunes squatters et non-squatteurs rennais se sont organisés au sein du Mouvement d'Occupation des Maisons Inhabités (MOMI) afin de créer un espace alternatif libertaire sur Rennes. Leur première expérience débuta en septembre 1988 avec l'occupation d'une maison quasiment en ruine. Après une réunion, ils décidèrent d'abandonner les lieux à cause de leurs états. Puis avec les beaux jours de mai 1989, naquit un second squatt. Celui-ci était une habitation meublée donc viable dès l'instant où quelques modifications étaient apportées (branchement électrique, eau, etc.). Après avoir rendu «l'occupation légale» une quinzaine de personnes s'y installèrent. Une semaine après, la police après un premier passage le matin entraînant une effraction du domicile, débarquèrent au début d'après-midi pour expulser. Face à la détermination des squatters, ils furent obligés d'appeler des renforts. C'est seulement avec l'usage de la force qu'ils réussirent (trainant une personne par les cheveux). Quatre jours après, on apprenait que la maison meublée, était brûlée, sans visite préalable afin de vérifier qu'elle était bien vide, pour un soi disant exercice des pompiers.

Alors que beaucoup auraient baissé les bras, le MOMI réapparait en novembre 1989 à l'occasion du 5ème salon de l'immobilier qui se déroulait à Rennes. Ils firent un sitting pacifiste à l'entrée durant toute la journée, distribuant des tracts, et inscrivant des slogans à la craie sur le sol... Mais pour avoir un écho dans la presse, il fallait dépasser le cadre «légal». Pas aisément franchi en accrochant une banderole **«Occupons les logements vides»** au balcon de la salle où avait lieu la rencontre. Effort vain car la police ne daigna pas se déplacer.

L'histoire du MOMI se poursuit fin 1989 avec l'occupation de pièces vides dans une cour de maison inhabitée. Puis avec le phénomène du bouche à oreilles, plusieurs squatters s'y sont installés. Au moment d'écrire ces lignes le squatt tient toujours. Les membres de l'association ont eu l'originalité d'ouvrir un bar sans alcool (souvent cause d'ennuis) dans lequel ce sont déjà produits : VORTEX, NAGASAKY BY NIGHT, CITIZEN FISH, etc.

Le MOMI est rempli de projets ambitieux et souhaite d'ici peu ouvrir un restaurant tout près de l'endroit ci-dessus ainsi qu'une sorte d'atelier/garage pour permettre les réparations mécaniques. MOMI n'est pas la seule association de squatteur puisque d'autres gens se sont regroupés sous le nom de Gremlinz. Voilà un bref tour d'horizon d'une initiative intéressante qui n'a eu que peu d'écho et de soutien. J'espère que cet article vous en aura donné l'envie d'en savoir plus et de leur écrire pour les soutenir. Comme quoi avec un peu de détermination, de solidarité, on peut arriver à concrétiser nos projets. Tout simplement, comme eux, en choisissant une «autre direction». Un squatt... puis deux... puis trois...

MOMI c/o CPCL - BP 2571 - 35036 Rennes cedex.

Pays-Bas

Le complexe squatté WNC a été expulsé pendant le week-end du 25/26 mai aussitôt les barricades ont été dressées le samedi matin; le maire de la ville (Staatsen) déclarait la guerre ouverte aux squatteurs. Quiconque ressemblait à un squatteur pouvait être arrêté dans la rue.

Même après l'expulsion, l'état d'urgence continue. L'intimidation, l'isolement et la criminalisation des squatteurs sont maintenant très poussés. L'attitude du maire, et les actions de la police ont clairement montré que les chemins de l'ordre démocratique sont très tortueux. Aussitôt que nous avons quitté le WNC, nous avons été confronté à la loi d'urgence, normalement utilisée en "temps de guerre", et nous avons été traités comme de la racaille.

La police et le maire parlent des dégâts causés par les squatteurs d'une manière honteuse : "ceci a dépassé toutes les limites". Les dégâts que notre ville a eu à souffrir ces 10 dernières années par la destruction systématique, la démolition et les prestigieux projets d'immeubles grand-standings ne peuvent être comparés aux dégât causés le weekend dernier. Il y a aussi les dépenses que la mairie a accumulée pendant 4 ans 1/2 (estimés à 10 millions de florins, sans les frais d'expulsion) dans sa politique de procédure judiciaire contre WNC, etc qui auraient pu être utilisées à quelque chose de plus utile.

Pendant cette période un groupe de gens a travaillé à rendre un immeuble totalement inhabitable vivable. Avec du matos de récupération, nous avons créé un super endroit pour habiter et travailler ensemble. Il semble que pour cette démocratie, c'est le développement de notre propre initiative qui soit devenu indésirable.

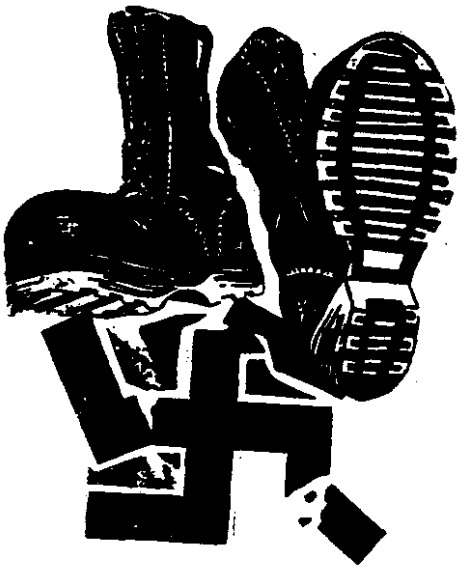
Le désir incessant et toujours de plus en plus fort d'un renouvellement social et d'une conception culturelle différente est repoussé par l'ordre établi. Mais c'est un fait, chaque tentative pour fonder une nouvelle culture grandissant parmi de plus en plus de gens, est systématiquement oppressée.

Ce matin, les gens de WNC ont pris l'initiative et ont quitté la maison. Cette décision a été prise pour arrêter l'escalade de la violence de la police, qui était prête à tirer des grenades lacrymos à l'intérieur.

Nos idées ne peuvent pas être expulsées !

Le squatt continuera !

L'ANTIFASCISME EN ANGLETERRE



Dans le cadre de la campagne Europe, organisée par Reflex et Regar, nous avions pris contact avec différents groupes européens. Lors d'un voyage à Londres, nous avons rencontré les gens de Red Action, qui avaient répondu favorablement à l'appel lancé au mois de juin 1989, sur la tenue d'une réunion européenne à Paris, des groupes antifascites.

L'interview que nous publions donne une présentation assez complète de ce groupe. Nous avons pu grâce à eux rencontrer d'autres groupes investis dans l'antifascisme en Angleterre, les Blaggers, groupe de musique Oï, ainsi qu'une association Cable Street Beat qui édite un fanzine musical antifasciste.

Nous ne pouvions pas terminer ce panorama anglais, sans inclure un article sur le Sharp qui est évoqué dans les interviews ainsi que sur la Poll tax, une lutte qui a fait beaucoup parler d'elle dernièrement, et dans laquelle ces groupes se sont investis.

Interview de Red Action

Peux tu nous dire, dans quelles conditions et quand s'est crée Red Action ?

Red Action a été crée en 1981 après qu'un certain nombre d'entre nous aient été exclus du Socialist Workers Party (SWP) comme étant membres d'un groupuscule ("squadists") : tel était le terme utilisé par le SWP pour décrire les groupes de militants anti-fascistes prêts à affronter physiquement les fachos.

Au milieu des années 70, le SWP a lancé l'Anti-Nazi League (ANL) pour contrer le développement du National Front (NF) ; le NF était de loin le plus important parti nazi anglais à ce moment là, puisqu'il avait rejeté à la 3ème place le parti Libéral, derrière le parti Travailliste et le parti Conservateur, ce dans les élections nationales et locales.

L'ANL, bien que dominée par le SWP, était une organisation dotée d'une large base, sponsorisée par des partis politiques, des organisations religieuses, des acteurs de cinéma, des musiciens et des personnalités du monde des sports. L'ANL a joué un rôle crucial dans la lutte contre le développement du NF, et ce par divers moyens :

1) en organisant une opposition militante contre pratiquement toute manif fasciste, ou rassemblement, réunion, vente de journaux dans la rue, etc...

2) en organisant de grands fêtes et rassemblements populaires, qui ont attiré des milliers de gens,

3) en diffusant des millions de brochures, de badges, de auto-collants, etc...,

4) en identifiant l'origine du soutien au NF - c'est à dire un prolétariat blanc désabusé - et

en conséquence en ciblant sur certaines de ses spécificités culturelles, comme le foot et la musique (Rock against Racism). La fin des années 70 fut une époque où des millions de travailleurs ont été touchés de plein fouet par le gouvernement Travailliste, ce dernier ayant procédé à de fortes réductions dans les dépenses publiques - touchant la Santé, l'Education, le Logement, etc... -, et le chômage s'est accru.

Cet actif mouvement militant anti-fasciste a attiré un grand nombre de jeunes travailleurs, y compris de nombreux membres fondateurs de Red Action, et il n'a eu qu'un pas à faire pour rejoindre le SWP, clairement vu comme la locomotive derrière le ANL.

La victoire des Conservateurs aux élections de 79 a marqué un changement radical pour les nazis. Les Conservateurs menèrent un campagne lourdement raciste avec Thatcher répétant ici et là qu'elle comprenait bien la peur des gens d'être "dominés par une culture étrangère" - et par la même piquant au NF leur base de soutien qu'ils avaient commencé d'attirer.

En conséquence, le développement rapide du NF s'arrêta net, les partis fachos se scindèrent - le NF se scinda en trois groupes séparés - et les fachos firent un bide aux élections. Le SWP décida de démanteler l'ANL parce que l'anti-fascisme n'était plus aussi populaire qu'avant, et, à notre avis, le SWP sentait qu'il ne pouvait plus recruter des membres à travers l'ANL. Il arguèrent que les fachos ayant fait un bide aux élections et leur manifs étant dérisoires, ils ne représentaient plus une menace sérieuse et que, de ce fait, eux, les socialistes devaient maintenant se concentrer sur leur principal ennemi : le gouvernement conservateur.

Leur argumentation tenait du "soit on fait ça, soit ça..." : soit vous combattez les fachos soit le gouvernement conservateur. Pour Red Action c'est une erreur fondamentale : la réponse est qu'il faut combattre les deux. Même si les votes fascistes ne représentaient pas grand chose, ils continuaient à faire peser une menace physique sur les socialistes, les Noirs et autres minorités, et devaient donc continuer à être combattus. Les attaques racistes se multiplièrent et les activistes de gauche étaient régulièrement agressés.

L'extrême-droite se développe aux dépens de l'extrême-gauche. L'intérêt propre du prolétariat se situe du côté du socialisme et non du fascisme, et pourtant on voit trop souvent de jeunes ouvriers s'identifier aux fachos. Ceci était particulièrement vrai à l'époque où nous avons été exclus du SWP et où les fachos avaient une considérable influence sur les stades de foot et sur la scène musicale. Tant que l'ANL et le Rock Against Racism existaient, les fachos rencontraient une opposition, mais quand le SWP a mis fin à l'ANL, les fachos étaient quasiment les seuls sur ces terrains là.
Red Action s'est rendu compte combien il était dangereux d'ignorer les fachos et de les laisser développer leur forces en toute tranquillité, et nous avons maintenu un très forte volonté de résistance militante contre le fascisme. Nous pensons que les socialistes révolutionnaires doivent affronter les arguments fachos - et les fachos - pour bien faire comprendre au prolétariat que le fascisme n'a rien à leur offrir ; ceci implique d'aller dans ces endroits où les fachos ont de l'influence, ce qui n'est pas sans difficulté ni sans danger ; mais telle est la réalité et on ne peut y échapper.

Red Action n'est pourtant pas seulement un groupe anti-fasciste ; nous sommes une organisation socialiste révolutionnaire. En répondant à cette question, je me suis concentré sur les problèmes relevant spécifiquement de l'anti-fascisme. Il existe d'autres raisons expliquant la création de Red Action, mais je ne crois pas qu'elles soient utiles à cette discussion.
Red Action est une petite organisation nationale mais nous sommes bien implantés à Londres, Manchester et Liverpool. A l'étranger, nos liens sont étroits avec le Parti Républicain Socialiste Irlandais.

Peux tu nous parler de votre travail sur l'anti-fascisme ?

En tant que groupe, notre première action anti-fasciste a eu lieu au Chapel market, un marché dans le Nord de Londres. Depuis plusieurs années, les fachos attaquaient une vente de journal socialiste et avaient mis sur pied une parfaite organisation dans le coin. Une des premières fois que nous sommes intervenus pour défendre cette vente, nous avons été attaqués par 50 nazis et forcés à un "repli tactique" - en d'autres mots on s'est fait donner la chasse. Si les nazis avaient toute latitude pour agir ainsi, ce serait alors toujours la même chose : nous serions toujours sur la défensive et ils continueraient à nous attaquer en toute sécurité. Conscients de ce fait, nous avons donc décidé d'attaquer une vente de journal nazi dans une autre partie du Nord de Londres deux semaines après - où se trouvaient d'ailleurs des nazis du groupe qui nous avaient attaqués - et on leur a flanqué une bonne raclée.

Chaque Dimanche matin nous sommes retournés à Chapel market et plusieurs bagarres ont eu lieu - que nous avons lancé et gagné. Un an plus tard, la situation avait complètement changé : c'étaient maintenant les nazis qui devaient faire gaffe en venant dans le coin et qui passaient leur temps à jeter des coups d'œil par dessus leurs épaules. Peu de temps après cela, le groupe local de la NF s'est effondré, n'a plus mis les pieds à Chapel market et a été chassé du pub qu'il fréquentait dans le coin. Donc, dès le début, notre stratégie anti-fasciste était claire : les nazis doivent être confrontés dans la rue, et on peut les battre. D'autres groupes de gauche nous ont critiqués pour combattre les fachos parce que, d'après eux, ça ne faisait que créer un peu plus de raffut.

Ce qu'ils ne réalisaient pas, c'est que leur stratégie avait rencontré des anti-fafs du coin et nous avions dressé un plan d'action d'après l'information recueillie. Les fachos ce jour là ont subi un tel affront, autant physique que psychologique, que les leaders du groupe (l'aile du "soldat politique" du NF) ont décidé de ne plus appeler à une manif.
Un exemple plus récent de notre impact sur eux est la campagne que nous avons démarré pour la fermeture des boutiques du centre de Londres vendant de la propagande nazi. Venus de toute l'Europe, des nazis s'y réunissaient et Ian Stuart (le chanteur du groupe nazi Skrewdriver) dirigeait l'organisation (basée sur le groupe de musique "Blood & Honour") depuis ces boutiques et les pubs avoisinants.

En utilisant diverses tactiques, depuis les piquets, les pétitions, les conférences de presse, jusqu'au cassage de vitrines - mélange d'actions légales et illégales - nous avons réussi à les faire fermer et à déloger les nazis des pubs du quartier, ce qui a drôlement fait tomber le succès de "Blood & Honour".
Une autre réussite est la création de Cable Street Beat (CSB) - association anti-faf basée sur la musique. Nous avons monté CSB parce que nous connaissions les endroits où les fafs recrutent, et le succès croissant de "Blood & Honour" auprès des jeunes d'origine ouvrière devait à tout prix être contré. De la même façon, nous avons l'intention d'accroitre notre travail autour des stades de foot où l'influence faf n'est pas négligeable. CSB vit depuis 18 mois, organise des concerts dans tout le pays, a collecté des centaines de £ pour aider les anti-fafs à payer amendes, avocats, etc..., diffuse une brochure trimestrielle ainsi que des T-shirts, badges, auto-collants, tracts, etc... Sans doute notre plus grande réussite à travers CSB c'est le groupe "Angelic Upstarts". En Mai 88, les fachos ont foutu par terre un de leur concert à Londres parce que le chanteur Mensi est socialiste ; les Upstarts ont alors déclaré qu'ils ne se produiraient plus. Après discussion avec Mensi, CSB a décidé de soutenir les Upstarts pour bien montrer que les nazis n'allaient pas faire la loi sur la scène musicale, et en Janvier 89 les Upstarts sont remontés sur scène à Londres. Le concert était bien protégé et malgré diverses rumeurs les fafs n'ont pas pointé le nez. Ils n'ont pas osé répondre à ce défi. Depuis, les Upstarts ont donné plusieurs autres concerts - quelquefois gratuits, d'autres fois non - mais toujours avec un solide service d'ordre, et on constate que les nazis ne se pointent plus. Ce n'est pas qu'ils n'apprécient plus la musique des Upstarts, c'est parce qu'ils savent qu'il leur faudrait compter avec un groupe bien organisé d'anti-fafs qui commence à accumuler un bon savoir-faire face aux nazis...
Voilà peut être notre impact le plus important : pendant trop longtemps, les fachos sont restés les "durs" qui faisaient ce qu'ils voulaient, mais Red Action a montré à beaucoup qu'en s'organisant, on peut non seulement faire face à la violence nazi mais les battre sur leur propre terrain.

Ceci permet de mieux isoler les nazis purs et durs de leurs sympathisants occasionnels et redonner confiance aux autres anti-fafs qui pouvaient se sentir très menacés par les fachos.
Mais notre réputation de "savoir-faire" face aux fafs a eu aussi ses mauvais côtés. Certains sont d'accord avec notre politique mais n'ont pas envie de rejoindre Red Action parce qu'ils ne se sentent pas l'âme de "combattants de rue". Nous avons mille fois essayé de convaincre ces gens que ce n'est pas le cas, que nous sommes une organisation socialiste révolutionnaire, que l'anti-fascisme n'est qu'une partie de notre travail et que chacun peut avoir un rôle à jouer. Nous travaillons dur à expliquer à nos membres et sympathisants que la violence utilisée est sous contrôle politique. Nous comprenons très bien le danger de super combattants de rue pouvant devenir leaders (politiques) simplement parce qu'ils savent très bien se battre. Malgré tous nos efforts, beaucoup de gens à gauche continuent à nous considérer comme des "machos cogneurs" et des "fachos de gauche", et ceci témoigne de leur faiblesse politique et de préjugés, souvent typiques de la classe moyenne.

Est ce que vous avez des relations avec d'autres groupes, ou associations ? En fait vous arrive-t-il de faire ou de participer à des actions avec d'autres groupes ?

Dans chacun de nos domaines de travail, nous recherchons le maximum d'unité ; nous sommes totalement opposés au sectarisme, mais nous devons être très clairs dans ce que nous écrivons. Dans le passé, pour le triomphe de "l'unité" tant recherchée, nous n'avons pas suffisament affirmé nos positions politiques, ce qui a pu entrainer des contradictions politiques au sein de l'AFA et fini par une cassure qui a fait de Red Action la force conductrice de l'AFA à ce moment là. Je fais ici référence à l'AFA de Londres.

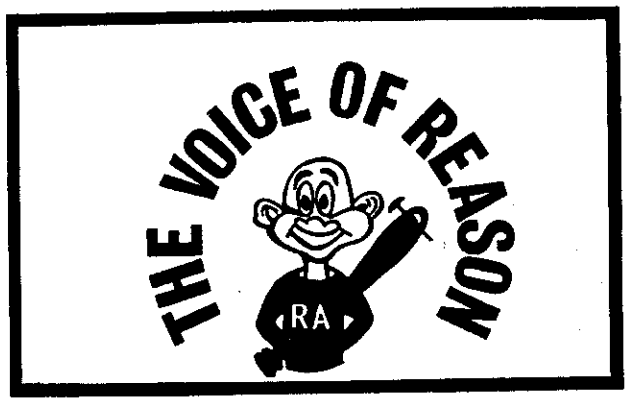
Il y a seulement 2 autres groupes actifs dans l'AFA à Londres, en ce moment, le "Direct Action Movement" (anarcho-syndicaliste) et le "Workers Power" (trotskiste), mais nous sommes unis dans nos approches. Nous voulons une organisation tournée vers le prolétariat, une organisation démocratique, une organisation consacrée à la lutte contre le fascisme sur les plans idéologique et pratique. Quand nous appelons à soutenir une action anti-faf, nous la voulons aussi réelle que possible, nous ne sommes pas intéressés par les faux-semblants : quand les fafs organisent une manif ou un meeting, nous voulons les en empêcher, ou du moins foutre le bordel. Nous ne croyons pas en l'appel de manifs à des kms d'un meeting facho. Nous ne ne laisserons pas passer le nombre croissant d'attaques racistes et nous voulons contrer l'influence facho sur les terrains de foot. Si d'autres groupes sont d'accord avec nous, nous serons heureux de travailler avec eux.

Dans le passé, il n'y a pas eu à proprement parler de démocratie à l'AFA et les décisions politiques étaient prises par une minorité. Non seulement c'était complètement anti-démocratique, mais en plus, dans les fêtes et meetings, la plupart des orateurs de l'AFA mettaient en avant des idées non partagées par la majorité des activistes de l'organisation. Ainsi, lors de la 1ère manifestation anti-faf, le dimanche de l'Armistice (en 86), l'orateur de l'AFA a commencé à parler de patriotisme et de comment les fachos défilaient un jour où justement ils auraient du s'en abstenir. Mais le dimanche de l'Armistice, c'est le jour où la Reine, Thatcher et tous les autres enfoirés "se souviennent" des soldats qui ont laissé la vie dans les 2 guerres mondiales - ce qui, selon nous, est une vision un peu hypocrite des choses dans la mesure où ce sont ces enfoirés et leurs semblables qui ont déclenché la guerre !

La raison de notre mobilisation ce jour là est simplement que les fachos défilaient - outre le fait que nous n'avons rien à faire avec cette démonstration d'hypocrisie de la classe dirigeante. Des discours comme celui cité cassent nos efforts pour attirer d'autres groupes de gauche dans le mouvement anti-faf.

Un autre élément anti-anar a également tenté de refouler le groupe anar "guerre de classes" (class-war) sur la base d'une campagne de diffamation. Red Action n'a que très peu de temps à consacrer à la gue e de classe, sur le plan politique, mais instaurer des variantes politiques en usant de méthodes déviationnistes et sectaires n'est pas une réponse, et si on utilise ce genre de méthode, il faut s'attendre à ce qu'elle soit utilisée contre soi-même. Par principe, nous nous sommes opposés à cette attaque contre "guerre de classes" et nous avons tenu bon puisque aucune allégation n'a pu être prouvée. Pourtant, le mal était fait et presque tous les anars

ont quitté l'AFA, écœurés. Autre fait intéressant, en l'espace d'une année, d'autres éléments sectaires se sont efforcés de se débarasser de Red Action sous prétexte de racisme ! Cette fois cependant, les sectaires ont été dénoncés pour ce qu'ils étaient et forcés de quitter l'AFA. Ainsi, année après année, nous avons appris que des terrains d'entente doivent être trouvés, sinon il n'est pas réaliste de travailler avec d'autres groupes. Quand nous travaillons avec des groupes où subsistent de sérieuses divergences politiques, nous exigeons le droit d'expliquer nos différences au cours de n'importe quelle fête, meeting, etc... dans lesquels nous sommes impliqués et exigeons d'avoir droit aux décisions pour ce qui est d'organiser l'action en question.



En ce moment, l'AFA se compose de groupes de la Gauche extra-parlementaire, mais nous sommes contents d'avoir l'appui de la Gauche parlementaire pour des campagnes spécifiques - dans la mesure où elle ne compromet pas notre action. Dans la campagne visant à faire fermer la boutique nazi "Cutdown", le soutien que nous ont apporté les conseillers du parti Travailliste et un parlementaire travailliste, Jeremy Corbyn, a été extrêmement utile et a contribué à la victoire. En l'occurence, c'est Jeremy Corbyn qui a soulevé le problème au Parlement.

A la fin de la journée, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, mais l'anti-fascisme n'est pas une affaire privée. Il est important d'échanger de la correspondance avec d'autres sections du mouvement ouvrier (malgré les divergences politiques), tant que nous pouvons maintenir notre indépendance politique quand c'est nécessaire. Nous ne devons jamais oublier le désastre qu'ont entrainées les divisions au sein des forces anti-fascistes dans l'Allemagne des années 30.

Pour vous l'anti-fascisme radical, qu'est ce que cela veut dire ?

Red Action pense que l'anti-fascisme radical (ou militant) doit porter un message de classe : le fascisme est historiquement un mouvement de la classe moyenne, un mouvement réactionnaire et raciste, canalisant les peurs et les frustrations d'une classe prise entre le grand capital d'un côté, un prolétariat combatif de l'autre.

L'idéologie facho ne défend pas les intérêts du prolétariat et ceci doit être bien clair.

Nous ne sommes ni des "libéraux" ni des "humanistes" anti-fafs qui n'aimeraient pas le fascisme, simplement parce que c'est "moche".

Nous sommes anti-fafs parce que le fascisme est une menace pour le mouvement ouvrier socialiste

et à mesure que la récession capitaliste s'étend, la menace du fascisme s'accroit, comme on le voit à travers le soutien de plus en plus grand apporté aux groupes fachos partout en Europe - de l'Est comme de l'Ouest.

SUPPORT RED ACTION

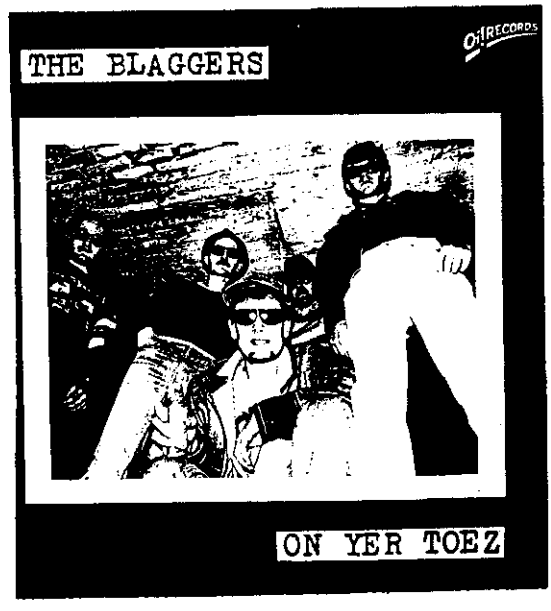
Pour nous, en Grande-Bretagne, le problème le plus grave est l'isolement du mouvement socialiste révolutionnaire par rapport à la classe qu'il prétend représenter - la classe ouvrière.
Bien qu'à Red Action nous ayons apporté notre soutien à certaines sections de la classe ouvrière, nous ne pouvons pas prétendre être ce mouvement. Nous essayons de construire ce mouvement en analysant les erreurs commises par les soi-disant groupes "révolutionnaires" et en en tirant des leçons pas en répétant leurs erreurs.

Citons quelques lignes du dernier numéro de notre journal : "fachos et racistes ont pendant trop longtemps occupé le devant de la scène, parmi le jeune prolétariat blanc, tant sur les stades de foot que dans les concerts... sans être véritablement gênés et sans que leur soit opposée une contre argumentation réelle et vigoureuse. La classe ouvrière est l'élément constituant du socialisme. Racisme et socialisme sont incompatibles. Quand l'un prévaut, c'est aux dépens de l'autre. Depuis 20 ans, l'extrême-gauche laisse l'extrême-droite retourner certaines parties de la classe ouvrière contre elle-même, en introduisant des idées réactionnaires. L'AFA ne doit pas se contenter d'une simple confrontation avec les groupuscules fachos de combat, mais doit les couper de leurs sympathisants, de leurs recrues renégates à la source: sur les stades, aux concerts, dans les communautés de travailleurs : "GUERRE AUX FACHOS".

Pour contacter Red Action
P.O. Box 45
135 Kingsland High Street
London E.S.

The Blaggers

Les Blaggers (ça veut dire les braqueurs..... eh oui, eux aussi n'aiment pas les banques) sont un groupe Oï de Londres...
Mais Oï de l'origine skin : prolétaire et antiraciste viscérale !
Cette interview a été faite avec Matty le chanteur du groupe. Explications sur leurs luttes musicales et surtout politiques, leurs rapports et leur investissement avec et dans le mouvement anti-fasciste.
A signaler qu'en Octobre, Réflex organise un grand concert avec eux et leurs amis d'Angelic Upstarts (voir encadré) et deux groupes français.



Vos disques sont produits sur le label Oï Records, qui est le label de Oï Polloï (groupe anarcho-skin). Mais en France, quand on dit Oï, cela fait référence au langage des skin-heads. Peux tu nous parler des skin-head Oï et peut-être aussi de Oï Records ?

Au départ, quand le label Oï Records est né, c'était aux alentours de 1982. Il était vu comme une protestation de la classe ouvrière. Il était vu aussi comme une voie possible pour que les blancs et les noirs travaillent ensembles, les punks et les skin-heads travaillent ensembles.
Il y a eu une certaine fraction qui s'est emparée du nom actuel de la musique Oï, aidée par des gens comme Gary Bushell (chroniqueur de disques) qui les a pris en main. C'était un "vaurien" qui travaillait pour le Sun, un journal en Angleterre, situé bien à droite, enfin c'est mon opinion *(et on est d'accord, note de la claviste)*. Il a travaillé pour cette fraction, et il fit passer sur la couverture du 2ème Oï Album, la tête d'un faf bien connu. Oï Album a de nombreux groupes. Certains sont très connus. Ils ont des membres d'organisations fascistes. Mais ils disent tout le temps qu'ils ne sont pas fascistes.
Mais quand le 2ème disque de Oï Album est sorti (qui n'est pas Oï Records, qui était le label du départ et qui n'a plus rien à voir et qui est différent), quand le disque est sorti, il y avait des fafs bien connus sur la couverture, des skin-heads fafs bien connus, avec des tatouages nazis : si tu regardais bien tu pouvais voir, d' aigles, des croix allemandes, des svatiskas et plein de trucs de ce style.
Il devenait évident qu'il y avait quelque chose de "craignos" dans la Oï Music. Des gens de la Oï Music, ont essayé de combattre cela, afin de revenir à ce que c'était au départ. D'autres ont continué sur cette voie, et même en devenant encore plus extrêmes. Voilà ce qui s'est passé en Angleterre. Aussi, j'imagine bien qu'en France, lorsque vous entendez parler de Oï Music, c'est du plus mauvais côté dont vous entendez parler. En fait il y a 90 % de gens connectés à la Oï Music. Dans le tas, il y a effectivement des gens qui ont des idées nationalistes, qui sont des nationaux socialistes, mais ce n'est pas la majorité !
Mais je veux dire quand même que le label sur lequel nous nous produisons, le type qui gère ce label est totalement anti-fasciste. Il est en fait investi dans le groupe **Skin-Head Against Racial Prejudice** qui est le Sharp en Angleterre. C'est un mec bien, y'a rien à dire... C'est aux gens de savoir ce qu'ils veulent. S'ils décident que la Oï Music, c'est une musique faf, qu'est ce que je peux faire... simplement leurs recommander d'écouter notre disque !

Comme vous êtes sur le label Oï Records, je suppose que vous connaissez les autres groupes du label ?

En fait, nous n'avons pas de contact avec les autres groupes du label, nous ne les connaissons pas. Le seul contact qu'on ait, c'est avec Roddy Moreno, le gars qui gère le label et le Sharp.

Est-ce que vous avez des relations avec des groupes, pour faire des tournées, monter des réseaux, notamment les Angelic Upstarts ?

Nous sommes avec les Angelic sur le même label. Ca fait un bout de temps, qu'ils sont sur ce label, environ 10 ans. Nous avons fait différents concerts avec eux, notamment en Allemagne : un à Berlin devant 3 000 personnes. Nous connaissons bien les Angelic, surtout Mensi.

A part les Angelic Upstarts, est-ce que vous avez des contacts avec d'autres groupes, des associations, pour faire des concerts, des actions... ?

Le principal réseau anti-fasciste et anti-raciste musical en Angleterre est représenté par Cable Street Beat. Avant la création de Cable Street Beat, il n'existait absolument rien comme groupe ou association pour combattre le fascisme et le racisme. Cable Street Beat prit contact avec Mensi du groupe Angelic après que ceux-ci aient été agressés au concert d'Astoria (voir encadré). Après cela, Mensi a donc été contacté par Cable Street Beat pour jouer au premier grand concert organisé par Cable Street Beat. C'était un concert contre le fascisme. (voir encadré).
Il a été bien annoncé par voie de presse. Le même jour a eu lieu à Carnaby Street, un piquet devant les boutiques vendant des disques de groupes nazis comme Skrewdriver et des Tee-shirts. Il était très clair qu'il n'y aurait pas d'attaque ni de violence. Cable Street Beat était très clair là-dessus, bien que les Angelic soient écœurés du dernier concert qu'ils avaient fait et de la baston qu'il y a eu avec les fafs...

Peux-tu nous dire si Cable Street Beat a eu un écho dans la scène musicale ?

Oui, je ne suis pas sur du nom des fanzines. Il y en a plusieurs qui ont en fait couverts les Blaggers et Cable Street Beat à travers tout le pays. Il y a plusieurs groupes qui sont intéressés pour jouer. Un groupe de ska a joué pour Cable Street Beat, des groupes de hard-core, il y a eu aussi un groupe irlandais qui joue de la musique traditionnelle, qui a exprimé son intérêt pour Cable Street Beat. Je veux dire qu'en fait nous ne connaissons pas tous ces groupes personnellement. Je veux dire que nous sommes tous préparé à jouer tous ensemble et se prêter du matos. pour jouer pour une cause anti-fasciste pour Cable Street Beat.

Qu'est ce qui se passe sur le terrain de la production, des réseaux, de la distribution ?

Bien, tout ce que je peux vraiment dire c'est les gens qui font des fanzines variés, dans le pays, qui aident à la

promos de certains disques. Je pense qu'ils achètent un disque des Blaggers, ou le recoivent de Roddy.

Ils nous aident, nous promeuvent car nous n'avons aucune aide de la part de la presse musicale nationale. De plus la plupart de nos disques sont vendus par le canal des fanzines qui ont chroniqué l'album.

Mais nous avons de la chance d'être sur le label Oï Records, qui a un réseau de distribution national. Tout ce qui est produit par le label, celui-ci s'occupe de tout, c'est moins de travail pour nous. Le label a aussi des contacts internationaux. Les disques sont envoyés en Europe, en Australie et aux Etats-Unis ainsi il touche de nombreux pays...

A travers tout le pays, il y a un réseau de fanzines musicaux de différents style de musique : en hard-core, ska, qui reste cantonné dans un certain milieu, mais ils aident chacun de nous, ils promeuvent des petits groupes, des fanzines. La plus part des gens qui font un fanzine, peu sont politisés. Mais ils sont souvent plutôt de gauche que de droite.
Il y a en ce moment en fanzine appelé Suspect Device qui produit des vidéos sur certains sujets.

Je crois qu'ils en ont faite une pour Greenpeace, une vidéo avec le fanzine. Et en fait si tu achètes le fanzine tu peux recevoir la vidéo.

Skrewdriver eux-même font un journal appelé Blood & Honour. Ils travaillent dans le même type de réseaux que nous.

Existe-il un regroupement de ces collectifs fafs, je veux dire les fanzines, les groupes, les labels, tu disais Skrewdriver mais cela peut-être d'autre groupes ou d'autres fanzines ?

Je ne sais pas s'il existe vraiment un regroupement. Je pense que c'est une liste informelle. Par exemple, nous avons été contacté par quelque chose appelé les Ligues du Pays de Galles (Wales Leagues), dont nous savons qu'ils ont une vision nationale socialiste, et nous ne nous sommes pas gênés pour leur dire d'aller se faire voir et que vraiment nous ne voulions pas avoir de contacts avec eux.

On peut peut-être conclure avec l'international. Avez vous des relations avec des groupes ou des groupements politiques dans d'autres pays. Ou si vous êtes intéressé à en avoir ?

Au départ on a été en contact avec un groupe Belge appelé Camarade, qui est un groupe skin-head de gauche (rouge). Ils nous ont écrit par l'intermédiaire de Cable Street Beat et nous leur avons répondu. Ils nous ont proposé de faire des concerts : deux en Belgique, ainsi nous avons été jouer là bas.
Nous avons aussi fait un concert à Berlin où nous avons rencontré un groupe anti-faciste. Nous avions fait un premier concert dans une salle "le Rex Club" où nous avions eu de bon contacts et nous sommes revenus jouer devant 3000 personnes avec Jingo de Lunch qui connaissent bien les Angelic.
Nous avons noué de bon contacts, nous étions comme des gosses : les gens dans la rue, spécialement en Allemagne, ont l'air d'être plus au courant des problèmes que les gens en Grande Bretagne. La plupart des gens sont apathique en Grande-Bretagne à propos de la montée des fascistes. Nous avons été inspiré par la façon dont ils s'organisent et les réponses qu'ils avancent, spécialement les jeunes à Berlin et à Hambourg. Nous avons aussi joué à Hambourg pour un groupe antifaf appelé l'Antifa. Nous avons noué des contacts et nous espérons y retourner bientôt.

Les Blaggers, pourquoi ce nom ?

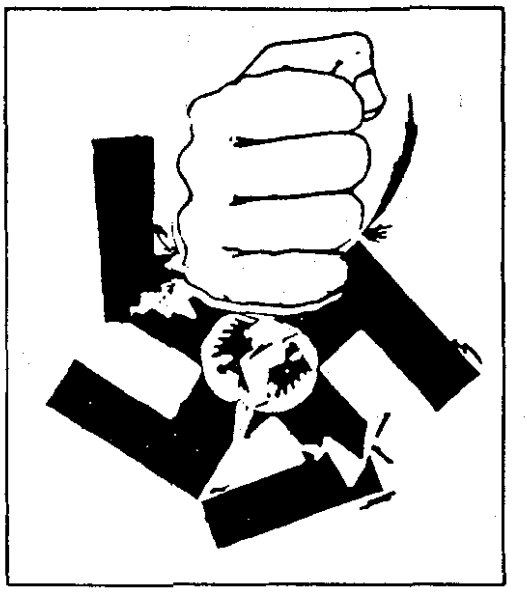
Le nom vient de quand le groupe a été formé. Quand nous avons débuté, il y avait deux chanteurs, moi-même et un autre mec, Tim. L'idée vient de lui, et cela veut en fait dire, quelqu'un qui braque une banque. Nous avons pensé à cette signification, et nous nous sommes dit, que quelqu'un qui braque une banque, pour donner aux pauvres, vole en fait les riches. C'est en quelque sorte un Robin des bois moderne, qui combat le crime, qui est contre les gens riches pour nourrir les gens pauvres. Nous voulons le peuple au pouvoir !

Quelque chose d'autre à ajouter ?

Nous pensons dans le groupe, en fait, qu'il est maintenant temps pour les gens de prendre position. Ils doivent décider de quel côté ils se trouvent.
Il n'y a plus de milieu : tu es pour les fafs, ou tu es contre et nous nous sommes définitement contre eux.
Nous voulons aussi dire que nous sommes contre la violence, mais lorsqu'il y a des fascistes en Grande Bretagne, et que le gouvernement ne fait rien, alors que c'est aussi son job de stopper ces gens, interdire leurs rassemblements, interdire à ces gens de faire ce qu'ils font, arrêter les attaques raciales, alors effectivement il est important d'utiliser la violence pour combattre les fascistes.

❑

The Angelic UPSTARTS!



L'an dernier, les Angelic Upstarts devaient être la tête d'affiche du Oi! festival au London's Astoria. Peu de temps après leur entrée en scène, une partie du public, entraînée par Ian Stuart et quelques autres petits durs de Blood & Honour ont commencé à lancer des Seig Heil et à jeter des bouteilles et autres sur le groupe. N'ayant pas réussi à les calmer, les Upstarts n'ont pas pu continuer à jouer et le concert s'est arrêté là.
Bien que de gauche, les Upstarts, comme beaucoup d'autres groupes [illegible] et Ska ont tendance à ramasser du public facho : certains pour avoir la paix et pour se faire d[illegible]c tolèrent les fachos à leurs concerts et se gardent [illegible]en de rappeler leur préférence politique.
Mais les Upstarts ont refusé de se laisser menacer, et en Janvier, Cable Street Beat a organisé un concert pour eux en réponse aux actions des Blood & Honour. Le concert a eu lieu au Sir George Robey, dans un pub dans le nord de Londres. Il a presque tout de suite affiché complet et pas mal de gens n'ont pu entrer.
Le service d'ordre mis en place étant assez imposant, l'ambiance au début était tendue, mais avec l'arrivée des Blaggers - le groupe de soutien - l'atmosphère s'est peu à peu détendue. Leur musique délirante ponctuée de messages forts a vite poussé les gens à danser. Les Blaggers se sont donnés à fond et c'est sans doute leur meilleur concert jusqu'à présent.
Après eux, les Upstarts ont fait un super concert ; ils ont donné un bon échantillon de leurs tubes, y compris "England", qu[illegible] ne jouent pas sur scène en général car cette chanson a tendance à être mal comprise et à attirer du public facho.
A son habitude, Mensi a fait quelques bonnes déclarations qui ont permis au public d'entendre clairement ce qu'il pensait de divers problèmes comme Blood & Honour. Le concert s'est donc déroulé sans incident et comme l'a dit Mensi sans un Seig Heil en vue.
Le concert des Upstarts est probablement le plus important et le plus réussi que le Cable Street Beat ait organisé jusqu'à présent ; ceci parce qu'il s'est déroulé sans problème, et parce qu'un groupe, obligé de renoncer à se produire à cause des fachos qui lui cassaient la baraque, a cette fois pu jouer et s'exprimer librement.

Cable Street BEAT

Peux-tu nous raconter l'histoire de Cable Street Beat (CSB)?

CSB s'est créé, il y a un peu plus d'un an pour faire front à la montée du fascisme dans le milieu musical: par exemple pour contrer un groupe comme Blood&Honour. Il n'y avait aucune opposition en Angleterre et dans toute la Grande Bretagne par ailleurs, pour s'opposer à cette montée. Ainsi, depuis la fin de Rock against Racism, il n'y avait plus rien à gauche, aucune association musicale antifasciste.

Le nom de CSB vient de Cable street, où s'est déroulée une bataille célebre en 1936: 250 000 anti-fascistes se sont élevés contre les "Chemises Noires de Oswald Mosley de la British Union of Fascists en organisant une marche dans un quartier de l'Est de Londres. Par la construction de barricades, et les combats menés contre la police et les fascistes, la bande à Mosley a été stoppée à l'entrée de Cable Street, un grand quartier ouvrier juif, situé à l'est de Londres.

Que peut-on dire du groupe Les Blaggers, que ses membres sont des militants ou étaient au départ, des musiciens et qu'après ils se sont mis à parler de politique ?

Le groupe était en réalité issu d'une mouvance politique, mais ils étaient aussi des musiciens avant tout. A la base, on peut dire que le groupe est un groupe politique.

Peux-tu nous dire quelle est l'idée politique la plus importante chez les Blaggers ?

Tout d'abord le groupe croyait à l'écologie, à l'antiracisme. On peut voir ce qu'est le racisme dans ce pays, comme dans le reste du monde aussi, mais spécialement dans ce pays, car nous y vivons et nous voyons ce qui s'y passe. On voit des mouvements se développer, des mouvements fascistes grossir dans ce pays, et particulièrement sur la scène musicale, comme Blood & Honour, Skrewdriver et des groupes comme ceux-là. Avant tout nous n'aimons pas la façon dont ces groupes montent et s'imposent sur la scène musicale.

En fait ce qui se passe au départ, c'est que les gens vont voir ces groupes car ils aiment la musique, et à la fin, ils deviennent convertis aux idées nationales socialistes simplement parce initialement ils aimaient écouter cette musique.
Face à cela nous sommes à la fois des antiskrewdrivers et des anti Blood & Honour et contre le racisme qui monte dans ce pays.

Nous avons d'autres issues politiques aussi. Nous sommes d'accord avec les idées féministes et également avec les positions en général de l'Ira et l'Inra sur l'issue irlandaise. Nous disons que les Brits occupent un autre pays et qu'ils imposent cet état de fait.

Tu dis que le mouvement fasciste est en train de grossir en Angleterre. Ton groupe est contre ce mouvement fasciste. Est ce que tu penses que les gens qui écoutent vos textes adhèrent à vos idées, comme tu le disais tout à l'heure pour un groupe comme skrewdriver. Est-ce que vous avez du succès, et les autres groupes, comme vous, avec vos textes ? Etes-vous un groupe musical d'opposition ?

Nous sommes opposés à un groupe comme Skrewdriver, nous sommes contre les nationaux socialistes du monde entier, nous sommes opposés aux Blood&Honour, , mais on n'est pas seulement ici pour cette raison. En fait, nous prenons plaisir à faire ce que nous faisons, les idées qui sont derrière ce que nous faisons, je veux dire que s'il n'y avait pas des idées fascistes, nous ne chanterions pas des textes sur ce sujet. Oui nous sommes un groupe antiskrewdriver, mais je veux dire que ce n'est pas la seule façon de nous définir. Il y a plus que cela en nous . Nous avons des textes sur d'autres sujets aussi. Skrewdriver est un groupe de "merde" qui monte dans ce pays, et les gens qui vont les voir, contribuent au fait qu'ils deviennent de plus en plus importants. Et nous pensons que c'est un problème, et c'est pourquoi nous chantons des textes contre eux.

Quand on parle en France, de groupes musicaux engagés, il y a les textes, les concerts, la musique... mais ce n'est pas tout, il y a aussi les actions. Peux-tu nous dire quelles sont vos relations, avec des groupes politiques ou des mouvements ?

Le groupe aide Cable Street Beat (CSB). Deux membres du groupe sont encore très actifs dans ce mouvement. Ils écrivent dans le fanzine et font tout un tas de jobs pour eux. Nous avons joué pour Cable Street Beat et nous jouerons encore pour eux. Nous les soutenons entièrement.

Qu'est ce que Cable Street Beat ?

Nous travaillons main dans la main avec Red Action. Cable Street Beat, c'est une association créée entre autre par Red Action. Nous avons fait par exemple un concert de soutien pour les Irlandais, pour le IRSPC (le parti socialiste républicain irlandais). Nous avons fait un soutien pour eux, c'est un des principaux partis ici, ils sont bien.

Les gens de Red Action, nous ont parlé de problèmes avec les facistes et les Angelic Upstarts et d'autres groupes, avec les skin-heads pendant les concerts. Quelqu'un de Red Action nous a montré une vidéo sur les fafs pendant une manif. Est ce que tu peux nous dire si vous avez des problèmes avec les fafs dans vos concerts ?

Oui, nous avons eu un concert particulièrement mauvais. Les fascistes sont venus. Ils ont essayé de dire qu'il n'y aurait pas de baston pendant le concert. Il faut dire que ce concert se passait dans un endroit d'où ils venaient tous. Plus tard dans la soirée, ils étaient beaucoup plus nombreux que nous. Nous étions loin de chez nous. Bref cela a dégénéré, nous leurs avons dit ce qu'on pensait d'eux et de leurs idées. Cela s'est terminé par des affrontements, et vraiment c'etait pas nous les plus mauvais. On s'en est plutôt bien tiré...

Ce genre de problème est-il fréquent? Est ce que c'est vraiment un problème de faire un concert ?

Pour nous, c'est pas un problème de faire un concert, car les fafs savent qui nous sommes. Nous avons été très clairs sur ce point : nous avons fait savoir clairement que nous ne voulions pas d'eux dans nos concerts, et que s'ils venaient, cela dégénèrerait en baston. Donc, jusqu'à maintenant, à part le concert, dont j'ai parlé précédemment, ils ne viennent pas.

Avec vos idées politiques, est-ce que vous n'avez jamais eu de problèmes avec les flics pour organiser un concert ?

Jusqu'à présent, le seul problème qu'on ait eu, c'est le concert dont je t'ai parlé. A Londres, nous avons l'habitude de prendre en charge et d'organiser nos propres concert et on n'a jamais eu de problèmes avec les flics. Mais ils viennent au concert, et je suis sûr qu'ils nous ont à l'œil et qu'ils savent tout ce que nous faisons.

Peux tu expliquer plus précisément, comment CSB est organisé et quel type d'actions vous faites ?

CSB est une petite association, il n'y a pas d'adhésion, toute personne qui est antifasciste, antiraciste peut participer à CSB.
Avec des groupes affiliés à l'A.F.A., nous avons organisé des piquets contre des boutiques à Carnaby Street.
Au début de l'année, il y avait une boutique à Carnaby qui vendait ouvertement les trucs de Blood&Honour, aussi avec l'A.F.A. et Red Action et d'autres groupes, nous avons fait des piquets devant cette boutique, jusqu'à ce qu'elle déménage. Elle a finalement déménagé dans une petite rue.

Nous avons aussi organisé avec l'Afa, une grande manif le 27 mai 1989, contre le plus important rassemblement néo-nazi jamais vu en Angleterre depuis la dernière guerre, où était prévu la participation de 7 groupes de musique skin. Cette manif a eu lieue à Hyde Park, près de l'endroit où devait se tenir ce rassemblement (Camden Town Hall). Beaucoup d'antifascistes étaient présents, et pas mal de fascistes, beaucoup venant des autres pays, se sont faits jeter.
Les concerts nazis ont eu lieu dans un autre endroit, que celui initialement prévu. Blood&Honour ont dit qu'ils avaient vendu 1200 places, alors que finalement seulement 300 personnes sont venues aux differents concerts. Ils ont perdu beaucoup d'argent. Cela a été un grand échec pour eux, et pour nous une grande victoire.

Quel autre type d'actions avez-vous ?

Nous essayons de mobiliser les gens à travers les concerts. A chaque fois nous essayons d'avoir des gens qui apprécient le groupe et recoivent le message anti-fasciste. Aussi à chaque concert, nous avons une table de presse, nous organisons également un débat sur des sujets différents comme par exemple, la bataille de Cable Street, avec un des vétérans de cette bataille, ou sur la guerre d'Espagne. Aussi les gens ne viennent pas seulement pour voir un groupe, mais aussi pour tout ce qui se passe autour et peut-être quand ils rentrent chez eux, ils auront acheté le fanzine et d'autre chose.

Avec ce que tu viens de nous dire, est ce que tu penses que votre action aujourd'hui a beaucoup de répercussion ?

Ce qu'on peut dire pour le moment, c'est que nous avons de bonnes retombées, par exemple la manif du 27 mai, il y a eu beaucoup de monde, un peu plus de 500 personnes, et elle a été couverte à la radio et à la télévision. Nous avons eu pas mal de réponses de l'étranger, d' Europe (Allemagne et Belgique), d' Australie et des Etats-Unis.

Et par rapport aux gens qui viennent,

Oui surement, mais c'est un long processus, nous travaillons pour. Cependant cela se fait lentement, car nous n'existons que depuis un an à peu près. Nous avons reçu beaucoup de courrier, les gens nous disent qu'ils attendaient quelque chose comme nous, car ils ne comprenaient pas pourquoi Rock against Racism s'est arrêté.

A propos de la fin de Rock Against Racism ?

Rock against Racism était en fait un mouvement émanant du Socialist Worker Party, qui il y a un an, a décidé que le racisme et le fascisme n'était plus une réelle menace en Angleterre, et ainsi ont stoppé le mouvement.
Rock Against Racism n'était plus un but en soi pour le SWP, il ne rapportait plus d'argent c'est aussi une des raisons de l'arrêt.
Je tiens à préciser que CSB n'a rien à voir avec Rock against Racism, ni le SWP, et que c'est un groupe totalement indépendant qui n'a pas de connexion politique, et qui mène seulement un combat contre le racisme et le fascisme en Angleterre.

Peux-tu nous expliquer comment est fait le journal, à combien d'exemplaires vous le diffusez etc...

Pour la première année, nous en sommes au 4ème numéro, qui a été tiré à 4 000 exemplaires, les autres ont été tirés à 1 000 exemplaires.
Pour la réalisation du fanzine, il y a un comité, ou finalement 4 personnes de chez nous sont réellement investis. Nous sollicitons les gens afin qu'ils nous envoient des articles, et nous aident à faire le journal.
Le premier exemplaire a été difficilement distribué, surtout dans le cadre des concerts. Aujourd'hui, il est à peu près distribué dans tout le pays et également en Australie et aux Etats-Unis.
Nous avons aussi des gens qui se sont abonnés, notamment à l'étranger, et nous leur demandons de nous écrire des articles sur la situation de l'extrême droite dans leur pays.

Est-ce que vous sentez par le courrier que vous recevez que les gens qui lisent le fanzine, ont évolué politiquement, je veux dire par là, s'il y a des gens qui n'étaient pas politisés, au départ, le sont-ils devenus par la lecture de CSB ?

Je crois que c'est encore un peu tôt pour se rendre compte d'un changement. Ce qui est sûr, c'est que des gens nous ont écrit pour nous dire qu'ils étaient vraiment contents qu'on existe, car avant il n'y avait rien.
En fait, je ne sais pas si la lecture de CSB politise plus les gens, je l'espère...

Et le futur ?

Des concerts sont prévus. Nous envisageons de prendre des contacts en Europe, afin d'organiser une tournée avec différents groupes dans des pays d'Europe. Nous avons des discussions en cours avec l'Allemagne, la Hollande et la Belgique.

❑

SHARP

Promouvoir le mouvement SKINHEAD originel, retrouver l'esprit qui animait les SKINHEADS en 1969 ; tel semble être le but du SHARP (SKINHEAD AGAINST RACIAL PREJUDICE), association créée aux Etats-Unis par des SKINHEADS new-yorkais opposés aux NAZIS et aux RACISTES, relayée en Angleterre par RODDY MORENO (ex : Oppressed, actuel RUDE BOYS).

Il semblerait qu'en France aussi de jeunes rasés se sentent concernés par la présence très forte de l'extrême droite de leur mouvement. Leur travail de base, semble être actuellement basé uniquement sur l'information et sur la diffusion du produit SHARP, et ce afin que l'on puisse faire la différence entre SKINHEADS NAZI et SKINHEAD n'est pas toujours évident. Le SH des badges reprenant le logo lesquels il tente de se démarque trouve vite ses limites et ses co interview (interview de Roddy MOR de tract par des gens se réclam personnage interviewé se déclare a ajoute dans cette même interview que le mouvement SKINHEAD ne doit pas être politisé ?!

Il s'agirait d'être clair ! Il faut combattre le racisme pour ce qu'il est avec tout ce que cela implique, et non pas combattre les racistes uniquement pour pouvoir continuer à s'habiller en SKINHEAD dans la rue sans avoir d'embrouilles. Ce serait moins hypocrite !

Un autre tract émanant lui de SHARP FRANCE, semble lui plus sérieux, avec un discours nettement plus clair et cohérent au niveau de l'anti-racisme et de l'anti- fascisme : "le mouvement SKINHEAD est un mouvement multiracial, les nazis se sont appropriés un look et une musique qui ne leur appartiennent pas, c'est à nous les SKINHEAD conscients de nos racines, de montrer que les FAFS n'ont de SKINS que le nom, que leurs valeurs sont archaïques et ne sont que le reflet d'une totale incompréhension du monde qui nous entoure".

Et cela finit par :

"TOUS ENSEMBLE CONTRE LES FASCISTES UNISSONS NOUS ET FOUTONS LES DEHORS"

OK ! Messieurs les SKINHEADS anti-racistes, les bases du mouvement sont jetées, il s'agit maintenant de passer à l'acte !!!

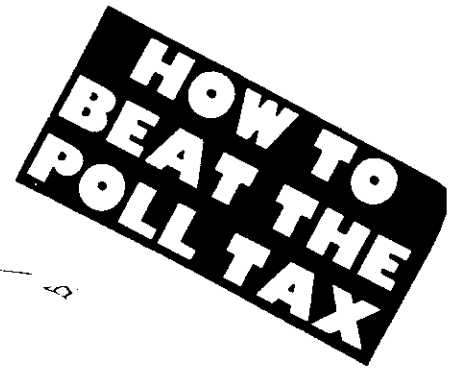
SHARP FRANCE
Sylvain TROTTA
rue de Boisville
60850 Saint Germer de Fly

La PoLL Tax :

"Mon Royaume

Pour un Impôt"

Notre Envoyé Spécial
Billy Idle
nous a fait parvenir
quelques
infos sur la Poll Tax



Un historique des conflits

Au pays de l'épicière qui se voulait reine, tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes possibles, jusqu'à cette fameuse affaire de la Poll Tax déclenchée fin 1988.

Depuis l'écrasement de la grève des mineurs de l'hiver 85/86, l'Angleterre prolétaire semblait subir défaite sur défaite et attendre, résignée, la retraite politique de la Dame de Fer... prévue pour l'an 2000. Du moins, c'est ce que les chiffres officiels laissaient supposer :

- perte du titre de champion du monde des journées de grève, partagé avec l'Italie, aujourd'hui par l'Espagne "socialiste",

- augmentation énorme du nombre de personnes vivant au seuil de la pauvreté (on the "breadline")

- suppression des aides au logement pour les personnes agées et les jeunes travailleurs vivant en foyer-hôtel,

- suppression des crédits pour le secteur hospitalier public et contrôle policier des demandeurs d'emploi réclamant l'allocation chômage (350 francs par semaine),

- démantèlement de secteurs entiers de l'industrie traditionnelle (mines, chantiers navals, sidérurgie) et mises au rencart de régions entières (Nord-Est, Ecosse) au profit exclusif du Sud-Est en vue de l'Europe de 1993,

- privatisations à outrance (Télécoms, British Steel, gaz, eau).

Pourtant, dans les trois dernières années, le salaire ouvrier augmentait plus vite que le taux d'inflation ce qui indiquait une résistance ouvrière réelle que confirmait certains conflits sectoriels de longue durée : techniciens-ouvriers des plateformes pétrolières (octobre 89), ambulanciers (novembre, décembre 89).

Mais alors que ces affrontements restaient localisés, la création d'un nouvel impôt payable par tête va provoquer la plus grande agitation sociale qu'ait connue la Grande-Bretagne depuis les années 70.
Pour comprendre l'ampleur de la violence de la contestation, quelques explications semblent nécessaires [1] :

- La particularité de la Poll Tax réside dans le fait qu'elle est le seul impôt direct payable par chaque individu majeur qui ne tienne aucun compte des revenus ou du

patrimoine.
Les conséquences de son application sont donc dramatiques pour les catégories les plus pauvres exemptes de l'impôt sur le revenu (chômeurs, retraités, handicapés, scolaires),

- destinée à remplacer la taxe d'habitation ou impôts locaux, fonction de la ville, du quartier, de la superficie du logement et de son confort, elle pénalise encore plus ceux qui n'ont qu'un bas revenu et qui vivent déjà dans des conditions précaires,

- s'appliquant à tous, sans exception, elle frappe aussi durement les classes moyennes (commerçants, artisans) jusqu'ici fidèles supporters de Thatcher. Ainsi un épicier payera 2 fois l'impôt nouveau : pour son magasin et pour chaque membre de sa famille,

- étant collectée par tête, elle pénalisera les familles nombreuses principalement -immigrés - brisant les communautés familiales encore très soudées (Indiens, Pakistanais, notamment). Un chef de famille aura désormais intérêt à avoir le moins de personnes possible vivant sous son toit,

- appliquée aux étudiants résidant en chambres universitaires, elle accentuera encore plus la sélection par le fric très efficace outre Manche.

En résumé, la Poll Tax est la forme d'impôt la plus inique et inégalitaire qui soit dans un pays où la protection sociale, la médecine gratuite, l'imposition forte des plus riches et l'exonération des plus pauvres ont toujours été une règle d'or depuis les années 30 et 40.

Quand on remonte le cours de l'histoire

Ironie de l'Histoire, la première Poll Tax instituée en Angleterre remonte à 1377, sous le règne de Richard II. Elle avait entraîné alors des jacqueries et une révolte ouvrière menées par le prêtre John Bull et l'ouvrier Wal Tyler. Les leaders du mouvement périront pendus ou assassinés (1381) après une lutte féroce de plusieurs années qui verra notamment le saccage de plusieurs châteaux et palais et la prise provisoire du pouvoir à Canterbury, Maidstone et Londres. Aujourd'hui il est vrai, nous sommes en démocratie et de telles violences ne sauraient se produire puisque de telles injustices ne pourraient émaner d'un Parlement élu !!

Maggie persiste et signe...

Et pourtant, c'est à l'occasion de le tentative de l'application de la nouvelle Poll Tax, 600 ans plus tard, que l'Angleterre a connu le plus fort mouvement de désobéissance civile et les plus grandes manifestations de rue depuis 1926 (année de la grève générale). Habilement (?) Thatcher avait choisi de tester sa nouvelle politique fiscale et son pouvoir en décidant d'appliquer cet impôt d'abord à l'Ecosse - pas de risque pensait elle, le pays est peu peuplé, à genoux depuis la restructuration industrielle, et, de toute façon déjà hostile aux Conservateurs à 90 %. Aux législatives de 88, l'Ecosse avait en effet voté en masse pour les Travaillistes, ne laissant que 3 petites circonscriptions rurales aux Thatchériens.

Le résultat fut un échec cuisant pour Maggie, puisque 70 % des Ecossais refusèrent, et refusent toujours, d'acquitter l'impôt. Organisés par quartier, par branche syndicale, ils "oublient" massivement de se faire enregistrer ou renvoient les formulaires portant le seul nom de DONALD ! Les peines encourues : amendes, emprisonnement, suppression des droits civiques ne peuvent être appliquées en raison de la mobilisation populaire qui s'effectue à chaque venue d'un percepteur. Seule sanction applicable discrètement : la radiation des listes électorales, et cela est une des raisons qui explique le non effondrement des candidats conservateurs aux élections municipales de mai 90.

Malgré cet échec, Thatcher persiste et signe et instaure la Poll Tax à l'Angleterre et au Pays de Galles en 1990. La réaction sera encore plus vive puisque les personnes concernées passent de 3 millions à 40 millions.

La lutte dans la rue culminera avec des manifestations monstres à Londres fin mars 90 (200 000 personnes) qui tourneront à l'émeute au beau milieu du Londres touristique et commerçant (Picadilly Circu). Et l'émeute ne sera pas alors la seule émanation de petits groupes d'activistes du type Class War comme le prétendra le gouvernement mais bien l'expression de la rage de toute une population prolétaire.

Aujourd'hui, la loi reste lettre morte et l'impôt n'est pas payé par la majorité des Anglais et des Gallois. La résistance multiforme se poursuit et l'agitation des locataires, du Syndicat des Squatters, des syndicats de base est aussi relayée par des groupes punk, ska et hardcore radicaux tels WAT TYLER (!), CITIZEN FISH ou bien encore H.D.Q. Concerts de soutien, disques réalisés aussi bien par des rebelles que par des artistes de variété (on croit rêver...) se succèdent afin d'occuper tout le terrain médiatique et culturel.
Quant à l'opposition de sa Majesté, le parti Travailliste, il se garde bien de soutenir ce mouvement généralisé de désobéissance civile - cela pourrait être contagieux - et se contente de condamner mollement l'injuste impôt.
Ceci est la raison profonde de son demi succès aux élections municipales alors que les pronostics lui donnait 60 % des voix et une avance de 20 % sur les Conservateurs.

En réalité, la lutte, pour avoir quelque chance d'être victorieuse, ne peut passer par le Parlement mais dépend entièrement de la capacité d'auto-organisation des prolos, exclus et autres catégories victimes de l'ultra libéralisme là-bas, ou, de la rigueur sauce "socialiste" ici.

[1] cf. l'excellent article de Henri DAHMANI sur la première Poll Tax dans le n°1 de l'Autre Journal

❑

Dernière minute

POLL TAX : une association s'est créée à la suite de la manif de Trafalgar Square (31 mars 1990)

Nous venons de recevoir un dossier de l'Association de Défense des Inculpés (**Trafalgar Square Defendants' campaign**) qui s'est créée, suite à la manif de Trafalgar square, à Londres, le 31 mars 90, qui avait réuni autour de 200 000 personnes.

La manif avait débuté dans la bonne humeur, mais les charges de la police montée sur le sit-in devant Downing street et plus tard sur Trafalgar square, l'avaient transformé en nuit d'émeute à la fin de laquelle 409 personnes avaient été arrêtées.

La police métropolitaire s'est investi à fond dans l'affaire ! : 125 officiers de police à plein

temps, et surtout 90 heures de video et 30 000 photos réalisées, à partir desquelles 39 personnes de plus ont été inculpées.
Et, pour la 1ère fois, le ministère public a monté un service spécial pour s'occuper des procès.

Cette association s'est créée le 3 mai 1990, ne dépend d'aucune organisation politique et a pour mot d'ordre le soutien inconditionnel de tous les accusés sans exception.
Elle a été montée par les accusés, sympatisants et avocats impliqués pour coordonner la défense des inculpés.

Il s'agit pour l'association :

- de réunir le maximum d'informations,

- de faire toute la vérité sur les événements qui ont conduit à cette manif,

- de faire connaitre les conditions scandaleuses du déroulement des procès (lourdes sentences pour des délits mineurs : fortes amendes, conditions draconniennes de mises en liberté sous caution, divergences impensables entre les décisions rendues par les différents tribunaux concernés, etc... Bon nombre d'accusés, en particulier ceux n'habitant pas Londres, ont du plaider coupables par manque d'argent,

TRAFALGAR SQUARE DEFENDANTS' CAMPAIGN

THE NATIONAL DEFENCE CAMPAIGN FOR ALL THOSE ARRESTED AS A RESULT OF THE 300,000 STRONG ANTI-POLL TAX DEMONSTRATION ON MARCH 31ST

COLLECTION SHEET.

(PLEASE PHOTOCOPY FOR STALLS, MEETINGS ETC.)

We are concerned about the arrests of over 400 protestors at the March 31st national anti-poll tax demonstration in London, attended by 200,000 people.

WE CALL FOR ALL CHARGES TO BE DROPPED

Name	Address	Donation

DONATIONS ARE URGENTLY NEEDED.

YOUR NAME AND ADDRESS WILL BE USED FOR CAMPAIGN PURPOSES ONLY AND NOT PRESENTED TO THE AUTHORITIES

Please return, along with monies collected to:
TSDC, c/o The Haldane Society of Lawyers, Panther House, 38 Mount Pleasant, London WC1X OAP

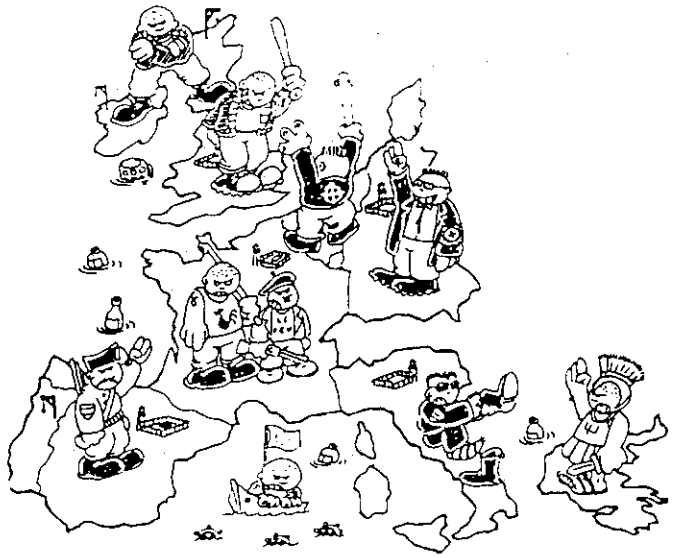
- l'attitude inadmissible de l'ensemble des media tant au niveau de leur compte rendu sur la manif que du déroulement des procès. Ils se sont fait les complices d'une véritable chasse aux sorcières. Une certaine presse a fait d'individus ou groupes des boucs émissaires en diffusant leurs portraits

Elle exige l'abandon de toutes les charges pesant sur les accusés et demande le soutien de tout le mouvement Anti Poll Tax et de ses sympathisants

L'association a besoin d'un soutien financier important (50 000 £ au minimum) pour aide à payer la défense, les tracts et brochures diffusés, etc...

❑

Pour toute demande d'information, et pour tout soutien financier, vous pouvez vous adressez à :
Trafalgar Square Defendants' Campaign
c/o Haldane society lawyers, Panther House,
38 Mount Pleasant,
London WC1X OAP



Ce dossier n'a pas la prétention de faire un tour d'horizon complet de l'antifascisme en Angleterre, mais de présenter certaines de ses composantes ; nous vous renvoyons aux autres numéros de votre journal favori, notamment le numéro spécial Europe, paru en février 1989.

Nous ne pouvions pas conclure ce dossier sur l'antifascisme en Angleterre sans avoir une pensée fraternelle pour notre camarade Leo Rosser, militant antifasciste de Black Flag et du DAM, qui nous a quitté récemment, ainsi que pour Louise, sa compagne, et tous ses amis et camarades !

Hasta luego, Leo, the fight is going on !

L'EUROPE DES FLICS

La signature des accords de Schengen, prévue initialement le 14 décembre 1989 a été reportée. On a pu faire croire à la fin d'un projet visant à la mise en place d'un système sécuritaire, élaboré en secret, aux mains de la police et des administrations.

En fait, le désaccord, à l'origine de cette annulation, loin de les remettre en cause, ne visait en fait pour l'Allemagne de l'Ouest qu'à faire accepter à ses autres partenaires (la France, la Belgique, le Luxembourg et la Hollande), l'intégration de la RDA (notamment en ce qui concerne la libre circulation des personnes) au projet Schengen.

Ce point accepté, tout rentrera dans l'ordre et l'on nous annonce d'ores et déjà sa signature définitive pour le 29 juin et sa mise en application, au plus tôt, pour janvier 1992.

Les réactions ayant été faibles, voire inexistantes, et le climat actuel européen (montée des nationalismes, politiques anti-immigrés, importance de l'extrême-droite) l'ayant plutôt conforté, ses promoteurs n'ont plus aujourd'hui de honte à annoncer le véritable objet de ce traité :

"La libre circulation posant plus de problèmes de coopérations policières que de contrôles aux frontières" dixit le cabinet d'Edith Cresson, ministre des Affaires étrangères.

Mieux, ce traité regroupant le noyaux dur de l'Europe a permis, toujours selon Hubert Blanc le coordinateur français de Schengen *"à certains pays de prendre conscience des problèmes de sécurité"*, tels les pays du Sud de l'Europe, au point qu'une *"véritable aide au développement sécuritaire"* va être mise en place par les Etats du groupe de Schengen.

C'est déjà chose faite par exemple entre la France et l'Italie. C'est ainsi qu'au mois de mars, s'était tenue, à Nice, sous la présidence du préfet des Alpes Maritimes, une réunion où les représentants des polices françaises et italiennes avaient jeté les bases de cette nouvelle collaboration.

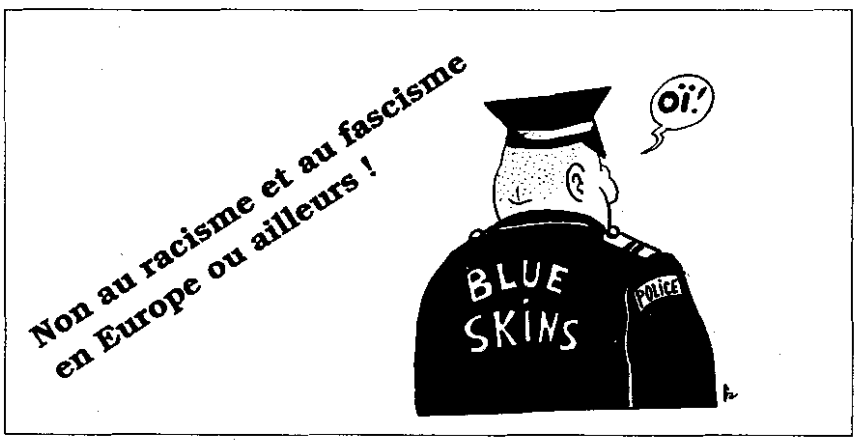
Au mois de mai, à l'issue de leur seconde table ronde, organisée à Rome, Yvan Olivier et M. Parisi, directeur général de la police italienne, annonçaient enfin une série de mesures contre l'immigration clandestine entre Menton et Vintimille. Désormais, et Rome a attendu cette réunion pour le confirmer, la police italienne sera habilitée à refouler immédiatement tout étranger originaire des pays du Maghreb qui ne serait pas muni d'un visa. Cette mesure entrera en vigueur dès le mois de juin et représentera la clé de voute de cette nouvelle coopération. L'Italie est même prête à engager l'armée au contrôle des frontières.

Mr Parisi a aussi confirmé que son gouvernement ferait pression sur la société qui gère l'autoroute des Fleurs en territoire français. Celle-ci devra rapidement rendre imperméable cette voie qui est l'un des deux "passages de choix" entre l'Italie et la France. Tandis que la société de transport ferroviaire italienne s'engage à réaménager la gare de Vintimille de manière à mieux contrôler les voyageurs qui y passent. Enfin le dernier point de l'accord réside dans la création d'un commissariat commun à Vintimille dès le mois de juin, comme il en existe déjà entre la RFA et la France sur le pont de Kiel en Alsace. L'Espagne, désireuse de s'intégrer à Schengen, n'aura elle aucune difficulté à être acceptée ; la collaboration franco-espagnole dans la chasse aux réfugiés basques fonctionnant parfaitement depuis plusieures années.

Ainsi tous les pays hors Schengen, devront choisir, soit rester en dehors et être marginalisés économiquement et politiquement soit adhérer sans conditions aux accords définitifs.

Un premier pas vient d'être franchi dans ce sens, lors du dernier sommet européen de Strasbourg en décembre 1989 où il a été prévu dans le communiqué final, une harmonisation à douze cette fois du droit d'asile d'ici à la fin de 1990. Rappelons que dans le cadre de Schengen, toute demande d'asile rejetée par un des partenaires, est automatiquement refusée par les autres.

Concrètement cette "harmonisation" signifie que l'accord de Schengen va être appliqué par toute l'Europe. Mais il est clair aussi que la politique sécuritaire de Schengen et de toutes une série d'initiatives parallèles (Trévi, club de Vienne etc...) contrairement à une opinion largement répandue n'est pas uniquement destiné contre les réfugiés et les immigrés du Tiers Monde, mais vise également tous les citoyens "hors normes" de l'Europe. D'ores et déjà, les polices européennes mettent en



commun leurs fichiers pour définir cette population à surveiller.
C'est le SIS ou système informatique de Schengen. Dans un premier temps, il aura la capacité de ficher 880 000 personnes. Ce fichier sera ensuite élargi dans l'esprit de la sécurité allemande à 5,5 millions de personnes.
Rappelons que outre *"les criminels recherchés"*, les étrangers indésirables, les demandeurs d'asile qui se sont vus refuser le statut, s'y ajoutent également les personnes *"dont le comportement ou le mode de vie paraissent suspects"*.
Les expériences faites avec le fichier allemand de la lutte anti-terroriste (APIS) constituent déjà un précédent. APIS est utilisé dans tous les cas "d'incidents" présumés politiques. Un an après sa création, en 1986, 29 000 personnes étaient déjà fichées, 5 700 organisations et 83 000 "incidents" répertoriés. C'est ainsi que par exemple, de nombreux opposants au recensement de 1987 ont été fichés, comme ce citoyen, dont le seul crime était d'avoir écrit à la peinture sur les murs *"seuls les moutons se laissent compter"*.
Le système APIS est installé à Wiesbaden, siège de la BKA (police criminelle) et doit être intégré à terme dans le SIS. Selon des informations encore officieuses, le SIS devrait avoir également son siège à.....Wiesbaden.
Alors que les Etats et les fascistes s'organisent, se coordonnent, se structurent, il est de plus en plus urgent de développer les relations entre les différents groupes qui travaillent sur les taules, le fascisme, le logement etc.....
Différentes rencontres ont déjà eu lieu (Transnationales pour l'Autonomie par exemple), d'autres sont en préparation (Rencontre Européennes des Groupes Anti-fascistes Radicaux). Des luttes sont là pour nous montrer (Comité des Mal Logés) que nous avons les moyens de développer et populariser nos actions. A vous de jouer !

"Stop bavure !"

Une cinquantaine de militants du Scalp Suisse ont manifesté pour crier leur désarroi face "à l'insécurité organisée par les flics, militaires, douaniers, et couverte par les dirigeants" après le meurtre d'un jeune abattu le 8 avril par un garde-frontière à Fossard. Qu'aurait-on dit si cela s'était passé au Mur de Berlin ?

Prise d'empreintes digitales

Cas d'une vérification d'identité où la personne interpellée refuse de décliner son identité.
Dans ce cas l'accord du procureur de la république ou d'un juge d'instruction est nécessaire. Le refus de se laisser prendre ses empreintes digitales peut être puni d'un emprisonnement de 10 jours à 3 mois de prison et d'une amende pouvant aller jusqu'à 15 000 F. Si la vérification n'a pas de suites juridiciaires, les éléments recueillis (empreintes digitales, ou photos) doivent être détruits dans les six mois.
C'est la seule possibilité pour la police ou la gendarmerie de prendre photos et empreintes digitales d'une personne. Or, quotidiennement, la police prend les empreinte digitales et les photos de suspects, de personnes interpelées, ou de simples manifestants ramassés à la suite de manifs.
On peut refuser, et ce n'est pas une infraction (arrêt du 17 mai 1971 de la cour d'appel de Paris). Malheureusement les policiers sont friands de ces informations, et tentent par la force de prendre photos et empreintes. (Denis Langlois dans son **guide du citoyen face à la police**, la Découverte, cite p. 156 le Guide professionnel de la gendarmerie qui recommande aux gendarmes de *"se placer devant le sujet (son bras immobilisé sous votre propre bras), en lui dissimulant les opérations, ce qui réduit au minimum les risques de réaction"*.

Informatisation des empreintes digitales
Un décret du 8 avril 1987, a donnée l'autorisation de créer *"un fichier automatisé des empreintes digitales"*.
C'est la société Morpho-systèmes qui élaborera celui permettant la digitalisation des empreintes digitales, leur stockage sur des disques optiques numériques.
Chaque empreinte est résumée en une centaine de points caractéristiques.
Ce système permet d'identifier en une minute, un suspect et ensuite de comparer les images des empreintes digitales. Le ministère de l'Intérieur s'est équipé début 1988, du logiciel de Morpho-systèmes après que la commission (alibi) national de l'informatique et des libertés ait donné son accord, indiquant que seuls les condamnés pourront être fichés, et que le fichier devrait être régulièrement nettoyé.
Composé au début de quelques milliers de fiches de *"terroristes ou de criminels les plus dangereux"* (28 000 personnes en avril 1989), il ne devrait atteindre sa pleine capacité qu'en 1992. A titre de comparaison, un système équivalent mis en service à Tacoma dans l'Etat de Washington permet de ficher jusqu'aux petits cambrioleurs. La société Morpho-systèmes nous concocte une nouvelle invention Big Brother, un système informatisé de portraits robots qui permettront la comparaison du portrait robot avec une banque de données de photos numérisées.

Les victimes en garde à vue

MARSEILLE, nuit de mardi à mercredi 30 mai. Ils sont quatre membres des JC et du Scalp Marseille. Ils ont participés à une émission de Rock alternatif à Radio Gazelle, radio de la communauté immigrée marseillaise, situé quartier Belzunce. Vers quatre heures et demi, ils décident d'aller prendre l'air, l'émission durant de 22 heures à 7 heures du matin. "Il était 5 heures et quart environ, nous revenons vers radio-Gazelle. Soudain dans une rue sombre, nous sommes trouvés face à une dizaine de skinheads. Ils nous ont branchés tout de suite. De toutes façons on portait nos badges, le pied de la marche pour les JC, un autre *"le Pen hors des médias"*, *"Lénine...."* *"Vous êtes des communistes ? Nous on est anti communistes et fascistes..."* Et puis tout de suite ils ont attaqué. On s'est défendu mais à quatre contre dix on ne pouvait pas faire grande chose. Soudain j'ai pris un coup de tournevis à la cuisse, Vincent à l'artère fémorale sectionné, il réussit à échapper aux skins en rejoignant un endroit clair où il y a du monde. Il sera secouru par les pompiers appelés par les témoins et emmené à l'hôpital. La suite commence à devenir familière. La police arrive alors à l'hôpital où ses trois copains ont accompagné le blessé. *"Venez avec nous au poste, cela va durer 10 minutes. C'est pour prendre vos déclarations."* En fait de déclaration, les 3 copains de Vincent vont être traités comme des coupables et retenus pendant 5 heures dans les locaux de la police avec le grand jeu : contraints de se déshabiller, ils ont été fouillés à corps et maintenus menottés à l'isolement. Ils seront retenus durant 5 heures dans cet état dans les locaux de la police *"pour les nécessités de l'enquête"* leur affirmera-t-on. A l'hôpital ce n'est guère mieux. Vincent ne doit qu'à sa blessure de ne pas être menotté mais deux gardiens de la paix se tiendront près du lit jusqu'à ce qu'un policier en civil ne vienne prendre sa déposition.

Vincent a passé quatre heures sur la table d'opération. Sa jambe a été ouverte sur 20 centimètres de long. Il lui faudra un mois de rééducation avant de pouvoir remarcher normalement.

A Marseille la FPIP (syndicat policier d'extrême droite) a fait son meilleur score national 10% et dans les commissariat il n'est pas rare de voir le flic de service lire National Hebdo.

Certains croient toujours à la "police démocratique". Les déclarations de certains policiers (voir brèves) et cette affaire sont là pour rappeler que la "démocratie" s'arrête au seuil des commissariats.

C'est rien chef, c'est un bon tabassage !

Le responsable marseillais du MRAP a écrit à Pierre Joxe, après les propos scandaleux tenus par un commissaire de police lors des récents travaux de la Commission d'enquête sur le racisme et la xénophobie du Parlement européen le 19 avril *"en présence de plusieurs députés européens, Mlle Ouakni Sara, commissaire de police chargé de mission auprès de votre ministère à Paris qui accompagnait la commission a déclaré qu'il y a des mauvais tabassages de police et de bons tabassages en bonne et due forme"*. Ces propose selon le responsable du MRAP ont beaucoup ému les participants aux travaux d'autant que Mlle SARA *"s'est exprimé avec un sérieux et une franchise sans pareil"*.

Pendant la guerre d'Algérie, on a aussi justifié la torture.

Le fichier oublié

La découverte début février de 3 décrets autorisant le fichage des opinions politiques par les RG avait fait grand bruit. Au point d'entrainer l'annulation de deux des trois décrets en questions. Deux seulement car le gouvernement a simplement "oublié" d'annuler les mêmes dispositions concernant le ministère de la justice. Il s'agit du décret 90 - 115 du 2 février dernier et qui stipule "Les juridictions de l'Ordre judiciaire et de l'Ordre administratif sont autorisées pour l'exercice de leur mission à mettre ou à conserver en mémoire informatisée les données", qui font apparaître directement ou indirectement, "les origines raciales ou les opinion politiques, philosophiques ou religieuses et les appartenances syndicales des partis au litiges".

Comme d'habitude c'est l'écran de fumée. Ce qui n'est pas admissible pour les RG le serait pour les magistrats ? C'est d'autant plus troublant que le ministre de la justice a décidé d'informatiser le cahier judiciaire de Nantes dont la gestion doit être profondément remaniée au terme d'un projet bien avancé. Ainsi les services de police et de gendarmerie auraient directement accès au casier judiciaire en temps réel, en contrepartie d'un abandon de leurs fichiers actuels. Ils devraient simplement s'engager à ne pas mémoriser les renseignements qu'ils obtiendraient de casier judiciaire national situé à Nantes. En clair l'actuel "Sommier de police technique" tenu par le ministère de l'Intérieur serait remplacé par un accès permanent au casier judiciaire dont on sait qu'il comporte plusieurs niveaux, de la contravention aux crimes et que des millions de citoyens y figurent.

Bref d'une manière indirecte on donne le droit pour l'ensemble des services de répression de disposer d'un fichier informatique dans lequel sera consigné l'opinion des gens.

Quant à l'engagement réclamé aux policiers et aux gendarmes de ne pas stocker les renseignements obtenus, on rigole.

Merde à Vauban !

Après avoir donné la parole à la CPR (Commission prison-répression), l'APAD (Association des parents et amis de détenu-e-s), nous la donnons cette fois-ci à une nouvelle association la COPEL (Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte).

Organiser la révolte pour vaincre

A Lille, Douai, Nice, Angers, Béthune, Metz, Bois-d'Arcy et ailleurs encore, les prisonniers ont de nouveau fait fortement entendre leur voix. La vague déferle et c'est à l'évidence un nouveau cycle de lutte qui s'ouvre après plus d'une année de mûrissement. Samedi 28 avril, au terme de la promenade de l'après-midi, cinq cents détenus de la maison d'arrêt de Loos-lez-Lille (Nord) - qui abrite 1 100 détenus pour 548 places - sont entrés en révolte. Ce sont d'abord les 137 prisonniers de la section D, celle des prévenus, qui ont refusé de remonter en cellule. Ils ont immédiatement été rejoints par les 370 détenus du bâtiment central. Après avoir saccagé le garage et l'atelier de menuiserie, et déclenché un incendie, les rebelles sont montés sur les toits d'où ils ont bombardé de projectiles les flics et pompiers accourus en masse : soixante hommes de la police urbaine de Lille, renforcés par le Gipn, puis par trente gendarmes et quatre-vingt-dix Crs. Les dégâts causés furent considérables puisqu'ils se chiffrent à dix millions de francs : tous les téléviseurs, les serrures et les sanitaires détruits, 175 cellules dévastées, etc...

Soulèvements en chaîne

Les revendications des mutins portaient sur la réduction du surpeuplement, sur la durée de la détention préventive et sur des améliorations matérielles de la vie quotidienne. Ils exigèrent de plus l'assurance qu'il n'y aurait pas de poursuites contre eux. Les prisonniers ne devaient finalement se rendre que le lendemain matin, après avoir passé la nuit sur les toits et avoir obtenu la garantie qu'il n'y aurait pas de représailles. Cela ne devait pas toutefois empêcher le procureur de la République, Mr Jean Géromini, de déclarer que "la situation de chacun serait examinée en fonction de sa participation au mouvement". On ne peut être plus clair. Dès le lendemain, on apprenait en effet qu'une trentaine de prisonniers avait été placée en quartier disciplinaire, dont seize présumés "meneurs" en quartier d'isolement. Certains d'entre eux avaient été transférés vers d'autres établissements.

Mais, quelques heures plus tard, soixante quinze des 540 détenus de la maison d'arrêt de Douai, toujours dans le Nord, se révoltaient à leur tour. Là encore, les revendications portaient sur les conditions de vie et d'hygiène, ainsi que sur la lenteur des procédures judiciaires. Après avoir incendié un baraquement, ils grimpèrent sur les toits pour finalement se rendre dans la soirée.

Mais dès le lendemain, le mouvement reprenait et s'élargissait puisque 150 prisonniers refusaient de remonter de promenade et montaient sur le toit d'un préau. Leurs revendications portaient à la fois sur des problèmes locaux et sur les principales exigences communes au mouvement carcéral national. Après qu'une délégation eut été reçue par le procureur de la République et le sous-préfet, la police donna brutalement l'assaut. Ce qui eut pour effet immédiat que les détenus de Loos-Lez-Lille déclenchèrent un "chahut" de solidarité. Et, sans surprise, à Douai aussi les sanctions tombèrent : 25 rebelles ont été transférés vers les maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) et de Rouen (Seine-Maritime), où ils purgent des peines de mitard.

Des formes de lutte multiples

Dans le même temps, à la maison d'arrêt de Nice - 980 détenus, dont 60 femmes et une quarantaine de mineurs, pour 280 places - 150 prisonniers sont, par deux fois lundi 30 avril et mardi 1er mai, restés durant deux heures sur le terrain de sport après la fin de la promenade. Ils n'ont réintégré leurs cellules qu'après l'intervention des forces de police. Mais, le soir ils organisaient "un chahut" ameutant les riverains et frappant avec les gamelles contre les portes et les fenêtres des cellules.

Mardi encore, à la maison d'arrêt d'Angers - 280 détenus pour 500 places -, 27 détenus refusent de rejoindre leurs cellules au terme de la promenade. Une quinzaine d'entre eux occupent les toits durant deux heures. Le même jour à Béthune, - 369 détenus pour 215 places - c'est une nouvelle forme de lutte qui est utilisée par les prisonniers rebelles : la "grève escargot". Elle consiste à retarder d'une demi-heure les retours dans les cel-

"DENONCE TON VOISIN, LE MAUVAIS CITOYEN
QUI A VOLE DU PAIN, PARCE QU'IL AVAIT FAIM
NOUS N'SOMMES PAS DES PUTAINS
SOUV'NEZ VOUS D'JEAN MOULIN
IL N'EST PAS MORT POUR RIEN
REFUSONS D'ETRE DES CHIENS"
Berurier Noir

lules à l'issue des promenades. Mardi 1er mai toujours, 119 détenus de la maison d'arrêt de Bois d'Arcy (Yvelines) refusent de regagner leurs cellules à l'issue de la promenade de l'après-midi. L'intervention des importantes forces de police - 250 policiers, CRS et gendarmes - dépêchés pour l'occasion est brutale, malgré que les prisonniers ne manifestent aucune agressivité - puisque 4 des rebelles ont été blessés. 13 d'entre eux son immédiatement placés en isolement et certains sont transférés.

Mercredi 2 mai, à la maison d'arrêt de Metz Queleus (Moselle), une trentaine de détenus parvenaient à monter sur les toits. Le même jour à Angers, pour la seconde fois, une vingtaine de prisonniers tentèrent d'accéder aux toits mais durent s'affronter aux forces de police. Le lendemain, le mouvement touchait cette fois les établissements de Draguignan, où 49 prisonniers refusaient de regagner leurs cellules, et de Bourgoin-Jallieu.

Une révolte profonde et durable

Ces manifestations, pour spectaculaires qu'elles soient, ne sont pas les seules à exprimer la profonde et durable révolte qui s'étend chaque jour un peu plus dans la grande masse de la population pénale de France. Ainsi, dans la dernière période, on a pu assister à un mouvement concerté de dépôt massif de demandes de mise en liberté provisoire qui a touché - et touche encore - les établissements des Baumettes à Marseille, de Loos, d'Ajaccio, de Nices, de Nantes et d'ailleurs encore. Sous des formes moins spectaculaires, chaque jour, quelque part en France, des détenu (es) expriment leur volonté de lutter pour le respect de leur dignité et la conquête de nouveaux droits. Cette fois, l'Administration pénitenciaire, la Chancellerie et le gouvernement seront vien en mal d'attribuer la responsabilité du soulèvement à quelques "meneurs", commodes boucs émissaires chaque fois brandis.
Depuis près d'un an, les prisonniers qui osent se rebeller et combattre l'arbitraire carcéral sont systématiquement traduits en justice. A Ensisheim, Besançon, Poissy, Moulins, Reims et tout récemment Châteauroux, c'est par de lourdes peines supplémentaires d'emprisonnement que la place Vendôme a cru pouvoir enrayer l'extension de la nouvelle conscience apparue depuis 1985 au sein du mouvement de lutte carcéral.

Les initiatives de lutte de ces dernières semaines expriment combien de prisonniers (es) rebelles se sont peu laissés (ées) impressionner par ces mesures qui se voulaient dissuasives. Leur réponse est sans la moindre ambiguïté : ils savent que c'est par la lutte résolue, et surtout par l'organisation de celle-ci, qu'ils obtiendront la satisfaction de leurs revendications.

S'organiser

C'est pourquoi, la Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte (extérieur), en plein accord avec les militants de la Copel (intérieur) qui œuvrent dans les lieux de détention, appelle au renforcement et à la multiplication des Comités de lutte : dans tous les établissements, dans chaque division, quartier, section ou coursive, les prisonniers (es) rebelles doivent se regrouper à la base, organiser ensemble l'offensive collective contre ce régime qui institue des peines de 30 ans, qui remplit les quartiers de l'isolement total, qui traîne en justice les prétendus "meneurs", même lorsqu'ils ont eux-mêmes été tabassés, et qui relaxe ou condamne à des peines symboliques les flics flingueurs et s'auto-amnistie de délits qui coûtent des milliards de francs à la collectivité nationale.
Nous n'avons cessé de le dire et nous le répétons encore : dans leur lutte pour la conquête de nouveaux droits et pour la destruction de la prison, dans la mise en place de leur organisation collective malgré les difficiles conditions de clandestinité auxquelles les contraint le totalitarisme pénitenciaire, les prisonniers (es) rebelles ont indéfectiblement à leurs côtés les ex-détenus (es) qui se sont regroupés (ées) dans la Copel pour lutter avec eux.
Pour tout contact COPEL c/o Octobre B.P 781 75124 Paris cedex 03. Tél. : 42 29 86 89.

Témoignage sur les quartiers d'isolement

Dans la banalité des faits divers, dès ce jour nous allons prendre une place généreuse. Pour autant, nous ne vous remercions pas de votre invite à comparaître devant votre juridiction car nous connaissons le prix à payer des débats qui ici, en certaines occasions, s'instaure entre entre accusés et juges. Aujourd'hui nous avons quelques difficultés à cerner précisément le sens véritable de votre réunion dans ce box à la composition de votre cour. Nous avons le sentiment d'abriter en nous un éloignement entre notre réalité, la vôtre, et la nature des faits qui nous sont reprochés.
Notre réalité est l'enfermement, la difficulté à exprimer nos idées, tout simplement parce que les idées en prison font trop souvent l'objet d'une censure ou pis pour les avoir exprimées nous sommes réprimés, jetés dans les quartiers d'isolement, dans les cachots, ces endroits où l'air ne s'infiltre pas, où le soleil n'est qu'à la portée de l'esprit d'où submerge la figurante illusion d'exister. Pour juger, vous le savez, il est nécessaire de comprendre et vous comprendrez que nos poignets sont liés dans le dos, que nous sommes face à un tir tendu. (...) Notre réalité porte des noms qui sont, parmi d'uatres : attentes, survie, angoisses, absence,drame, parfois torture ....

Lu par Caillaud, mutin de St Maur lors de son jugement à Chateauroux.
CAIC 29 rue Stéphenson 75018 Paris

D'Est en Ouest
le fascisme s'étend...

A l'Ouest, les "révolutions" de l'Est ont été accueillies avec plaisir. Démocratie, économie de marché, liberté politique étaient les leitmotiv des discours suivant la chute du Mur de Berlin ou la fin de la dictature Ceaucescu. La vision mirifique des nouveaux régimes s'entache pourtant chaque jour de problèmes nouveaux et de situations non-contrôlées. De l'unification allemande à la velléité d'indépendance de la Lituanie, des affrontements inter-ethniques en URSS aux revendications d'autonomie posées par les peuples en Roumanie ou en Tchécoslovaquie, la question des nationalités se pose avec encore plus d'acuité que dans les pays européens. Tout ceci sur des fonds xénophobes et racistes non dissimulés, voir même revendiqués. Dans les années à venir le risque de voir les forces nationalistes, réactionnaires et fascistes dans les pays de l'Est s'emparer du pouvoir est loin d'être négligeable. La construction d'une Europe "blanche" chère à nos extrêmes droites européennes trouve là de précieux atouts. Informer, prendre des initiatives, échanger avec les groupes des pays de l'Est doit devenir dans les années à venir pour le mouvement radical et alternatif une nécessité pour construire une résistance qui sur des bases fédéralistes s'opposent à l'Europe du capitalisme et de la xénophobie.

Le texte qui suit sur l'antisémitisme en URSS a été traduit du journal anglais "The Guardian". Dans les prochains numéros, nous essaierons de faire un état dans chaque pays de l'Est des forces fascistes et réactionnaires.

"Mort aux juifs", peut-on désormais lire en immenses lettres peintes sur les murs de certaines villes soviétiques. A Léningrad, une école secondaire a fait l'objet d'un article de la "Literatournaïa Gazeta" dominée par des membres de la société "Pamiat" (la mémoire), il n'y est pas rare que des enseignants voir même le chef d'établissement se permettent d'appeler garçons ou filles au "nez suspect", "Sale Youp", etc.
Dans son dernier numéro de 1989, ce même journal cite la lettre d'une moscovite âgée de 75 ans, "jamais auparavant je n'avais ressenti d'antisémitisme à mon égard. A présent, j'ai peur de sortir dans la rue, mes voisins me regardent méchamment, me malmènent et m'insultent."
Ce ne sont pas des exemples isolés mais des épisodes banals d'une alarmante montée de l'antisémitisme russe ces deux dernières années, tactiquement approuvée par les autorités et qui culmine au récent pogrom du Club des Ecrivains de Moscou.
Le Club des Ecrivains est un établissement des plus selects, gardé jour et nuit par des vigiles pour que personne n'infiltre les bars et restaurants bien approvisionnés. Toute cette surveillance n'a pas empêché quelques dizaines de membres de Pamiat d'y pénétrer sans laissez-passer, hormis peut-être leur carte de membres du Temple russe, organisation anti-juive du début du siècle, armés de mégaphones et de poings américains. C'était le 18 janvier 1990. La date n'était pas choisie au hasard, c'était celle de la réunion du groupe "Lorri", organisation progressiste pro-perestroïka. Certains écrivains sont juifs et elle est composée de gens de toutes nationalités : russes, georgiens, ukrainiens, etc.).
Pour Pamiat, ceux qui ne luttent pas contre les juifs sont des judéo-maçonniques....
"Sales juifs, bâtard, vous n'êtes pas des écrivains. Foutez le camp en Israël ! Maintenant nous sommes les maîtres de ce pays ni le KGB ni la milice ne vous aideront ! La prochaine fois on viendra avec des mitraillettes !" et à la suite de ce discours, la violence physique commença. Cassant verres, lunettes, frappant au visage, tordant les mains tout en hurlant le classique chapelet d'insultes.
Ils avaient raison à propos de la milice. Bien qu'immédiatement prévenue, elle a mis 40 minutes à venir et au lieu d'arrêter le pogrom, elle a escorté les troupistes de Pamiat jusqu'à la sortie, ignorant par le fait qu'ils venaient d'enfreindre plusieurs articles de la Constitution soviétique et du code criminel. Le leader du gang, Smirnov était attendu à la porte par deux hommes, en civil qui l'ont accueilli d'une accolade et sont partis avec lui.
Reviendront-ils vraiment armés la prochaine fois ? Certains pensent que oui. Le pogrom du Club des Ecrivains n'est qu'un élément d'une longue série.

En 1988, Krokodyl (journal satirique) a publié une série d'articles sur les nazis de Léningrad. Leurs activités étaient au début ignorées par les autorités. Ce n'est que lorsque les casseurs nazis ont détruit et profané le monument aux morts de la 2ème guerre mondiale dans la banlieue de Léningrad, que le responsable de la ville à l'idéologie, Mme Barionova, a été remplacée et rétrogradée... nommée à la tête d'une annexe du musée Lénine.

A la suite de cette série d'articles, la revue reçut plusieurs milliers de lettres : menaces, insultes provenant de tout le pays !
Voici la triste chronique des activités de Pamiat ces derniers mois : brochures antisémites envoyées à plusieurs rédactions moscovites, menaces de pogrom, manifestations anti-juives, publication d'un livre réactionnaire et chauvin sur l'essence de classe du sionisme, échauffourées place Pouchkine à Moscou (en face du Mac Do) où plusieurs personnes au visage suspect ont été roués de coup, attaques contre les datchas de l'intelligentsia juive en banlieue, publication d'un article intitulé "Russophobie" dans la revue "nach Sovremenick". L'auteur de cet article, l'académicien Igor Shafarévitch parle d'un "petit peuple" (les juifs) dominant un "grand peuple" (les russes). Des centaines d'articles ouvertement antisémites dans "Ligerarnaïa Rossia", "Nach Sovrémenik" "Molodaïa Gvardia" ((Jeune garde) bastions officiels de la presse antisémite. Pour ne citer qu'un exemple : Molodaïa Gvardia :"Non, nous n'aimons pas les juifs en URSS et on ne peut pas nous forcer à les aimer".
Ainsi, les racistes jouissent de privilèges de la presse officielle dans un pays où la Constitution interdit la propagande à la haine raciale. Assez tristement, la diffusion de Nach Sovrémérik a doublé et atteint presque un million. Avec un soutien aussi impressionnant, Pamiat se prend d'un accès de folie meurtrière. Le droit d'entrée d'un nouveau membre dans l'organisation se paye en donnant l'adresse de trois familles juives. Il semblerait donc qu'il se prépare une "Kayskrai Nacht" ou une "solution finale" sous un forme ou une autre.
En décembre 1989, Krokodyl publiait une édition spéciale anti-staliniste pour commémorer le centenaire de la naissance du dictateur. A la suite de quoi, la rédaction a été inondée de courrier antisémite leur demandant de laisser Staline en paix arguant du fait que seuls les juifs profitaient de son dénigrement.
Par souci de pluralisme, la classe dirigeant ne réagit pas. La vraie raison est que à ce stade de développement, la clique au pouvoir n'y peut rester que dans une atmosphère de tension sociale (jusqu'à un certain point seulement... cf. le 1er mai). Et ce n'est pas le meilleur moyen que de trouver un ou plusieurs boucs émissaires. Pourquoi les magasins sont-ils vides ? A cause des coopérateurs juifs rusés. Pourquoi la criminalité augmente-t-elle ? A cause des journaliste juifs qui enseignent à la pègre comment voler le pauvre peuple russe. "Ils ont ruiné le pays et maintenant ils s'enfuient en Israël. Nous ne les laisserons pas partir comme Trotsky cette fois : "nous les tenons avant" disait une lettre de lecteur à Ogoniok (revue progressiste).
Einstein disait "si les juifs n'existaient pas, il faudrait les inventer". Les événements sanglants de Bakou provoqués par la mafia du Parti contre les Arméniens en sont une éloquente confirmation.
Si pour réagir les dirigeants soviétiques attendent un génocide, ils vont bientôt l'avoir. Tout ressemble étrangement à la République de Weimar : crise économique et politique et un bouc émissaire pour satisfaire la soif du peuple. L'occident doit connaître et reconnaître la situation des juifs d'URSS qui ne peuvent ou ne veulent pas émigrer. Et pour aller où ? De toute façon, la seule possibilité c'est Israël qui les utilise pour occuper les colonies de Palestine.
Notons pour conclure le programme politique du Front patriotique russe (entre autres) :
- refuser tout poste de cadre de direction aux juifs et à leurs pareils
- interdire aux juifs et apparentés (???), d'écrire des thèses ou d'avoir une quelconque activité scientifique.
Ce programme était publié dans "Energetic" un journal moscovite de diffusion restreinte. Nul ne peut garantir que bientôt ce ne soit dans la Pravda ou les Izvestia.

Contre la réunification des deux Allemagnes

Le 12 mai 1990 à Francfort s'est déroulée une manifestation contre l'unification des deux Allemagnes. Un appel a été lancé et signé par de nombreux groupes syndicaux et politiques. D'autres groupes (les anarchistes, la gauche non dogmatique, le DKP (PC)) ont émis de nombreuses réserves sur le contenu de l'appel et ne l'ont pas signé tout en appelant à la manifestation en sein d'un "bloc internationaliste".
La manifestation a été la plus importante concernant l'unification des 2 Allemagnes. On a compté environ 8 000 manifestants.
Nous présentons ici des extraits de l'appel et des tracts du "Bloc internationaliste".

Appel

"Contre le nationalisme allemand
Contre la colonisation de l'Europe de l'Est et contre l'annexion de la RDA
Ce qui semblait hier impossible, se trouve aujourd'hui être le principal projet des partis politiques allemands : la réunification de la RDA et de la RFA avec Berlin comme capitale". (...)
"Ce projet n'est pas le seul fait de la coalition CDU/CSU-FDP (droite-libéraux) mais rallie le SPD et une partie des Verts sans oublier les Républicains". "Depuis l'ouverture du mur, tous s'adonnent à l'ivresse nationaliste et prônent l'unité allemande".
"Nous refusons tous les projets de "réunification" quelque forme qu'on lui donne (...) nous préconisons l'ouverture des frontières mais pas leur révision."
"De la confrontation capitalisme/socialisme, c'est le capitalisme qui semble l'emporter. Il est bon de rappeler que

capitalisme signifie crises économiques, chômage, oppression des femmes, racisme, exploitation des pays du Sud".

"On nous parle d'auto-détermination du peuple allemand alors qu'il s'agit d'une annexion de la RDA à tous les niveaux (les nouveaux partis est-allemand sont de pâles copies des partis de RFA, le syndicat ouest-allemand (DGB) lutte contre la charte syndicale de RDA qui garantissait de nombreux droits aux travailleurs).

Cette auto-détermination est à sens unique : la RDA peut se fondre dans la RFA mais ne peut la quitter sans affronter l'armée (clause 23 de la Constitution) ! (...)

"Contre le nouveau nationalisme"

"L'aide consentie à la RDA ne s'adresse pas aux autres pays de l'Est alors que certains comme la Pologne sont beaucoup plus pauvres" (...)

A terme une hégémonie allemande sur l'économie d'Européenne peut s'accompagner d'une dynamique unitaire inquiétante".

"Pour la classe politique, il s'agit de débarrasser le nationalisme de l'ombre de Hitler et de déculpabiliser les sentiments nationalistes des générations d'après-guerre". (...)

"Des discriminations contre les non-allemands"

"Des actes racistes ou des attaques violentes sont d'ores et déjà quotidiennes. On fait de plus en plus la différence entre Allemands et non-allemands. La notion du droit d'asile a presque disparue". (...)

"Pour deux Etats allemands"

"Nous nous engageons encore pour le bi-étatisme de la RFA et de la RDA pour une cohabitation paisible émancipatrice et solidaire des hommes et des femmes d'origine et de culture différentes". (...)

Anarchistes de Wiesbaden et de Francfort

"Il est déplorable qu'encore une fois, dans ce processus d'Allemagne Patrie unie" on ne consulte pas les minorités culturelles, sociales et sexuelles qui étaient auparavant les victimes de la nation allemande". (...)

"La réunification" menace aussi des acquis obtenus par les luttes : les femmes de la RDA sont menacées par des mesures restrictives par rapport à l'avortement (la loi de RDA est très libérale - NDT) ou par le retour forcé aux emplois précaires". (...)

"Il y a quand même un grand avantage : les variantes marxiste-léniniste du socialisme - c'est-à-dire la variante étatique et bureaucratique s'est effondrée !"

"La nouvelle loi d'immigration représente une attaque contre tous les réfugiés et immigrés. Cette loi donne tout pouvoir de décision au ministère national de l'intérieur et non plus au ministère régional. Les critères d'expulsions sont étendus : il faut par exemple prouver qu'on bénéficie d'un logement". (...)

"De plus en plus de femmes des pays de l'Est seront vendues sur le marché du mariage. Depuis la chute du mur, l'industrie porno est en pleine expansion". (...)

Groupe de la "gauche non dogmatique"

La protestation en RDA était dirigée contre une économie d'état et contre un ordre social inégalitaire. Elle était nourrie par des espoirs de consommation augmentent parallèlement à la diffusion des émissions télévisuelles de l'Ouest et au manque de marchandises dans les magasins.

Quand les partis de l'Ouest expliquaient qu'ils refusaient les décisions démocratiques des partis de RDA et qu'ils prônaient la réunification, c'en était fait de la chance d'un socialisme démocratique. (...)

Pour l'économie allemande, la réunification est peut-être le moyen d'appliquer des projets planifiés de longue date : dissolution de la journée du travail normal, flexibilité du temps de travail... Tout cela semble possible avec l'appel à la "solidarité avec les pauvres sœurs et frères restés en arrière". (...)

"Quand en 1985, Helmut Kohl se joignait à Ronald Reagan pour honorer les tombes de SS à Pitburg, on comprenait douloureusement ce qui torturait l'âme allemande" (...) "Le national-socialisme en tant qu'histoire est difficile à supporter, si on n'arrive pas à l'intégrer dans les horreurs du monde pour le normaliser (...). L'Allemand se considère comme le véritable victime du national-socialisme. Il n'a jamais ressenti de culpabilité par rapport à ses actions". (...)

Nazis en RDA

Dans le dernier Info-Blatt, nous vous avons informé, de façon détaillée, sur le début du développement de groupes fascistes en RDA. Cette tendance s'est depuis accentuée, les attaques armées de skins nazis contre des hommes de gauche, de progressistes et d'étrangers ont pris une dimension effrayante. Que ce soit à Berlin ou à Leipzig, les nazis de l'Ouest y ont pris part presque à chaque fois.

Le samedi 17 mars, un squatt dans le quartier berlinois de Prenglauer Berg a été attaqué par deux fois : la première par 200/300 supporters du Football club de Berlin, ancienne association de la Stasi, dont les fans ont été depuis longtemps influencé par les nazis; et la seconde par un groupe de 30/40 nazis, qui après que la première attaque ait été repoussé voulait essayer encore une fois.

Selon des témoins oculaires, il y aurait eux parmi les attaquant quelques skins de l'Ouest qui attisaient l'agressivité. Cette deuxième tentative a été repoussé par les squatters et leurs amis venus les soutenir; deux policiers de la RDA sont restés sur les lieux, s'opposant aux nazis sans équipement de protection. Ce fut la triste apogée du F.C Berlin. Déjà, depuis des mois, ses fans nazis organisaient des chasses aux gauchistes et aux étrangers après un match. Deux semaines auparavant, un groupe de 200 personnes fortement encadrées par des skins, après un match, s'était dirigé vers une boutique, ouverte par la gauche indépendante et avaient cassé les vitrines.

La violence nazie et skin n'a pas seulement augmenté lors des samedis après les matchs mais aussi pendant la semaine. Ainsi par exemple, pendant la campagne électorale, il y a eu plusieurs graves attaques contre des gens de gauche qui collaient ou diffusaient leur propagande : il y a eu plusieurs blessés

graves. Les squatts et leurs occupants sont régulièrement agressés. Dans la nuit du 4 au 5 avril, un groupe d'environ 10 nazis, armés de battes de base-ball, de lacrymos, de masques à gaz, portant des casquettes d'uniforme nazi ont pénétré par le toit dans le squat de la Kreutzigerstrasse. Ils surprirent les occupants pendant leur sommeil, gazèrent la pièce et frappèrent ceux qui dormaient; une femme a eu une côté cassée et a du être hospitalisée.

Après avoir saccagé la maison, ils sont sortis en montant au premier étage avec une échelle puis se sont éloignés avec deux autres nazis qui attendaient devant la porte. L'un d'eux s'adressa au meneur au groupe en ces termes :"Mario, mon führer".

Tous les signes montrent que les organisations nazies de RFA et de Berlin ouest ont entrepris, entre autres, un fébrile travail d'organisation à Berlin. Une "Alternative nationale" veut s'y présenter pour les élections; celle-ci travaille sous la direction de la "Liste nationale" du hambourgeois Christian Worch, fidèle compagnon de Kühnen. Le matériel de propagande, en particulier des autocollants du FAP, du NF, de la Liste nationale, du parti national démocrate (NPD) et de son organisation de jeunesse, ainsi que d'autres groupes fascistes a trouvé une vaste diffusion.

POTSDAM

A Potsdam aussi les nazis locaux peuvent compter sur l'aide de ceux de l'Ouest. Les nazis du Front de Wansee (Berlin Ouest), viennent souvent en visite, pour organiser leur suite (leur cour) parmis ceux de Potsdam. Après que le squatt ait été attaqué par deux fois et ait repoussé une attaque avec succès, les nazis sont passés à une terreur ciblée. Des petits groupes attaquent et frappent des individus. Ainsi un squatteur a été agressé alors qu'il dormait dans son lit, dans la première semaine d'avril, par un groupe de nazis. Ils lui ont lacéré le visage avec des tessons de bouteille puis gravé une croix gammée sur le ventre.

A côté, à Brandebourg a eu lieu le 6 avril le rassemblement pour la fondation de la fédération brandebourgeoise des Reps avec la participation d'environ 60 personnes. En outre, 50 contre-manifestants se tenaient face à environ 60 skins et nazis qui parcouraient la ville à la recherche du rassemblement des Reps.

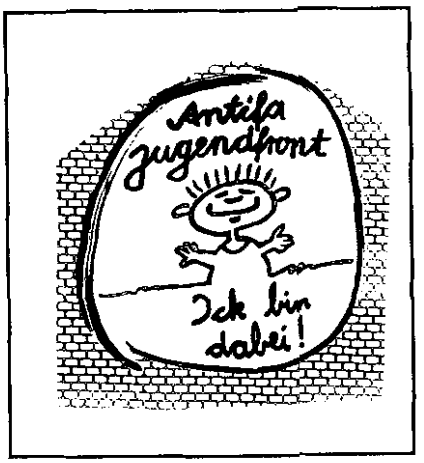
LEIPZIG

Les manifs du lundi à Leipzig sont devenues, comme nous l'avons rapporté le lieu d'exhibition des nazis de l'Est et de l'Ouest qui abreuvent de leur propagande la foule des fans de l'Allemagne. Bien que le Parti des Reps soit officiellement interdit en RDA, ils peuvent sans problème distribuer une masse de tracts à la foule. La résistance antifasciste est très faible. Les tracts des Reps sont transportés de RFA et partiellement distribués directement des voitures parmi la foule; il y avait aussi des tracts qui appelaient à la "Conférence de toutes les forces patriotiques en Allemagne" pour le 8 mai 1990 à Berlin-Ouest. Parmi ceux des Reps, on trouve la signature de Franz Glasauer, président-adjoint des Reps du Land de Bavière, responsable de la diffusion en Saxe.

Il y a quelques mois, il faisait la proposition de transformer le terrain, sur lequel doit être construit une usine de recyclage à Wackersdorf en un camp de travail pour manifestants (de gauche). Le 29 janvier, l'Antifa assaillaient le lieu, pendant que la masse des manifestant se trouvait sur le périphérique de la vieille ville éloignaient le "matériel" de propagande et les collections de "souvenirs", stylos et bocks de bière aux insigne des Reps mais aussi des coups de poing américains, et adoucissaient le voyage de retour en mettant du beurre rance dans les voitures. La fondation de la fédération régionale des Reps ne se passa pas non plus sans de fermes protestations : 80 antifascistes arrivèrent spontanément devant l'hôtel de la Place Litz, dans lequel la branche régionale des Reps devait être créée sous la direction de ceux de l'Ouest. Quand les protestations devinrent telles que les participant eux-mêmes ne pouvaient plus l'ignorer, le chef du rassemblement demanda aux fascistes de s'armer avec des pieds de chaise et d'avancer contre les antifascistes. Ceux-ci cependant ne se laissèrent pas chasser comme ça et contre-attaquèrent à la suite de quoi se déroula un combat de rue d'environ une heure auquel il ne fut mis fin que par l'intervention de la police contre les antifascistes. Les flics avancèrent, menaçant de se servir d'arme de tir, et arrêtèrent 5 antifascistes, le procureur ne voulant rien savoir d'une fondation d'une fédération de Reps.

DES MARCHES NAZIS

Outre la participation des nazis aux manifs le lundi où ils formaient un bloc important, comptant jusqu'à deux mille sympathisants, il y eu de nombreuses marches nazis dans le centre-ville de Leipzig. Depuis le 22 janvier, il y eu de nombreuses manifestations de nazis à part entière; les paroles que l'on pouvaient entendre à l'occasion de leur apparition de 300/500 personnes étaient : *"Goebbels nous t'aimons, l'Allemagne aux Allemands, dehors les étrangers, Gysi, Modrow au mur, Allemagne patrie unie "*. Le chant du Horst-Wessel (Deutschland uber alles



hymne du 3e reich) fut entonné et malgré cela de nombreux participants affirmèrent qu'ils n'étaient absolument pas nazis (sic!) mais "seulement d'opinion nationaliste" (resic!). Le tout eut lieu avec la participation de nombreux fonctionnaires de l'Etat ainsi que des troupes du FAP (parti des travailleurs allemands) de Kühnen, de même que le groupe Mosler Heidel qui compte en son sein le SS Siggi Borcharst de Dortmund.

LE SO DE LA DSU ET DES FACHOS MAIN DANS LA MAIN

Comme triste haut-fait des activités fascistes, l'apparition de Kohl le 14 mars de cette année rentrera dans les annales de l'histoire de Leipzig. Les contre-manifestants furent attaqués trois fois : la première pendant la manifestation, où les antifascistes étaient encore 800, par des skins nazis, la seconde à nouveau par des skins nazis ainsi que des Reps, des membres du NPD, le SO de l'Union sociale d'Allemagne (DSU) du pasteur Eppelmans.

Après que les manifestant aient été chassés à travers la ville, quelques 150 nazis et nationaux-allemands ont pris d'assaut le dernier refuge des antifascistes : le resto U. Là, les antifascistes opposèrent une violente résistance jusqu'à ce que les fascistes repartent dans la direction du centre-ville où ils continuèrent à foutre le bordel. La police de RDA a été prévenue de ces événements et a refusé à intervenir. La terreur brune dans les rues de Leipzig n'a pas cependant encore atteint son apogée. Après qu'un black ait tué un skin nazi avec son couteau pendant une bagarre, les skins parcourent la ville en groupes importants et font la chasse à tout ce qu'ils identifient comme étrangers ou gauchistes, non seulement le soir, mais toute la journée.

NPD ET DVU FONDENT LEUR PARTI

Le NPD ne doit pas rater non plus "l'ivresse nationale" et ils ont distribué des tracts avec une adresse de contact à Stuttgart dans lesquels ils demandent le retrait de l'Allemagne des blocs militaires. Un des membres du NPD fut l'orateur principal de la manif et appela la foule "à lutter en vrais patriotes allemands" et indique en outre qu'il y a " trop de turcs en RFA". Entretemps, un nouveau parti fasciste a été fondé, le MND . D'après les renseignements d'observateurs, il s'agit d'un produit commun issu du NPD et de l'Union du peuple Allemand (DVU) de l'éditeur Gerhard Frey, tous deux sont des partis de RFA. On peut contacter la DVU par boite postale à Leipzig; elle diffuse des tracts et des autocollants avec les symboles bien connus des nazis de RFA, comme par exemple *"l'Allemagne est plus grande que la République fédérale allemande"* avec un aigle noir derrière la Porte de Brandebourg.

Il n'a pas que les partis qui font leur cirque à Leipzig, il y a aussi les soi-disant théoriciens et "historiens" de la nouvelle et ancienne droite, à Leipzig et ailleurs en RDA. Un tract invite à une conférence du fasciste anglais David Irving. Il voyage à travers l'Europe depuis des années, en mission pour des organisations nazies, pour répandre les thèses révisionnsites; il a été expulsé récemment d'Autriche. Conjointement à ces proclamations apparait également le journal fasciste "Nation Europe" qui diffuse une lettre ouverte de son fondateur Arthur Ehrard, dont le titre est "Une légende de 6 millions". Environ 2 000 tracts auraient été, selon des témoins occulaires pris par des jeunes gens enthousiastes et lus/. Malgré ce redoublement d' activités qui est aacompagné par un nombre croissant d'attaques violentes, les antifascistes descendent toujours dans la rue. Le 10 mars 500 d'entre eux manifestèrent à travers Leipzig. Malgré la supériorité en nombre des fascistes, un petit nombre prennent part aux manifs du lundi.

PAS DE FASCISTES DANS LES MAIRIES

Le 1er mai, aux Pays Bas, n'était pas le jour de la fête du travail, mais celui de l'installation des conseillers d'extrême-droite, élus pendant les élections municipales de fin du mois de mars, dans les mairies néerlandaises.

Le constat est en effet douloureux pour les Hollandais champions de la tolérance. Après la France, l'Allemagne, la Belgique et d'autres, la Hollande est à son tour touchée par la montée de l'extrême-droite. De 4 élus en 1986, celle-ci est passée à 15 en 1989, se partageant entre les deux principaux partis d'extrême-droite : le Centrum Democraten (CD) et le Centrum Parti 86 (CP 86). Alors qu'elles ne se présentaient que dans neuf villes seulement, ces formations ont, à une exception près, obtenu chaque fois un ou plusieurs élus. De nouveaux records ont été établis à Amsterdam (6,8 %) ou à la Hayes (6,4 %), où l'extrême-droite a doublé son capital de voix. La ville ou le vote xénophobe atteint les sommets les plus hauts reste traditionnellement Rotterdam avec 7 %.

Malgré l'appel massif des divers groupes antifascistes, la mobilisation a été bien faible. (...) A Amsterdam, la "Plate-forme contre le racisme et le fascisme" (rassemblement de diverses organisations et groupes) avait décidé d'organiser un picket line et une manifestation culturelle (groupes de musique) et d'informations (orateurs et stands), face au Stopera (complexe mairie/opéra). Face à cette initiative, dont le caractère politique devait être cherché à la loupe, un groupe de gens mécontents ont organisé une manifestation nocturne le lundi 30 avril, à 22 heures, à la lueur des torches. Cette manifestation se voulait anti-parlementaire et radicale. 300 personnes y ont participé. Ensuite le Stopera a été bloqué par environ 50/60 personnes, afin d'empêcher l'introduction des trois fascistes dans la mairie durant la nuit, comme cela s'était passé quatre ans auparavant.

Vers les 5 heures du matin, les CRS ont montré où s'arrête la solidarité du conseil municipal avec les anti-fascistes, en chargeant ardemment le groupe de manifestants, et en faisant deux blessés. Il y a quatre ans, l'élection d'Emma Booman (CD, plutôt naïve) avait mobilisée 10 000 personnes. Cette année, alors que les fascistes sont d'un autre calibre, et que la présence de Bruyn (idéologue du CD, auteur du "Droit à l'apartheid") à elle seule aurait légitimée une réaction beaucoup plus massive, à Amsterdam, comme dans les autres villes, les réactions ont été faibles, comparées aux 20 000 votes qui ont permi l'installation des deux élus CD (Bruyn et Hofman) et du CP'86 (Beaux).

La plate-forme anti-fasciste et anti-raciste a décidé de travailler avec la municipalité et les partis politiques contre l'installation, alors qu'une semaine auparavant le maire, Van Thijn, avait fait des déclarations discriminatoires contre les réfugiés politiques, les femmes voilées, et les squatteurs, contre les réfugiés politiques. Cela montre aussi, de la part de la plate-forme, le manque de solidarité et de conscience par rapport à l'enracinement profond du racisme dans la façon de penser, politiquement et économiquement. Comme dans les pays voisins, les gros partis politiques reprennent les points de vue racistes, en les présentant comme des lignes de conduite anti-racistes. Quant à nous, il est maintenant nécessaire de travailler à l'organisation d'une résistance massive et radicale contre le racisme et ses causes. Contre le racisme et le fascisme, solidarité internationale.

Une Aberri Eguna différente

L'ABERRI EGUNA (jour du Pays Basque) a eu lieu comme chaque année à Pâques. Il s'est déroulé à Hendaye, mais l'appel ne s'est pas fait de façon unitaire. L'un était lancé par EB (Euskal Batasuna), EMA (Ezkerriko Mugimenda Abertzale) et EA (Euskal Alkartea); l'autre pour un **"Aberri Eguna, jour de lutte"**, émanait d'un collectif mis en place par les groupes abertzale de gauche Gabe, Iega, Oldartzen et Patxa. Pourquoi ces deux appels différents ? Au vu du panorama politique actuel d'Ipparalde (pays Basque nord), il est impossible de travailler ensemble à un niveau politique avec un parti tel qu'EA, parti de droite engagé au Sud dans la coalition avec le PSOE contre Herri Batasuna et les forces rupturistes. Le problème des alliances se posera d'ailleurs à l'avenir avec l'existence récente du PNV en Ipparalde. Or EMA et EB (organisations abertzale de gauche) ont préféré s'allier avec EA plutôt que de s'effacer au profit d'un Aberri Eguna appelé soit par tous les groupes de la gauche abertzale, soit par un collectif d'individus, comme Patxa l'avait proposé. Une façon pour ces deux partis, d'affirmer une stratégie qui met en avant l'aspect national de la lutte au détriment d'un projet social en rupture avec la société actuelle. "Aberri Eguna, jour de lutte" affirmait, quant à lui des contenus spécifiques visant à la fois l'indépendance et la mise en place d'une société différente sur le plan de l'organisation sociale, économique et politique.

Donc, à Hendaye, il y avait à l'intérieur du même cortège, deux partis distinctes qui ont défilé jusqu'à la frontière.

La présence massive des policiers a entraîné des affrontements auxquels pas mal de manifestants de diverses obédiences ont participé.

Incidents sur lesquels se sont appuyés, lors de leur bilan, EMA, EB et EA pour critiquer les groupes de l'appel "Borrokaren Eguna", les rendre responsables des "violences", et donner une retranscription malhonnête des événements, dans une partie de la presse abertzale.

Ainsi, le collectif a-t-il dû éditer un bilan rétablissant la vérité des faits, sous la forme d'un 4 pages largement diffusé. Il a également tenu dans plusieurs villes du Pays Basque, des réunions publiques, lors desquelles était projetée une vidéo filmée lors de la manifestation, et qui montre, de façon indiscutable, le déroulement des divers épisodes de cette journée.

Communiqué

Les 4 structures anti-répressives abertzale d'Ipparalde, AJIR, AHAIDEAK, Comité de soutien aux réfugiés, CAR HT, associés aux Gestoras pro-Amnistia, lancent une marche en faveur de l'amnistie et contre la répression.

Cette marche se déroulera du 16 juin à Bayonne et se terminera le 23 à Bilbao, en passant par toutes les prisons situées en Euskadi.

De nombreuses luttes ont déjà eu lieu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons, revendiquant le statut de prisonnier-e-s politiques, la fin de l'isolement, le regroupement des prisonnier-e-s et le statut de réfugié-e politique.

Notre revendication fondamentale reste l'amnistie totale et complète de tous-tes les militant-e-s, (fin des poursuites, libération des prisonnier-e-s, retour des exilés). Elle est indissociable d'une solution politique globale s'accompagnant de mesures économiques, culturelles et sociales allant dans le sens de l'autodétermination du peuple Basque.

20 juin, journée nationale d'action pour Casabonne

En soutien à l'action pour la libération sans condition de Jean-Philippe qui en est à sa troisième année de détention dans les geôles de l'Etat espagnol, une double carte-pétition est proposée pour reproduction diffusion par toutes les organisations. Elles sont adressées d'une part au Président du Conseil des Ministres d'Espagne pour exiger sa libération immédiate, et d'autre part au président de la République française pour exiger une intervention ferme et décisive de la part de la France.

A commander à Réflex

Les forces de répression ont encore frappé..

Mercredi 16 mai, un militant d'AJIR se fait arrêter à la sortie de son travail, par des flics en civil qui l'embarquent sans mandat d'amener. Après un court passage à la Police judiciaire où il demande à voir la commission rogatoire (affaire concernant des pneus crevés à l'EDF en novembre 1989 à Baiona), direction la maison du militant, pour effectuer une perquisition. Puis retour à la P.J.. la garde à vue dure plus de 24 h. Et pendant ce temps tout est fait pour impressionner le militant : "On t'a vu devant l'EDF", on lui parle de l'horodateur des allées Boufflers, et d'une cabine téléphonique près de Vauban, pour finir par lui poser des questions sur AJIR et Paxta : "Qui est-ce que tu connais, comment fonctionnent les groupes, comment se préparent les actions, etc.

Jusque là rien de très surprenant...

Mais voilà la fin de l'histoire. L'inspecteur qui a mené tout l'interrogatoire finit par proposer au militant de travailler comme indic, contre du fric bien évidemment (on dit pas le chiffre, ça pourrait tenter du monde) pour donner des infos sur Paxta et AJIR (pour des actions que ces groupes seraient sensés préparer).

Avant de le relâcher on lui conseille de ne rien dire de cette proposition : "De toutes façons ils ne te croiront pas, ils ne te feront plus confiance, tu seras grillé... Conscient que suivre les conseils des flics leur faciliterait le travail, ce militant choisit aujourd'hui de raconter ce qui lui est arrivé.

AJIR tient à dénoncer une fois de plus le comportement des forces d'occupation, et encourage toustes les militant-e-s à dénoncer systématiquement les perkis, les gardes à vue, et bien sûr les propositions similaires à celle faite à ce militant (ce ne doit pas être la première et ce ne sera sûrement pas la dernière...)

AJIR (Association des jeunes d'Ipparalde contre la répression) 23 bis rue des Tonneliers.

CEE et Euskadi : une lutte à mener contre l'intégration

En tant que peuple colonisé par deux Etats membres de la CEE, la première question qui nous vient à l'esprit est de se demander si Euskadi doit ou non faire partie de la communauté. En d'autres termes, devons-nous accepter une structure capitaliste et impérialiste qui nous instaurera la "grande Europe" envisagée hier par les nazis, aujourd'hui par les gouvernements et les multinationales ?

Personne ne nous a demandé notre avis, car nous sommes sept provinces intégrées par la force dans deux Etats centralisateurs. Et les conséquences de l'intégration d'Euskadi dans la CEE ne se sont pas faites attendre.

En Ipparalde, le domaine agricole a été le plus agressé par l'Europe. 32 ans de CEE ont diminué de 24 % le nombre de petits paysans, et ceci à cause de la Politique Agricole Commune (PAC) qui est une aide orientée au développement des grandes industries agricoles et animales. Suivant la logique "plus on produit, plus on touche d'aides", la PAC condamne les petits paysans à la mort lente et enrichit ceux qui ont les moyens de s'adapter au marché mondial. Conséquences : perte du travail, de l'identité, de l'indépendance agricole d'Ipparalde ; centralisation de la production, concentration des terres. ELB (Euskal Laborarien Batasuna)1 demande : "Est-il acceptable d'encourager les consommateurs à devenir complice de n'importe quel pillage des ressources de la planète et de l'exploitation du travail des paysans et ouvriers du Tiers-Monde ?"

Car imposer des moyens de production capitalistes en Euskadi équivaut à participer au marché mondial qui aujourd'hui affame les pays pauvres.

Niveau touristification, Ipparalde aura sa claque pour les années à venir, car la côte basque sera avec l'Europe un lieu de tourisme non seulement à l'échelle française, mais également à l'échelle internationale. Les constructions de nouveaux hôtels, de "villages surf", rentrent dans cette optique : renforcer l'image du pays basque à l'européenne. Conséquences : hausse considérable des prix des terres accessibles uniquement aux gros capitalos allemands, français, hollandais ; augmentation du travail saisonnier précaire, payé une misère ; transformation d'Euskadi en une zone strictement folklorique.

En Helgoade, 3 ans de CEE ont envoyé au chômage plus de 500 000 ouvriers, par une reconversion sauvage européenne de l'industrie métallurgique et du secteur électrique. D'autre part, la CEE a permis une intégration de l'Espagne (et par conséquent d'Euskadi qui pourtant vota non au référendum) dans l'Otan.

Les autovias dont on parle tant en ce moment (autoroute de 40 km qui détruira la vallée de Leitzaran ainsi que son équilibre écologique et culturel) entrent aussi dans un projet de plans de voies de communication européennes entre la Méditerrannée et l'Atlantique.

Au niveau répressif, la reconversion de la Ertzantza, la dispersion des prisonniers politiques basques sont des faits discutés et analysés à la Commission Européenne. Les conséquences de la colonisation européenne en Euskadi ont été assez catastrophiques pour qu'on soit en droit de lutter une fois pour toutes contre cette "communauté de merde". Dans les conditions actuelles, est-il possible de sortir de la CEE ? C'est effectivement possible, et le cas du Groënland le démontre : quand, en 1972, le Danemark s'est intégré dans la CEE, le Groënland était une province administrative danoise de 60 000 habitants. En désaccord avec la politique de pêche de la CEE, un référendum a permis au Groënland de sortir de la CEE en 1982 (par 52 % des voix). L'Europe du droit des peuples n'est pas seulement le droit d'être intégré dans la CEE, mais le droit d'en sortir. Et c'est dans ce sens que devraient se poser les choix du mouvement abertzale, et non dans l'assimilation au système capitaliste des luttes menées par le mouvement.

En effet, que pouvons-nous attendre de ces bureaucrates qui attendent le bon moment pour nous anéantir à coups de décisions européennes ??? Que devons nous penser des campagnes "réussir en Pays Basque", des ventes de tickets d'Ecu à Herri Urrats, de listes avec Simeoni et les Verts ?

Nous ne voulons pas mendier notre indépendance devant les portes du Parlement Européen, ni croire que 1993 sera une date miracle pour résoudre les problèmes d'identité culturelle et d'environnement. La CEE est une ennemie politique bien plus puissante que nous. Collaborer avec elle serait se plier à son jeu.

Nous sommes face à une situation grave : non seulement pour ce qui est arrivé jusqu'à maintenant, mais pour ce qui viendra ; et parce qu'il n'y a pas de capacité de riposte ni d'action, ni pour résoudre le passé, ni pour imposer des bases à l'Acte unique. L'ombre de l'Ulstérisation plane sur Euskadi... En tant que militants anticapitalistes et anti-impérialistes, nous devons aller plus loin dans nos revendications, ne pas nous limiter au droit à l'indépendance. S'il y a lutte contre la CEE, ce sera une lutte contre l'économie de marché, contre la pollution, contre le travail qu'on nous impose, contre l'impérialisme. Si la répression n'a pas de frontières, pourquoi la résistance en aurait-elle ?

Cet article est extrait de l'excellente brochure *"Europe 93 : la grande magouille"* réalisée par des militant-e-s abertzale et anticapitalistes. A commander pour 15 F + 6 F (frais de port) à ACRATIE BP 23 64130 Mauléon

Rompons les rangs !

Pâques antimilitaristes

A Poutac dans le Tarn, ce week-end de Pâques, la pluie était là , pour participer aux rencontres sur les "résistances à la militarisation". Et malgré les douches continuelles, ces journées furent, aux dires de tous, participants, intervenants et organisateurs, une réussite.

Le Cot d'Albi, organisateur de ces journées qui confirment la place exceptionnelle que ce groupe occupe dans le mouvement antimilitariste de l'hexagone, dit sans hésitation sa satisfaction. Et surtout, il pense, avec raison, avoir atteint le but qu'il s'était fixé : *"Cétait uniquement une rencontre que nous voulions, un lieu pour discuter, pour amorcer des réflexions, pour nouer des contacts. On n'attend pas de résultat immédiat, mais on ne peut aujourd'hui mesurer les conséquences de ces journées"*.

Découvrir des sensibilités, des démarches et des expériences différentes fut notre seule préoccupation. L'équipe du Journal des Objecteurs en a profiter pour nouer ou renouer des contacts qui, dans les mois à venir, devraient s'avérer constructifs. Cette diversité, vécue comme une richesse par tous, empêchait un résultat plus concret. Finalement, ni motion, ni annonce de campagne. Mais un temps de réflexion nécessaire.

Etat de la militarisation

Journées internationales à n'en pas douter : par la présence bien sûr d'intervenants étrangers (Kurdes, Suisses, Allemands de l'Est etc...), et par les sujets des interventions, qui nous ont offert un panorama, certes incomplet, sur les problèmes de défense, sur la militarisation (un terme d'ailleurs à discuter). En fait, un peu artificiellement, on peut délimiter deux thèmes principaux, pour faciliter le compte-rendu de ces journées. D'une part, des discours "théoriques", faisant le point sur la militarisation, les relations entre les blocs, enfin sur le contexte dans lequel nos mouvements ont à évoluer. D'autre part, des témoignages sur les actions en cours, en Angleterre, en Suisse, etc... Faut-il revenir sur tous les sujets abordés? Je ne le pense pas ; comment, en effet, résumer autrement qu'en deux mots les interventions, qui souvent ne sont que les traits principaux de problèmes complexes. De celles-ci, il est toutefois possible de tirer quelques conclusions générales, qui souvent se recoupent. La disparition, pour les stratèges occidentaux, de la menace rouge, bouc-émissaire commode, les oblige, ainsi que les politiques, à concevoir un nouvel ennemi héréditaire. Une réorientation sur le sud, le "tiers-monde" est semble t-il en cours. Nouvel ennemi, nouvelles politiques, nouvelles théories militaires, nouvelles armes. Nouvelles ventes, parfois liées à un désarmement à la fois réel et illusoire. En tout cas, seulement partiel et provisoire. Nouveaux discours à faire avaler à la population, pour faire accepter les dépenses, pour justifier les politiques de Défense. Période de faiblesse du système militariste, que nos mouvements, sans toutefois se faire trop d'illusions, se doivent de profiter. Avec une opinion publique plus favorable à un désarmement, les mouvements antimilitaristes peuvent peut-être poser les questions essentielles, qui permettront d'avancer vers une "société sans armée".

Mouvement des Objecteurs de Conscience 24 rue Crémieux 75012 Paris. Permanence Mercredi après-midi.

Longue durée et radicalité

Cette faiblesse du système a déjà profité, c'est évident, à plusieurs mouvements. Aux insoumis espagnols, aux objecteurs à l'impôt italiens, aux Suisses qui, lors de la votation "pour une Suisse sans Armée", ont réussi à obtenir 36 % des voix. Aux jeûneurs contre les essais nucléaires pour obtenir un résultat inattendu. Mais la réussite de ces mouvements vient d'abord de la durée. C'est surtout vrai pour les trois premiers cités, qui, fait exprès (?), nous ont été présentés le même soir. C'est pratiquement depuis 1977 que les Espagnols, grâce, il est vrai, aux hésitations de la loi, ont construit leur stratégie d'insoumission ; c'est aussi pendant plus de dix ans que les Suisses ont réfléchi pour construire leur initiative populaire. De même pour les Italiens qui, depuis huit ans, objectent par le refus de l'impôt. Durée de la réflexion, de la préparation théorique qui précède l'action elle-même, durée aussi dans les perspectives qui prévoient des prolongements à l'action. A côté de cette durée, c'est l'importance du discours politique qui apparaît, sa radicalité. Tous, ou presque, cherchent

à travers leur action à poser réellement le problème de la disparition de l'Armée. Mais cette affirmation politique utopique, "une Société sans Armée", n'interdit pas un discours cohérent, reposant sur une argumentation solide, nécessaire pour avoir un effet sur la société. En somme, une exclusion de la langue de bois antimilitariste.

Modèle Suisse

Le cas de la Suisse est exemplaire, et devrait nous donner à réfléchir. L'initiative "d'une Suisse sans Armée" n'apparaît pas d'un seul coup. Elle est la conséquence de plusieurs échecs, notamment concernant des initiatives populaires pour le service civil. Celles-ci étaient proposées dans un but réaliste, de manière à ne pas effaroucher la population. Et chaque fois, les opposants au service civil accusaient les promoteurs de ces campagnes d'être de dangereux utopistes, antimilitaristes. Ils les obligeaient à atténuer sans cesse leur position.
C'est entre autre, l'analyse de ces échecs qui a poussé les Suisses à radicaliser leur discours, à prendre le problème politique de face. A proposer la votation qui a eu le succès que l'on sait. Et aujourd'hui, la Suisse n'est plus comme avant, un tabou a été touché, un mythe a été atteint dans son intégrité.
Aujourd'hui, le groupe "Pour une Suisse sans Armée" peut se permettre de revenir sur des initiatives antérieures, et va demander l'établissement d'un service civil. Pour mesurer d'abord le degré d'ouverture du pouvoir, pour savoir s'il a compris que *"la démocratie n'est pas la dictature de la majorité"*, pour voir si les demandes des minorités sont prises en compte.
Cette demande de création d'un service civil s'inscrit dans une certaine analyse de la société suisse. L'armée, nous le savons, y est sacrée. L'apparition d'un service civil sera alors une atteinte profonde àla pensée militaire omniprésente. Précisons : un service de durée égale au service militaire, et qui sera obligatoire tant que durera le service militaire.
Et, dans le même temps, un travail sur l'insoumission à l'impôt (est-ce possible en Suisse ?) et sur le refus de la protection civile est mené par le groupe "Pour une Suisse sans Armée", qui n'oublie pas son projet final. Utopie et réalisme.

Et la France ?

Les exigences de durée et de réflexion ne semblent pas être encore à l'ordre du jour dans nos mentalités. Après ces témoignages, on a vu des commissions proposer des actions "clés en mains", parfois sans lien évident avec le militarisme, ou recopier les actions menées à l'étranger. L'action pour l'action ne vaut rien, le discours pour le discours non plus, seule la rencontre des deux dans un même temps peut donner quelques résultats.
Aujourd'hui, ce qui manque le plus à nos mouvements, c'est un projet politique utopique, radical, qui puisse servir de fondement à des actions, des compromis réalistes.

Article extrait
du journal des Objecteurs, mai 1990.

Témoignage

Paul Nicolleau est insoumis depuis trois ans :"*Ma démarche est individuelle mais elle s'inscrit dans une mouvance de lutte associative, de comités et d'individus qui agissent contre les institutions militaires, contre l'abîme de la planète.*" Nous publions ci-contre le texte qu'il nous a fait parvenir.

3 ans déjà !

"3 ans c'est long. Depuis, une répression journalière est toujours possible. Une coupure, le début d'une parenthèse. Les forces répressives jouent la carte de l'usure : diminuer la solidarité, me faire changer de position, construire une prison. Aucun moment ne sera idéal pour me faire arrêter. Je subis cette répression. Je ne l'ai pas choisie. En avoir conscience et en faire abstraction : me questionner, m'empêcher de, éviter de...

Pourquoi ces montées d'angoisses qui m'enferment ?

Des pas dans l'escalier, la gendarmerie vient m'arrêter ! Ne plus bouger, chercher, comprendre où se dirigent les pas. Seul le voisin rentre chez lui. Etre sur le qui-vive, la vie devient difficile. A chaque sortie, je dois prévenir. Ma compagne de route s'inquiète d'un retour plus long que prévu... Pour un soutien efficace il faut réagir rapidement.

Pendant les vacances, le soutien est au vert, la justice aussi, mais la répression est toujours là. Comment rester indépendant, quand il n'est pas facile de trouver du travail, vue la crise actuelle du système économique et social, vue ma position non conforme face au service national ? Actuellement, j'arrive à trouver des petits boulots de sculpture.

Prendre le métro ? La voiture ? Marcher ?

L'angoisse est de réussir à passer aux travers des contrôles : de drogue, d'alcoolémie, d'identité... Je dois peser les conséquences de certains actes et démarches de ma vie quotidienne. Toujours prévoir, calculer, organiser, me justifier, la vie devient lourde. Place à l'imprévu, afin d'éviter de m'enfermer par mes choix au quotidien.

Pourquoi tous ces exemples s'accumulent ?

De quoi suis-je accusé ?

Il m'est difficile de faire mon chemin, pas reconnu par la majorité. Je tente d'avancer non pas d'après des normes, des interdits, mais d'après mes idées, en respectant l'être humain et l'environnement : je ne prétends pas détenir la vérité, j'ai des contradictions aussi, mais je refuse d'apprendre à tuer, je refuse le service national. Pour cela, je suis donc confronter à une justice, à sa loi : elles m'appellent insoumis total, et je risque jusqu'à deux ans de prison ferme. Il est tellement plus facile de remettre en cause un individu, plutôt que de réagir face à un système, une structure. Trois ans d'attente pour cette confrontation, alors j'en ai marre des coups bas, de la bassesse des institutions politiques, économiques, militaires et religieuses. Je suis toujours là, vivant et debout. Et tous les jours agir, construire, créer, malgré les vautours qui planent, surtout ne pas craquer mais avancer. La vie doit reprendre le dessus."

Le 24 mai, Paul Nicolleau

Ce n'est pas la première fois que Réflex revient sur les questions relatives à la désinformation dans les médias et la facilité avec lesquels ceux-ci reprennent les informations émanant des services de police sans en vérifier l'exactitude.

Les foudres politiques qui s'abattent ces temps-ci sur l'extrême droite ne se feront pas sans contrepartie. Pour les pouvoirs politiques et policiers, on ne peut arrêter en l'espace d'un mois plus d'une centaine de militants fascistes de tout horizon (skins, FN, PNFE) sans donner des gages à une opinion française imprégnée des idées et pratiques discriminatoires, sécuritaires dont le FN est le vecteur politique. On rejoue donc pour la Xième fois le retour sur scène des vieux démons "agitateurs" et terroristes" que seraient les militants antifascistes radicaux, mais aussi tous ceux qui refusent l'exclusion sociale qu'entraine la politique économique du gouvernement Rocard; on s'apprête sur l'avis de certains conseillers du gouvernement à mettre en avant sa lutte contre les immigrés "clandestins" - c'est-à-dire montrer que le charter de Pasqua n'était que du "petit lait" par rapport aux expulsions de Joxe.

Deux exemples pris au hasard dans la presse peuvent nous servir d'illustration de cette volonté de mettre dans le même sac extrême droite et extrême gauche.

Le Figaro :*"L'entourage du ministre de l'intérieur, Pierre Joxe, suit aujourd'hui avec beaucoup d'attention les activités d'un groupe d'ultra gauche baptisé Scalp. Nouvelle version des autonomes de mai 1968, les membres de ce groupe, qui ne jouit pas d'existence officielle, s'étaient manifestés pour la première fois à Toulouse, il y a deux ans, en incendiant une salle dans laquelle devait avoir lieu une réunion de JM Le Pen. Plus récemment, les policiers des renseignements généraux ont décelé l'action du Scalp dans l'agitation des prisons, en liaison avec les terroristes d'Action directe aujourd'hui incarcérés. En outre des membres du Scalp auraient joué un rôle dans l'exploitation politique de l'expulsion récente de squatters dans le XIXe arrondissement de Paris.(...)"*

Si les fantasmes et la désinformation des journalistes (le Scalp de Toulouse est né en 1984) peuvent prêter à sourire, ce genre de papier n'est jamais le fruit du hasard. Le Scalp qui a toujours refusé tout compromis avec le FN n'a jamais bénéficié des faveurs de la presse pour expliquer sa lutte, des positions, ses pratiques... La classe politique tout en dénonçant Le Pen ne peut laisser une expression radicale qui la remette aussi en cause. Il faut (et les médias s'en chargeront) transformer l'image favorable qu'a le Scalp dans la jeunesse. On ressort donc les momies "Action directe" et le discours extrême gauche/ extrême droite, mêmes objectifs. A chaque occasion et le cas des manifestation du 1er mai et du 19 mai (contre les expulsions des logements) en est l'exemple : mettre sur le compte du Scalp les incidents survenus. Télés et journaux se chargeront d'en faire la publicité : leur but est de fabriquer une opinion; pas la peine de s'embarrasser à vérifier les faits (rappelez-vous le

montage concernant le procès Caucescu). Alors qu'en 1990, la majorité de la population est raciste, on s'aperçoit au lendemain de Carpentras que ce n'est pas vrai : la France comme en 1940 est antiraciste... Mais cette "manipulation" a produit par exemple dans le cas du FN, l'inverse de l'effet recherché. Quand on a voulu le faire monter, on lui a donné la parole sans faire aucun commentaire désobligeant, quand on a estimé qu'il devenait trop dérangeant on a parlé de l'affaire Lambert, de son rôle pendant la guerre d'Algérie, de son divorce, de ses phrases antisémites (rarement des exactions de ces militants). Rien à faire ! En sept ans le FN est devenu une force politique avec une audience qui va bien au-delà de son électorat concernant les questions de l'immigration, de l'identité et de la sécurité. La classe politique se rend compte aujourd'hui que le vers

La Fanzinothèque

Fanzineux, il existe enfin un lieu, sans doute le premier en Europe, consacré exclusivement à la presse parallèle, alternative et indépendante : la Fanzinothèque de Poitiers. Un endroit niché au cœur du Confort Moderne (salle de concert, bar et restaurant associatif, vidéos rock, expos, boutique alternative "La Nuit Noire", etc...) où sont rassemblés tous les zines européens politiques, rocks, graphiques, lycéens, etc...

Les buts de cette Fanzinothèque ? Etre un lieu de rencontre et d'échange sur la presse parallèle, un centre de documentation et de consultation (avec possibilité de photocopies) des fanzines d'hier et aujourd'hui (non fafs, évidemment!).

Des projets aussi : organisation de rencontres entre zines et lecteurs, création d'un fichier signalétique et thématique de la presse alternative, réalisation de dossiers sur tel ou tel groupe, association, collectifs, squatt, etc...

Bref, une initiative à soutenir, notamment en envoyant un ou deux exemplaires de vos productions.

Fanzinothèque - 185, bd du Pont-Neuf 86000 Poitiers - pour tous contacts : Didier Bourgoin - 16 49 46 08 08.

dans le fruit pour être stoppé doit être marginalisé au niveau politique, l'horreur de Carpentras est l'élément qui lui permet son "blanchissement", mais il sera loin d'être suffisant pour entraîner dans l'opinion un rejet des thèses du FN, voire son recul électoral. L'image de Le Pen en nazi, symbole pratique pour la propagande est d'un effet quasi nul sur une population en quête d'identité culturelle et sociale. C'est aussi à nous, militants antifascistes radicaux, dans notre lutte quotidienne d'apporter des réponses sur ces questions. Notre soutien à la lutte des mal-logés en était l'exemple.

LE PS SE MET AUSSI DE LA PARTIE

Une note interne du PS sur la lutte des mal-logés a de quoi inquiéter. "Le mensonge est-il le mur du PS" ?

"Le rôle du comité des mal-logés. Tel Janus, ce comité a deux visages : celui d'une association humanitaire dont l'unique objectif serait de favoriser le relogement de personnes en difficulté. (...) ; celui officieux d'une structure politique efficace au service de la frange la plus activiste de l'ultra-gauche. Un certain nombre d'individus, n'habitant pas le squatt de la rue des Vignoles, connus de longue date des services de police (plusieurs ont été condamnés à des peines de prison) et liés à une organisation extrémiste aujourd'hui officiellement dissoute ont réussi à "infiltrer" ce squatt et ceux avoisinants ainsi qu'à les "structurer" pour en faire une masse de manœuvre." Si les militants des Comités des mal-logés n'ont pas la chance de pouvoir se faire voter des amnisties pour les millions de fausses factures ou pour l'affaire du Carrefour, Charzat et les élus PS de Paris dans cette affaire font aussi bien que Pasqua lors de l'explication du meurtre de Malik Oussekine. Cette note a évidemment été donnée aux journaux pour qu'ils montrent que la lutte des mal-logés n'avait en fait rien d'humanitaire, mais qu'il s'agissait peut-être de "reconstruire" "encore et toujours "Action directe". France Soir, et le Monde d'une manière plus soft n'ont pas hésité à la reprendre.

Si le Scalp et le Comité des mal-logés ne sont que des réminiscences d'Action directe, que fait la police ?

DEZERTER

Le 30 avril dernier, au petit théatre des Louvrais à Pontoise, avait lieu un concert organisé par Génération Négative, fanzine totalement alternatif, et Dissidences, label du même genre. Concert où ont joué Nagazaki Nightmare, groupe anarcho-punk de Rennes, Citizens Fish (ex Culture Shock/Subhumans), groupe anarcho-punk anglais et Dezerter, groupe punk polonais très prononcé. Avant le concert, avait lieu un débat sur la Poll tax avec les Citizens Fish et un débat sur la Pologne avec Dezerter. Nous retranscrivons ici, la partie concernant l'extrême-droite en Pologne. Traduction en direct de Douchka, amie du groupe. Questions de Génération Négative et de Réflexes.

La partie sur l'extrême-droite débute sur la question des skins, leur nombre et leur force.

Dezerter : Ils ne sont peut-être pas très nombreux, mais ils sont assez visibles. C'est à dire que quand ils font quelque chose, c'est vraiment pour se faire remarquer.

Q : Qu'est ce que cela donne au niveau riposte, en face?

D : C'est une force négative. Déjà ils sont très agressifs, ils sont capables de foutre en l'air un concert où il y a 300 ou 400 personnes qui ne viennent pas au concert pour se bagarrer. De même, il y a beaucoup de gens qui font partie des mouvements pacifistes, dont le but n'est pas la violence. Mais il y a des groupes de gens qui écoutent du hard core, qui se sont vraiment préparer à riposter ; à la limite on pourrait appeler ça des chasseurs de skins. Mais les skins ont un avantage, c'est que les flics ne les touchent pas, ils les laissent faire..... C'est un peu pareil, les flics et les skins... **Les flics encouragent même les skins.**

Q : Sinon, à un niveau plus large que le mouvement punk ou rock, est ce qu'il y a l'émergence de mouvements nationalistes patriotiques comme il y a pu en avoir en Hongrie, RDA ?

D : En Pologne, le mouvement patriotique, c'était un peu Solidarité, contrairement à la Hongrie qui n'avait pas de mouvement de ce genre, ce qui fait que maintenant, ils ont des organisations patriotiques. Tandis qu'en Pologne, il y avait Solidarité depuis un bon bout de temps.

Q : Et par rapport à des mouvements, pas uniquement patriotiques, mais plus dur politiquement, peut-être pas fascistes, mais tout au moins avec une idéologie plus latente...?

D : Oui, il y en a, mais cela ne se sent pas. Mais il faut bien se mettre dans la situation actuelle en Pologne. Il faut se placer dans le contexte politique, après 40 ans de régime communiste, c'est sûr que les gens ne veulent plus de cela... C'est la réalité... Maintenant, il y a des tas de mouvements, de manifs... De quelque côté que ce soit, les mouvements anarchistes, les mouvements de droite, et tout... Il n'y a plus de censure, ce qui fait que tout le monde peut dire ou éditer ce qu'il veut. C'est peut-être pour cela qu'il y a ces mouvements..... On ne sait pas...

ON A FAIM se fait label !

La "On a faim connection" continue de déplier ses tentacules sur la doulce France ! Née à Rouen en 1984, avec la création du fanzine ON A FAIM ! ANARCHY AN MUSIK qu'on ne présente plus aujourd'hui (parution du 14 ème numéro), elle contamine Bordeaux, où la section OAF anime une émission radio "La clef des Ondes" et organise des concerts alternatifs. A présent, c'est Poitiers qui est touché, avec la naissance du label de disques On A Faim ! Première initiative, le maxi LP de Désert Culturel (dit "cervelle de skin" note de la claviste).
A suivre, pour 1991, une compilation anti-fasciste avec, entre autres, les Thugs, Altobruit, Outrage et Rebellion, Desert Culturel, Haine Brigade, Kochise, etc... puis une compilation "Reprises et détournements"... un projet de disque avec Kochise, aussi... et encore, création d'une section du label plus orientée vers l'expérimental avec DECADES, notamment...
"Dans la culture qu'ils veulent, ils n'ont pas besoin de gens comme nous. Pour la vie que nous voulons, nous n'avons pas besoin de gens comme eux..." C'est clair ! ON A FAIM a les dents longues !

ON A FAIM - BP 47 76802 Saint Etienne du Rouvray cedex
ON A FAIM Bordeaux c/o Fernando Bronchal - 12, rue Hoche 33400 Talence
ON A FAIM Poitiers c/o Ceril - BP 166 86004 Poitiers Cedex

DESERT CULTUREL

DESERT CULTUREL s'est déjà présenté dans Réflexes. Ce jeune groupe dijonnais, après 2 K7, passe enfin au disque et sort un maxi LP 6 titres **"Tant qu'on aura la colère"** sur le tout nouveau label ON A FAIM ! Des morceaux nerveux, des textes intelligents qui cartonnent **"les ordures militaires ou civiles"**, l'extrême-droite, la vivisection (à noter une reprise rock d'un chant de lutte irlandais).
Bref, on aime ! DESERT CULTUREL est partie prenante de l'association *MALOKA* **"ilôt de contre-culture au milieu de la merde officielle grassement subventionnée"** (*BP 536 - 21014 Dijon Cedex*) et est engagé dans la lutte antifasciste.
Comme quoi, malgré ce que voudraient faire passer les fossoyeurs de tout poi, le mouvement alternatif et radical n'est pas prêt de s'éteindre, des nouveaux venus reprennent le flambeau ! A découvrir de suite.

REMERCIEMENTS

Nous remercions les groupes musicaux et associations qui tout au long de l'année ont soutenu nos activités dans le cadre de la lutte contre l'extrême droite, pour l'entraide, la solidarité et la citoyenneté.
Merci à Beurk's Band, Ben Barka, Original Desease, Désert Culturel, Les Indécis, Laid Thénardier, Enterprise, Les Gnomes, KNPT, G.I Love, Apologize, Autodafé, Jungle Hop, Rage Dedans, Witches walee, Tears of a Doll, Krull, Intérim, Founds Roots...
Merci pour leurs annonces à Radio-Enghein, Radio-Val, Radio Tomate, Radio Libertaire et aux autres.

Un concert est prévu début octobre avec The Blaggers, Angelic Up Start, les Dirty District et Cochese. Toute proposition d'aide est la bienvenue.

Pour l'année prochaine, toute proposition de la part de groupes musicaux pour nous soutenir est attendue...

Bourseiller, ennemi de l'alternative ?

Pour ceux qui ne le connaîtraient pas, ce journaliste de "7 à Paris" a écrit un livre "Les ennemis du système" où extrême droite et extrême gauche sont mis sur le même plan, comme "dangereux" opposants de la démocratie. Voulant continuer à être "branché", il a proposé à Réflex et au Scalp de faire un interview pour "Globe" et de poser en "tenue guerrière". Il va sans dire que nous avons refusé de jouer les guignols à sensation. Lorsque nous avons voulu faire passer une photo du mur de Berlin avec une fresque, on nous a répondu que cela ne faisait pas "in". L'image que les médias veulent faire passer du Scalp est un danger et un handicap. Danger car comme le monte l'article ci-contre, elle est un outil de criminalisation et handicap car elle enferme la lutte antifasciste dans un rapport symbolique et d'artifice comme a été SOS racisme avec sa petite main, alors qu'il faut mettre en place des structures de lutte qui mêlent l'entraide - la solidarité - la citoyenneté dans un combat social réunissant toutes les composantes de notre société : jeunes/vieux/travailleurs/précaires/chômeurs/etc. quels que soient leurs nationalités, pour la défense de leurs intérêts communs. Il ne faut pas hésiter à rendre visite aux journalistes qui font des articles sur les Scalp et à demander rectification des informations erronées ou mensongères...

MATÉRIEL DISPONIBLE

TEE SHIRT SCALP ET RÉFLEX À 50 F.

REFLEX

VIDÉO À 100 F
GIL N° 2 À 50 F
BADGES À 10 F.
AUTCOLLANTS À 80 F LES 100
AFFICHES À 200 F LES 100
FOULARDS À 15 F.
DISQUE DE DÉSERT CULTUREL À 45 F.
DISQUE DE PSYCHO SQUATT À 25 F.
FANZINE POUPÉE REBELLE À 20 F.

Moc, 24 rue Crémieux 75012 Paris. Tél. : 43 41 91 80.

LDH, 27 rue Jean Dolent 75014 Paris. Tél. : 47 07 41 14.

Commission Prison-Répression : 42 46 59 30.

Réfractaires : 45 65 95 25.

APAD 29, rue Stéphenson 75018 Paris.

PATXA 23, bis rue des Tonneliers 64100 Bayonne

JARASH - MJC St Ouen l'Aumône rue de la Prairie 95 St Ouen l'Aumône

MALOKA BP 536 21014 Dijon cedex.

MRAP 89 rue Oberkampf 75011 Paris.

RÉFLEXES

Réflexes est le bulletin de l'association REFLEX (Réseau d'Etude, de Formation et de Liaison contre l'Extrême droite et la Xénophobie). Nous voulons informer et rassembler les individus, collectifs et associations qui luttent contre le racisme, les idéologies sécuritaires ou autoritaires, pour le droit de vivre où l'on veut, comme on veut. Nous sommes également diffuseur de matériel (autocollants, brochures, badges, affiches, etc.) et un centre d'initiatives et d'actions. Renseignements et catalogue contre un timbre à 2,20 F.

ABONNEMENT 10 NUMÉROS : ☐ 100 F. normal ☐ 150 F. soutien

ABONNEMENT DE DIFFUSION : ☐ 3 exemplaires 240 F ☐ 5 exemplaires 400 F
(Ajouter 20 F pour l'international)

ADHÉSIONS À L'ASSOCIATION : ☐ 50 F précaires ☐ 100 F et à partir de 150 F soutien

Nom : _____ Prénoms : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Téléphone (facultatif) : _____

REFLEX, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris
Chèques à l'ordre de REFLEX